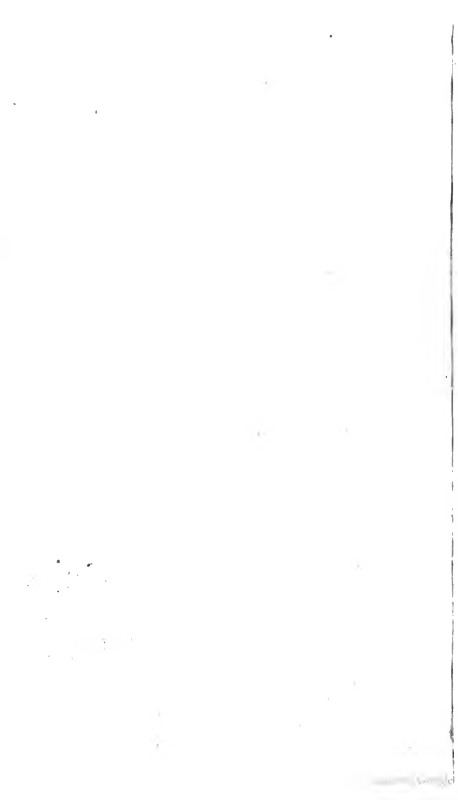






~~16.8.44~~



MÉMOIRE

SUR LES

ÉTATS GÉNÉRAUX,

LEURS DROITS,

ET LA MANIÈRE DE LES CONVOQUER.

Par M. le Comte d'ANTRAIGUES.

Nous qui valons chacun autant que vous, & qui tous ensemble sommes plus puissants que vous, nous promettons d'obéir à votre gouvernement, si vous maintenez nos droits & nos privilèges, sinon, non.

Nos que valemus tanto como vos, y que podemos mas que vos, os hazemos nuestro Rey, y señor con tal que guardies nuestros fueros, fino, no.

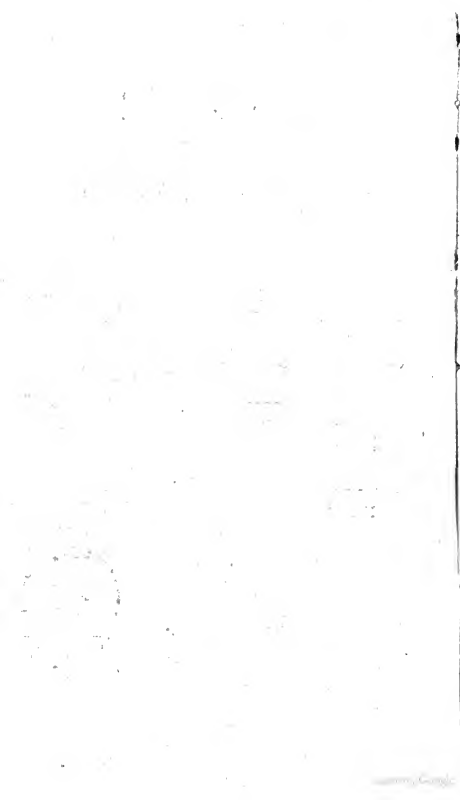
Serment du Justicier d'Aragon au Roi,
au nom des Cortes.

Nouvelle édition, plus correcte que les précédentes.



1 7 8 9.





AVERTISSEMENT.

CET écrit , commencé sous un ministre ennemi de la nation , a été terminé sous de plus heureux auspices. J'espère qu'on reconnoîtra , en lisant cet ouvrage , l'instant où la chute de nos oppresseurs a rendu à mon ame un sentiment de bonheur & d'espoir , que l'effrayante continuité de leur crédit avoit anéanti.

Notre roi nous est enfin rendu.

C'est en ce moment qu'il faut unir à jamais notre bonheur au sien , & la liberté publique à sa puissance.

Je suis loin de croire cette réunion impossible , & j'ai cherché à le prouver. J'ai destiné cet écrit à mes compatriotes. S'il franchit les limites de la province où il fut composé , me tiendra-t-on compte de mon zèle ? J'ai dû l'espérer dans mon pays.

iv AVERTISSEMENT.

Ai-je lieu de l'attendre des provinces qui me sont étrangères ? Le talent est un don de Dieu. Si le ciel en eût honoré mon zèle, je l'aurois dévoué tout entier au service de mon pays, d'un pays que j'aime, à cause du caractère généreux & de l'énergie de ses habitants.

Auprès d'eux, au moins, la vérité de mon attachement me fera un mérite. J'ai cherché à leur montrer tous les avantages d'une constitution nationale & libre ; c'est maintenant à eux à assurer leur bonheur à venir, & celui de leurs descendants.





MÉMOIRE

SUR

LES ÉTATS GÉNÉRAUX,

LEURS DROITS,

ET LA MANIÈRE DE LES CONVOQUER.

CE fut sans doute pour donner aux plus héroïques vertus une patrie digne d'elles, que le ciel voulut qu'il existât des républiques ; & peut-être pour punir l'ambition des hommes, il permit qu'il s'élevât de grands empires, des rois & des maîtres.

Mais toujours juste, même dans ses châtimens, Dieu permit qu'au fort de leur oppression, il existât pour les peuples asservis, un moyen de se régénérer, & de reprendre l'éclat de la jeunesse, en sortant des bras de la mort.

La liberté laisse à ceux qu'elle abandonne, de longs & cruels souvenirs ; ce sont ces salutaires réminiscences qui garantissent du déses-

poir , quand tous les genres de servitude semblent s'accumuler sur les hommes infortunés , soumis depuis long-temps au sceptre du pouvoir absolu.

Les despotes enchainent vainement les corps , ils ne peuvent dominer les pensées ; le ciel les affranchit pour jamais de l'humiliant empire d'un maître : vainement les ministres essayerent dans tous les temps d'en effacer les traces : elles vivent encore quand l'être qui les conçut n'est plus ; & déposées dans de salutaires & immortels écrits , tôt ou tard elles portent les fruits que l'on doit en attendre , quand par trait de temps , devenues l'opinion de tous , elles opposent au despotisme d'un seul , le frein irrésistible de l'opinion générale.

Instruite par les écrits de quelques hommes nés libres au sein de la servitude publique , la génération actuelle , malgré ses vices , s'est imbue de leurs maximes ; le génie est venu embellir les travaux de l'érudition pour la rendre populaire ; & sous les ruines éparées de notre antique gouvernement , il a su démêler les droits imprescriptibles de la nation , nous apprendre ce qu'elle fut & ce qu'elle doit être.

Nos malheurs toujours renaissans , des fautes sans cesse renouvelées de la part des ministres , nous conduisant enfin au dernier période de la calamité publique , ont fixé notre attention sur la nécessité absolue d'un autre ordre de choses.

Tous les regards alors se sont tournés vers les jours heureux de notre première existence.

Tombés dans l'avilissement le plus profond , écrasés de dettes énormes , dévorés par d'intolérables impôts , menacés d'un avenir plus déplorable encore , humiliés par le présent , effrayés par l'avenir , il nous a fallu rétrograder , pour chercher dans le tombeau de nos peres l'espoir d'une résurrection nationale.

Nous avons trouvé dans les fastes de leur siècle , ce ressort puissant qui les avoit si intimement unis à la chose publique , ce ressort , inactif depuis deux siècles , mais toujours subsistant , qui de tous les François peut encore composer un corps collectif , imprimer à la France le titre honorable de patrie , & substituer enfin des citoyens à cette foule d'individus malheureux & isolés , qui depuis deux siècles rampent sans liaison comme sans intérêt , sur la vaste surface de cet empire.

L'homme est né libre : jamais l'Être éternel qui le créa , n'avilit lui-même son ouvrage , en soumettant l'homme à son semblable. Il voulut que l'être heureux , né loin des fers des sociétés , au milieu des pays déserts & sauvages , conservât toute son indépendance , n'obéît jamais qu'à lui-même , & fermât ses yeux sur le sol qui le vit naître , sans les avoir jamais souillés en fixant un maître.

Pour ceux qu'il appelloit à se réunir en société, sans doute il exigea & il sanctionna le sacrifice de cette indépendance sans limite ; mais il la remplaça par une autre plus difficile peut-être à conserver, mais tout aussi sacrée. Il soumit l'homme à la loi, & ne le soumit jamais qu'à elle.

C'est vainement que dans tous les siècles, s'accumulèrent sur les peuples asservis les longs outrages du despotisme. L'amour de la liberté, & les vérités premières qui lui servent de base, se conserverent dans le cœur & la mémoire des hommes.

Elles reparurent toujours avec éclat, & entraînent la dissolution des empires, ou nécessiterent leur régénération. Depuis longtemps, soumis aux tyrans de Rome, les habitants de l'Europe énervés par la servitude, mais aigris par le sentiment de leurs maux, n'osant reconquérir leur liberté, désiroient la ruine d'un pouvoir odieux, ils appelloient des libérateurs.

Ils parurent enfin. Les Romains habiles à opprimer leurs sujets, mais incapables de les défendre, virent leur empire se dissoudre, & sur ses ruines s'établirent nos peres.

Quel homme eût osé présenter des fers à leurs mains victorieuses (1) ? Soumis à la

(1) Voyez Tacit. *de morib. germa* chap. viij. xj.

Jul. Cæsar. *de bell. gall.* l. v, ch. xxvij.

Am. Marcel. l. xxxj.

Grégoire de Tours.

guerre au chef qu'ils avoient élu , mais se plaçant à ses côtés pour exercer avec lui toutes les fonctions législatives , souvent arbitres de la paix ou de la guerre , leur amour libre & fier leur inspira , malgré leur ignorance , les notions précieuses qui en ce siècle de lumière forment encore la base de la liberté publique. Ils marcherent à la liberté plutôt par sentiment , qu'en raisonnant leurs principes ; & les mâles vertus qu'ils tenoient de leurs peres , les accompagnèrent dans les pays qu'ils avoient conquis.

S'ils soumirent à l'esclavage civil les peuples vaincus , ils conserverent toujours quant à eux le sentiment profond de leur dignité personnelle ; ils connurent parfaitement ce que c'étoit qu'une loi.

Réunis dans les champs de Mars autour d'un roi qu'ils avoient élu (1) , le vœu général dicta la loi : l'autorité législative résidoit toute entière dans ces augustes assemblées , & leurs suffrages seuls formoient les loix

(1) Gaule François d'Hotman , chap. vj , pag. 47 , édition de 1573. Grégoire de Tours. *Aimoin*. Frédégaïn , ap. Ducange , *gloss. voc. campi Martii*.

Aveu remarquable de Clothaire II , dans *Aimoin* , de *gest. franc.* liv. iv , ch. 1.

Clothaire dit : « on convoque les assemblées , parce » que tout ce qui regarde la sûreté commune doit y » être examiné & réglé par une délibération commune , » & je dois me conformer à tout ce qu'elles ont résolu. »

Voyez encore à ce sujet Bouquet , *præf. leg. sal.* pag. 122 , 124. *Idem* , tom. 11 , pag. 647.

devant lesquelles devoient se courber leurs têtes invincibles.

Les rois soumis aux loix nationales, furent punis pour les avoir enfreintes (1), quand l'époque fixée pour le retour de ces assemblées, présentait à la nation le suprême législateur, & au roi son souverain juge.

Le même amour de la liberté animoit à la fois tous les vainqueurs de l'Europe. Dans tous les pays qu'ils conquièrent, ils impriment à leurs institutions le sceau de leur indépendance.

Altérées dans leurs formes par l'impossibilité de réunir tous les individus d'une nation devenue trop nombreuse (2).

Quelquefois chargées par l'adresse des rois qui, abusant des prétextes les plus plausibles, égarent les peuples, il résulta cependant que ces premières formes de notre antique indépendance laisserent des germes précieux qui, long-temps étouffés par le despotisme, n'attendoient pour éclore que le serment de l'oppression & de l'adversité.

La main conservatrice qui maintient l'ordre immuable de la nature, & qui, à son gré,

(1) Dans Aimoin, *gest franc.* ch. 45, & dans le continuateur de Fredegair, ch. 94. Voyez les causes de la déposition de Thierry.

(2) La composition des parlements de la seconde race fut la première altération des formes antiques. Voyez Hincmar, *de ordine palatii*. Mais les capitulaires nous prouvent que la nation jouissoit toujours du pouvoir législatif.

élève ou détruit les empires , emploie souvent , pour rendre aux hommes cette énergie salutaire qui les ramène à la liberté , les fléaux qui semblent devoir à jamais l'anéantir. Ainsi ces volcans destructeurs , qui éclairent de leurs lugubres feux les contrées qu'ils dévorent , s'éteignent enfin , & rendent aux hommes un sol que leurs flammes ont épuré & fertilisé , quand elles sembloient le consumer.

Les agitations intestines dans les républiques sont utiles à la liberté , elles éloignent la tyrannie.

L'excès de l'oppression des ministres est la sauvegarde des peuples dans les empires asservis ; elle les ramène à une constitution nationale.

Combien donc s'égarent ces hommes pusillanimes , qui redoutent ce temps d'effervescence publique , ces temps orageux qui donnent la vie aux âmes fortes , & les élèvent aussitôt au niveau de leurs vertus !

Ces temps à la fois salutaires & périlleux , font sur les citoyens l'effet que la loi produisoit à Sparte. Ils plongent les foibles dans l'obscurité , & rendent aux âmes courageuses l'empire qui leur est dû.

Une mâle résistance à l'oppression est l'aliment des grands courages. Tout alors les élève & soutient leur enthousiasme ; les regards de leurs concitoyens , l'espoir du succès , l'horreur de l'esclavage , l'appas même des dangers , & l'espoir de ces punitions honorables , quand des ministres odieux les infligent

à ceux que la patrie honore , & que chaque citoyen voudroit imiter.

C'est sur les mers assaillies par les tempêtes , que l'intrépide matelot aime à se confier ; sans doute le but unique de tant de travaux , doit être le calme après l'orage.

Mais un repos plein de vie , un repos fondé sur la liberté , & non cette effrayante stupeur qui regne dans les empires de l'Asie , où les cœurs sont déchirés , les visages abattus , où le silence est le seul signe de la paix ; silence de mort , produit par la terreur & les menaces des tyrans , où l'on n'ose se parler , moins encore s'écrire , où l'on s'estime heureux enfin , au déclin de la vie , de descendre tout entier au tombeau , & de n'être plus accessible dans ses enfants au tourment d'une éternelle oppression.

Ces temps salutaires d'effervescence publique sont ceux où nous vivons ; c'est à nous à les rendre salutaires à nos descendants.

De grands maux ont amené pour nous d'étonnantes révolutions. Il semble que les ministres ont réunis tous les motifs qui rendent la résurrection de notre antique constitution inévitable.

Des dettes énormes , & un crédit public anéanti.

Des impôts dévorants , & un peuple aigri par ses malheurs , prêt à se refuser à leur exaction.

D'impuissantes loix substituées violemment à nos loix antiques.

De nouveaux magistrats , à la fois investis de l'opprobre & de leurs dignités.

Des parlements respectés , chéris , dont le retour unanime aux vrais principes a rendu au peuple ses imprescriptibles droits , devenus aussitôt des objets de terreur & de haine , menacés d'une entière destruction , se ralliant autour des loix qu'ils ont si bien défendues , mais frappés par les ministres jusque dans ce sanctuaire , & forcés de l'abandonner à la force militaire qui les éloigne & s'en empare.

Un militaire éperdu , indécis entre l'ordre des ministres & la voix de sa conscience , effrayé de la désobéissance , mais plus effrayé encore des assassinats qu'on lui commande , n'osant briser les liens de la discipline , mais les relâchant sans cesse , en faisant assez pour ne pas manquer au prince , pas assez pour faire triompher les ministres de la nation & des loix.

Des provinces entières , prêtes à repousser la violence par la violence , unies encore à la couronne par leur amour pour le roi , mais confédérées par leur haine & le mépris pour les ministres.

De vertueux citoyens punis de leur patriotisme , mais plus animés encore par leurs malheurs , énorgueillis de leurs disgraces , & cherchant à en mériter de nouvelles par la constance & la véhémence de leur zele.

Bientôt une seule voix s'est fait entendre , mais une voix unanime , & aussitôt se sont réveillés les souvenirs de nos assemblées nationales.

Déjà s'élevent de toute part des questions
sur les droits de ces suprêmes assemblées ,
Et sur la maniere de les convoquer.

C'est le peuple alarmé qui fait les premières
demandes. Dans l'étendue des droits des états
généraux , il voit l'étendue de ses ressources.

L'administration est embarrassée sur la ma-
niere de les convoquer ; elle a borné ses de-
mandes à ce seul objet. Sans doute elle est
bien éloignée de chercher à altérer la forme
antique des convocations , elle n'en a pas le
pouvoir , & ses efforts pour y parvenir seroient
impuissans.

Enfin , en cette occurrence , il s'agit de dé-
finir les droits des états généraux , & la ma-
niere de les convoquer.

Aussitôt qu'il s'est agi de les assembler , la
plupart des gens instruits se sont occupés à
trouver dans les débris de nos antiques insti-
tutions , quelle fut l'étendue du droit des
assemblées nationales ; d'autres , sans dédai-
gner ces utiles recherches , ont porté leurs
vues sur des objets plus élevés ; ils ont cherché
à établir les droits de la nation sur des bases
immuables , en les fondant sur les droits na-
turels de toute société humaine.

Ceux-là me paroissent avoir vu l'objet dans
toute son étendue ; & en effet , les droits
essentiels des sociétés , écrits par la main de
Dieu dans le cœur des hommes , n'en sauroient
être effacés par vingt siècles de despotisme.
D'ailleurs , quelle idée absurde que de croire
qu'il suffiroit pour anéantir nos droits , de

détruire les chartres où les rois furent forcés de les reconnoître.

Quelle idée bizarre que d'imaginer que les droits de vingt millions d'hommes à la liberté, reposent dans tel ou tel titre, dans celui de Louis X, par exemple, si soigneusement dérobé à nos regards. Peut-être n'existe-t-il plus, les vers l'ont dévoré ; & si telle fut la base de nos droits nationaux, il dépendit d'eux de nous rendre libres ou esclaves.

S'il existe des titres nationaux, s'ils viennent appuyer de leur autorité nos droits constitutifs, on s'en prévaut ; s'ils sont anéantis, on s'en passe, en remontant sans leur secours aux vrais principes.

Ce sont donc ces principes qu'il faut d'abord connoître.

Sans doute il faut ensuite les environner de toutes les autorités, accumuler les exemples, nous enrichir des traditions de nos peres, & en voyant ce qu'ils furent, nous enhardir à les imiter.

Je le répète, l'histoire de notre premier âge n'est rien moins qu'une étude oiseuse, quand l'érudition, dirigée par un cœur généreux, va y chercher des traits de vertu, de liberté, des actes d'oppression repoussés avec une mâle énergie ; mais elle seroit funeste à celui qui croiroit que les droits qu'il n'y trouve pas établis, sont perdus pour nous, & que nous n'avons d'autres titres à une liberté nationale, que ceux que pendant

huit siècles ont couvert la poussière des chartriers.

Ces faits établis, je le demande, quels sont les droits des représentants d'une nation ? Tout homme ami de la liberté publique, aura besoin de réflexion, non pour en connoître l'étendue, (le premier mouvement de l'esprit & du cœur est de ne voir aucun terme à une puissance qui statue au nom de tous,) mais pour y poser les limites que l'ordre & la conservation de la société exigent.

C'est un malheur très-réel, que des citoyens soient forcés par l'étendue de l'empire, de confier à autrui le soin de voter sur leurs plus précieux intérêts ; mais dans tous les états, cet inconvénient est balancé par des obstacles que la loi naturelle dicteroit, au défaut de tout autre.

En Angleterre, l'insurrection est permise ; elle seroit sans doute légitime, si le parlement détruisoit lui-même une constitution que ses loix doivent conserver (1).

(1) Le lord Abington, l'un des meilleurs & des plus éclairés citoyens de l'Angleterre, exposoit à ce sujet les vrais principes, quand s'opposant aux motions d'un parti vendu à la cour, & qui entraînoit l'Angleterre dans des mesures qui lui ont fait perdre l'Amérique, il proposa aux citoyens qui pensoient comme lui, « de » sortir à l'instant du parlement, mais après avoir pro- » testé que le roi & le parlement avoient abusé de leur » pouvoir dans la guerre de l'Amérique, & que le

En Pologne, quand elle étoit libre, les diétines limitoient le pouvoir des nonces à ce dont ils étoient spécialement chargés ; & les diètes de relation, convoquées après la diète suprême, examinoient si en effet les nonces n'avoient pas outre-passé leurs pouvoirs.

En France, dans les premiers âges de la monarchie, la nation elle-même discutoit ses intérêts.

Sous Charlemagne, les parlements conserverent encore à la nation entière le pouvoir de sanctionner toutes les loix.

Enfin, quand la nation assemblée en états généraux ne put être réunie que par ses représentants, il s'établit aussi-tôt une loi qui est, j'ose le dire, le *palladium* de nos libertés.

C'est que la nation elle-même est restée maîtresse de tous ses pouvoirs ; c'est dans les assemblées où elle élit ses représentants, qu'elle prononce son vœu. Ses représentants ne sont que les porteurs des ordres de leurs commettants, & ne peuvent jamais s'en écarter (1). Dès lors, les droits des états généraux sont les droits de la nation elle-même : c'est sous ce rapport qu'il faut en

« peuple Anglois, suprême législateur de la Grande-Bretagne, avoit le droit de retirer un pouvoir si mal administré. »

(1) Je démontrerai ce principe jusqu'à l'évidence, par la conduite des états généraux & l'aveu des rois.

déterminer l'étendue ; & enfin , pour ramener cet objet à son vrai principe , nous demanderons quels sont les droits de la nation , énonçant sa volonté par ses représentants.

On fera tenté , j'en suis persuadé , de répondre aussi-tôt , que nul obstacle ne sauroit mettre un frein à sa volonté suprême.

En effet , quel est le lien qui réunit cette foule d'individus en un corps collectif ? C'est leur volonté ; & sans doute ce lien seroit brisé à l'instant par la même volonté publique qui lui donna l'existence , si tous s'accordoient à vouloir l'anéantir.

Mais l'expérience & la réflexion viennent bientôt poser des bornes à cette autorité illimitée ; & de cela seul que la nation veut exister , il s'ensuit que sa puissance a des bornes.

Un peuple libre est régi par des loix ; les loix ne méritent ce nom auguste , que lorsqu'elles sont la déclaration de la volonté publique.

Mais les loix établies , il faut veiller à leur observance , en faire l'application , & décider , soit dans les discussions de l'intérêt particulier , soit dans la distribution des peines imposées aux délits , les cas où s'appliquent les loix.

Les loix , pour être exécutées , ont souvent besoin de l'appui de la force publique ; c'est à elle aussi qu'est confiée la défense de la patrie au dehors , ainsi que le maintien de la tranquillité intérieure.

Parmi ces pouvoirs divers, il en est que la nation elle-même ne sauroit exercer, & dont par conséquent elle est forcée de confier l'exercice.

Mais tous les pouvoirs qu'elle peut exercer elle-même, n'appartiennent qu'à elle.

Plus un empire est étendu, plus le pouvoir qui dispose de la force publique doit avoir d'énergie ; & c'est par cette raison que le pouvoir monarchique, où la volonté d'un seul homme meut à l'instant tous les ressorts de la force nationale, convient spécialement à de grands pays entourés de voisins jaloux & puissants, & par conséquent toujours exposés à leurs invasions, si les moyens de les repousser n'avoient toute la force qu'il est possible de leur donner.

Mais si la nation ne peut exercer le pouvoir exécutif, elle est au moins la maîtresse de le confier à qui il lui plaît ; c'est à elle par conséquent à établir l'ordre qui lui convient dans la succession de ses rois : elle a pu rendre le trône héréditaire : il dépendoit d'elle de le laisser électif.

La nation ne peut exercer le pouvoir judiciaire, non qu'elle n'ait le droit, étant assemblée, de prononcer des jugemens, s'il s'agissoit sur-tout de flétrir qui chercha à lui nuire, si c'étoit enfin le crime de leze-nation qu'elle voulût punir.

Mais, en général, elle ne peut s'appliquer à la discussion des intérêts particuliers, faite pour dominer sur tout ; elle ne peut, par

cette raison , statuer sur des objets individuels.

L'autorité judiciaire ayant besoin de l'appui de la force publique pour faire respecter ses arrêts , elle s'est trouvée naturellement faire une partie essentielle du gouvernement , à qui fut confié la force publique.

Mais comme il importe à la nation que le despotisme soit à jamais éloigné du pouvoir judiciaire , il n'est pas douteux que c'est à elle à établir de quelle manière doivent être composés les tribunaux chargés du dépôt des loix.

La nation ayant confié le pouvoir exécutif , ayant statué sur la formation des corps judiciaires , se trouve investie du pouvoir incommunicable de créer les loix ; c'est dans ce pouvoir imprescriptible que repose son existence & sa liberté.

Ce pouvoir suprême ne peut être exercé que par elle : il n'exige la célérité d'exécution qui la force de confier le pouvoir exécutif aux mains d'un seul , ni la permanence d'un corps toujours assemblé , qui nécessite l'établissement de la magistrature.

Le pouvoir législatif est le seul rempart qui reste à un peuple qui s'est dépouillé du droit de mouvoir la force publique ; c'est le seul moyen de réprimer le pouvoir exécutif , en opposant à ses invasions le frein sacré de la loi.

D'ailleurs , la loi n'est autre chose que la règle générale établie pour le bonheur de

tous : or, qui peut mieux connoître que la nation elle-même les loix qui doivent la rendre heureuse ?

Si cependant il existoit au milieu d'un peuple un être d'une nature supérieure à la nôtre, & dont la supériorité nous fût aussi bien démontrée que l'est l'éclat du soleil ; qui connût les passions qui nous égarent ; & qui y fût inaccessible ; dont l'immuable sagesse fût toujours exempte d'erreurs, on concevrait qu'un tel être prétendît au droit législatif, & on pourroit le croire, s'il assuroit que la nation elle-même le lui a confié.

Mais que répondre à ceux que l'habitude de la servitude a tellement dégradés, qu'ils cherchent à se faire accroire, & à nous persuader que c'est entre les mains d'un homme que fut remis le pouvoir législatif, sans limite comme sans partage, & qu'aussi tôt vingt millions d'êtres se soumirent à un seul, à sa postérité, & reconnurent la voix sacrée des loix dans les décrets qu'il prononça ?

Mais que restera-t-il donc à un peuple déjà privé par la nécessité du droit de diriger la force publique, & de juger ses concitoyens, s'il perd encore le pouvoir législatif ?

Où seront les moyens de se défendre d'une éternelle oppression ? Bientôt une volonté d'un moment sera transformée en une loi tyrannique ; & le même homme qui aura

parlé comme législateur, s'armant aussi-tôt de la force publique, punira, comme déso-béissance aux loix, la résistance à ses fantaisies.

D'ailleurs, ce qui imprime aux loix ce caractère sacré qui les rend vénérables, c'est qu'elles ne statuent jamais que sur l'intérêt général, & tendent uniquement au bonheur de tous. Quel est donc le moyen de n'avoir que de bonnes loix ? C'est qu'elles soient toujours faites par ceux qui doivent toute leur vie en porter le joug.

Eux seuls, éclairés par leur intérêt personnel, peuvent établir de justes loix : mais, où est l'intérêt d'un roi de n'en promulguer que de telles, & quels sont les moyens de lui donner ces connoissances immenses qui devoient lui tenir lieu de cet intérêt qu'il n'a pas, à n'établir que de bonnes loix ?

Eh ! grands dieux ! s'il est sur la terre un homme incapable, par sa position, d'exercer le pouvoir législatif, c'est un roi, & surtout un roi héréditaire. Né dans le foyer de la corruption, ses premiers regards se fixent sur les ennemis naturels de l'ordre public. Ce sont leurs maximes empoisonnées qui se font d'abord entendre à son inexpérience. Il s'accroît au milieu des courtisans ; il ne voit donc autour de lui que cette foule avilie d'esclaves, à la fois insolents & bas, dont l'éducation mutila & l'esprit & le cœur. Si ses yeux s'élèvent au dessus de cette foule d'adulateurs, ils se fixent sur un trône occupé par

celui qu'il doit remplacer. Il y voit trop souvent l'exercice du plus absolu pouvoir, uni à la plus complète incapacité : il y voit toutes les passions viles & dangereuses, honorées, respectées : il y voit l'éclat & la puissance couvrir à la fois les vices & la foiblesse : il y apprend sur-tout qu'il existe trop souvent dans les empires deux sortes de morales, deux sortes de vertus, deux religions enfin, l'une à l'usage de ceux qui obéissent, violemment prêchée par ceux qui commandent, & l'autre à l'usage du maître qui les opprime.

Que si le hasard place quelquefois sur le trône un homme d'un grand caractère ; s'il réunit dans sa main tous les pouvoirs, son influence est encore dangereuse pour son successeur : car ceux que l'on nomme des rois habiles ont commis de bien grandes fautes envers les peuples, & leur successeur apprend à honorer, comme des loix, des erreurs funestes qu'il sera de son devoir de punir dans le dernier ordre de ses sujets.

Et ce seroit au milieu de ces périls divers & inévitables, que naîtroit le suprême législateur de vingt millions d'hommes, revêtu tout à-coup de l'autorité royale ! Ce sera à sa constante inexpérience, que sera confié le pouvoir auguste de dicter des loix !

Non, cela n'est pas, cela ne peut pas être ; & une société ainsi établie, détruite aussi-tôt par sa base, ne présenteroit plus qu'un assemblage d'hommes avilis & mal-

heureux, sans liens, sans patrie, sans courage, soumis au plus absurde des gouvernements.

Les mêmes motifs qui éloignent d'un roi le pouvoir législatif sans partage, perdent toutes leurs forces, quand on les fait valoir pour le priver de la puissance exécutive. Ce pouvoir, pour s'exercer dans toute son énergie, a besoin d'un ressort d'autant plus fort, que l'état est plus étendu ; & si sa position l'enclave au milieu de puissances formidables, il faudroit, s'il étoit possible, renforcer sans cesse son action.

Mais quand les loix ont formé une enceinte impénétrable autour du pouvoir législatif, alors la puissance exécutive, pour déployer utilement ses forces, n'exige de celui qui la dirige, que le courage & cette sorte de talent qui fait combiner des opérations & les suivre avec rapidité & sagesse.

Que, s'il s'agit de maintenir la paix dans l'intérieur de l'état, il est aussi-tôt averti des troubles qui menacent l'ordre public, par la voix des magistrats & les cris des peuples ; & il lui est aussi facile de déployer utilement l'autorité qui lui est confiée, que difficile de s'égarer dans ses mesures. Ce genre de puissance n'a point les inconvénients du pouvoir législatif confié à des mains mal habiles, & il ne demande pas l'immensité de connoissances que ce pouvoir exige pour pouvoir être exercé par un seul homme.

Car, qu'on ne s'y trompe pas, quelque di-

vers que soient les intérêts de chaque membre de l'état, il est un point où cette différence cesse; il est un point qui rallie tous les intérêts à un seul, & c'est ainsi que se forme l'intérêt public.

Mais comment inspirer à un roi les sentimens d'un citoyen? Et, s'il est impossible qu'ils deviennent jamais les siens, comment lui donner toutes les connoissances qui seroient indispensables, à celui qui, par état, étranger aux intérêts divers dont les éléments composent l'intérêt national, mu seulement par son intérêt particulier, auroit à combattre à la fois contre son inexpérience & ses penchans, pour ne dicter que des loix utiles à tous?

Je ne suis pas surpris que plusieurs nations aient voulu réunir le pouvoir judiciaire à la puissance législative; mais je le suis infiniment quand je les vois avoir la sagesse & le courage d'y renoncer.

Ce pouvoir d'appliquer aux événemens particuliers les dispositions des loix générales, est si formidable, que son exercice, en des mains perverses, peut, malgré les meilleures loix, faire du gouvernement le fléau de la nation.

Un roi ne peut, en aucun cas, exercer le pouvoir judiciaire, & la raison en est évidente: il ne peut s'instruire des objets soumis à la discussion: il est homme, entouré d'esclaves; & ses passions, animées par celles de ses ministres ou courtisans,

égèreroient sans cesse sa justice , & inspireroient aux citoyens la plus juste défiance.

Il doit veiller au maintien des loix , mais non appliquer les décisions de la loi.

Et comme il n'est personne à qui il importe davantage d'être bien ou mal jugé , qu'à ceux qui doivent se soumettre aux jugements & en subir la rigueur , il est évident que c'est à la nation à statuer sur la formation des corps judiciaires , à limiter ou étendre leur puissance , à les charger du dépôt des loix nationales , c'est à elle à multiplier ses juges , à circonscrire leur ressort , ainsi qu'il lui semble bon & utile à l'intérêt de tous.

Ainsi , tout tribunal dégradé dans l'opinion publique , ce mépris fût-il injuste , par cela seul qu'il est universel , il entraîne la destruction de ce tribunal avili : car si les loix forment l'enceinte des corps judiciaires , c'est la confiance publique qui doit essentiellement en être la base.

Il faut que chaque citoyen y vienne , plein d'une respectueuse déférence , déposer en des mains honorées le dépôt le plus cher , celui de son honneur , de sa vie & de sa propriété. C'est aux pieds des juges qu'il vient soumettre les passions qui l'égarent , & jusqu'aux plus précieux intérêts qui l'unissent à l'intérêt public : de si grands sacrifices ne peuvent être adoucis que par la plus entière confiance.

Ce seroit donc le terme extrême de la dé-

gradation d'un gouvernement, & le comble du malheur public, si la nation opprimée se voyoit jamais forcée d'apporter aux pieds de ceux que son opinion a flétris, les intérêts les plus chers, & de confier son honneur à ceux qu'elle a unanimement jugés avoir perdu le leur.

De pareils excès nécessiteroient le retour du suprême législateur, parce que c'est à la nation seule qu'il appartient d'établir sur la base immuable de la confiance publique, les corps respectés qu'elle investit du pouvoir terrible de faire parler les loix.

La conservation de la propriété de chacun étant le but & le prix de l'association générale, devient, par cela même, le plus sacré de tous les droits; mais la durée de cette propriété étant aussi le vœu le plus cher de chaque individu, il s'ensuit que, pour l'obtenir, il faut faire, pour son maintien, le sacrifice nécessaire à l'entretien de la force publique destinée à la protéger: de cette nécessité absolue est né l'impôt.

Mais nul ne pouvant attenter à la propriété, que le peuple à qui tout appartient, la plus légère offense à cet égard est une tyrannie.

D'ailleurs, l'acte qui prive un individu d'une partie de sa propriété pour en former le trésor national, est une loi générale: c'est donc à la nation elle-même à fixer l'étendue des sacrifices qu'elle croit nécessaires, à en limiter la durée, à suivre, ainsi

qu'il lui plait, la main à qui elle confie le soin d'employer au bien public les revenus publics.

Un état seroit donc libre, quoique gouverné par un roi, si la nation étoit appelée à l'exercice de la nation législative; si le prince, chargé de diriger la force publique, ne pouvoit l'employer au dehors que contre l'ennemi de l'état, au dedans que pour appuyer les loix; si les corps judiciaires, protégés de toute la force publique, recevoient de la nation elle-même un pouvoir national, & n'avoient jamais à redouter un changement dans leur constitution, que lorsque la nation l'auroit ordonné. Un état seroit libre si, à ces répartitions des différents pouvoirs, la nation réunissoit celui d'établir & d'anéantir les impôts, & sur-tout si elle ne regardoit cette branche de sa puissance que comme une dépendance du pouvoir législatif.

Mais ces droits seroient encore insuffisans, si elle ne pouvoit au besoin se régénérer elle-même, en opposant aux usurpations du pouvoir absolu, le pouvoir de la loi.

Tous les gouvernements, ouvrages fragiles des hommes, se ressentent de la foiblesse de l'être qui leur donna l'existence.

Ils ont, ainsi que l'homme, leur enfance, leur âge viril, leur vieillesse; ainsi que lui, ils sont sujets à la mort: ils éprouvent les longs tourmens qui l'annoncent & la précédent: la tyrannie est en effet l'agonie des gouvernements.

Ainsi que l'homme, en venant au monde, apporte en lui même les causes inévitables de sa destruction, de même les gouvernements recellent en leur sein les causes de leur décadence.

Il n'est pas de mon sujet de faire connoître les vices de chaque gouvernement ; mais il paroît que dans les monarchies où la direction de la force publique est confiée à un seul homme, c'est de l'emploi légal ou illégal qu'il fait de son autorité, que dépend le sort de la république.

C'est un grand malheur que le même homme que la nation a revêtu du pouvoir exécutif pour le diriger contre l'ennemi de l'état, devienne par trait de temps l'ennemi de la liberté nationale, & emploie pour la détruire, les forces qu'il reçut d'elle pour la maintenir libre au dedans, & la défendre au dehors.

Ce danger éminent est malheureusement inévitable : il est inhérent à l'état monarchique ; & si les rois eux-mêmes n'étoient fortement tentés de devenir des despotes, c'est dans le sein de la nation qu'ils trouveroient les plus ardens fauteurs de la tyrannie ; c'est parmi ceux qu'ils élèvent au ministère, que se trouveront toujours ces hommes inconcevables qui, pour goûter un moment le bonheur de porter le sceptre de la tyrannie, aident de tout leur pouvoir à étendre l'autorité absolue, sûrs qu'ils sont d'en devenir un jour les victimes, & de forger les chaînes de la servitude pour leurs enfants.

Les rois sont des hommes ; & quand la loi les destine au trône dès leur naissance , ce sont de tous les hommes les plus sujets à l'erreur.

Le foible du cœur humain est de vouloir dominer, de maîtriser à la fois les personnes & les opinions.

On espère trouver le suprême bonheur dans la suprême puissance ; son exercice semble le plus favorable à la paresse , qui agit quelquefois , mais ne raisonne pas. La folie des hommes attache d'ailleurs une sorte de gloire aux attentats des rois sur la liberté publique , quand le succès a couronné leurs efforts. N'est-il donc pas naturel qu'un roi haïsse les loix , redoute le pouvoir de la nation , & cherche à y substituer uniquement le sien ?

Les moyens d'affermir le despotisme ne sont autres que d'avilir toutes les ames. Quand une fois on y est parvenu , tout est fait ; l'homme moral est mort , & l'état est dessous.

Mais avant d'arriver à ce dernier terme , il faut parcourir bien des époques.

La puissance exécutive , toujours subsistante , doit , par trait de temps , éloigner le pouvoir législatif , & enfin s'en emparer.

La nation ne peut être continuellement assemblée ; d'ailleurs , elle n'agit que par des loix , & c'est au pouvoir du roi à les faire exécuter.

Plus l'intérêt national diminue , plus l'a-

mour de la patrie s'éteint; dès-lors les assemblées nationales deviennent plus rares, & finissent par disparaître.

Les rois les éloignent de tout leur pouvoir, jusqu'à ce qu'enfin les citoyens, devenus des sujets, cessent eux-mêmes de les désirer.

C'est quand il ne reste plus que des souvenirs confus, que l'autorité devient chaque jour plus absolue. Elle usurpe tous les pouvoirs : les rois naissent enfin environnés d'une autorité illimitée ; ils la conservent avec une sombre jalousie, la regardent comme un patrimoine, & leurs sujets comme un héritage.

Alors toutes les idées d'une nation s'altèrent ; on n'a plus de patrie : où regne le despotisme, s'établit l'égoïsme : ne pouvant être attaché à aucun bien national, on s'attache uniquement à soi ; & le cœur étranger pour jamais à la chose publique, se concentre uniquement dans ce qui a rapport à l'individu.

Telle est la marche plus ou moins rapide, qui entraîne les monarchies les plus libres dès leur naissance, vers le plus absolu despotisme.

S'il a frappé trop long-temps sur une nation, elle contracte enfin tous les vices des esclaves ; la terreur seule y tient les hommes enchaînés sur la glebe qu'ils arrosent de leurs sueurs ; mais s'ils la baignent aussi de leurs larmes, l'état n'est pas perdu, leur cœur vit encore, & la liberté peut naître.

Ainsi que dans ces maladies effrayantes, lorsqu'une stupeur léthargique, sinistre avant-coureur de la mort, suspend tout mouvement, que déjà se fait sentir le froid glacial du trépas, alors sont employés les remèdes les plus violents, pour que l'excès de la douleur, ranimant les facultés de l'individu, puisse le rendre à la vie par l'excès même de ses souffrances; de même, quand un despotisme de plusieurs siècles a pressé sur une nation, il n'est plus que l'énormité même de ses excès qui puisse lui rendre son énergie. Alors, je le dis hautement, le vrai citoyen désire les attaques de l'autorité; il souhaite que, dans son délire, elle accumule dans un jour, dans un moment, tous les genres d'oppression; il fait que la patrie, consumée par les vices que fit éclore & que perpétue le despotisme, ne peut renaître que lorsque l'excès de ses maux lui deviendra insupportable.

Et quand l'homme timide & foible, victime des attentats de l'autorité arbitraire, pleure & gémit de ses douleurs, l'homme prévoyant & courageux, du fond de son cachot, élève ses espérances : il voit dans la multiplicité même de ses tourments, l'inévitable terme où vient se briser la tyrannie.

Le pouvoir législatif est le rempart de la liberté publique; il doit être aussi la dernière ressource de la nation dans sa détresse, au moment où les forces du despotisme lui deviennent inutiles; quand enfin, après avoir tout dévoré, il ne lui reste que ses regrets
&

& son impuissance, & qu'il se voit contraint, par l'immensité de ses besoins, de rendre à la patrie sa liberté, pour obtenir des citoyens les secours que ne peuvent donner des esclaves.

Aussi-tôt qu'une nation cesse de s'assembler, au moment qu'elle cesse de coopérer à l'établissement des loix, elle cesse aussi d'être libre.

C'est à la conduire à ce terme que le pouvoir exécutif emploie tous ses efforts, quand la loi a confié ce pouvoir à un roi, & qu'elle a rendu le trône héréditaire ; le désir d'asservir la nation se transmet de race en race, & les moyens d'y parvenir forment la politique & le secret du trône.

Les rois, chargés du pouvoir exécutif, voient dans l'abus de ce pouvoir toujours existant, les moyens les plus actifs d'établir leur puissance ; mais il faut éloigner la présence du législateur. Ils craignent, avec raison, l'action d'un pouvoir supérieur au leur ; d'un pouvoir d'où émanent tous les autres ; d'un pouvoir qui n'étant autre que le pouvoir de tous, par cela même peut tout ce qu'il veut, & rend légitime tout ce qu'il ordonne.

La liberté est précieuse & douce, mais on ne la conserve que par des sacrifices & des vertus.

Les ames foibles qui la désirent, seroient peut-être effrayées de la rigueur des loix que son maintien exige ; c'est pourquoi, quand

un peuple libre s'amollit, les rois profitent de cette lâcheté : ils offrent dans le despotisme un repos qui flatte, des graces qui corrompent.

Qu'on juge donc de la pureté des principes de ces deux pouvoirs, par ceux qui servent à les établir.

L'empire de la liberté ne se soutient que par des vertus : celui du despotisme, né de nos vices, ne se perpétue qu'en les accroissant encore, & les fomentant sans cesse.

Quand l'autorité nationale n'est plus rien, l'autorité exécutive s'empare de ses droits, d'abord avec crainte & mesure. Mais quand est née une race entière d'esclaves; que la tombe a converti tous ceux qui virent les beaux jours de la république, alors paroît le despotisme. Pour se soutenir avec quelque éclat, il exigeroit d'être toujours dirigé par des mains habiles; que s'il tombe en des mains inexpérimentées, il devient alors le despotisme ministériel, & c'est dans le pouvoir absolu le terme extrême, c'est la corruption du despotisme même.

Alors les haines particulières auxquelles les rois sont inaccessibles, s'allient avec le pouvoir. Alors l'ambition, la bassesse, la cupidité dictent des décrets, & ces décrets deviennent des loix.

Alors les plus effroyables abus deviennent des prérogatives du trône.

Alors s'élèvent de vastes cachots; ils reposent sur la liberté publique, & menacent celle des citoyens.

Alors on ruine les propriétés par des impôts, on consume la postérité par des emprunts.

Les loix de la veille sont annulées par les loix du lendemain.

Il s'élève bientôt une classe d'hommes affreux, ardents fauteurs de la tyrannie, attirés autour d'elle par l'espoir décevant de partager son autorité.

Alors se forme, contre la nation la plus terrible de toutes les confédérations, celle où non seulement il se trouve des satellites prêts à l'enchaîner, mais des imposteurs ardents à abuser du seul bien que le ciel laisse à l'infortune, la piété & la religion.

Aussi-tôt se promulguent ces maximes empoisonnées qui consacrent le despotisme. Né de la corruption de la nation, mais honteux de son principe, n'ayant nul appui solide sur la terre, de sacrileges mains lui en prêtent un dans le ciel. Voilà le plus épouvantable crime de la tyrannie.

C'est quand l'homme persécuté sur la terre jette un douloureux regard vers son dernier asile; c'est quand privé de tous les biens qui rendent la vie agréable, il se réfugie aux pieds de la Divinité, pour y trouver au moins l'espérance, & qu'il n'y rencontre que l'appui de celui qui cause ses maux; c'est alors que le plus horrible désespoir doit dévorer son cœur. Existe-t-il en effet un être plus infortuné que celui qui, égaré par sa religion, trahi

par ses loix , opprimé par la force publique , se voit à la fois écrasé sous ses diex , ses rois & ses loix ?

Un état si violent ne fauroit être de longue durée. L'état est dissout, il est envahi, ou il se régénère. La moindre faute nécessite alors un changement que n'avoient pas amené les plus violentes usurpations. Quand on a à peu près tout perdu , on s'attache uniquement à ce qui nous reste ; on y tient avec des affections d'autant plus vives , que cette dernière privation , qui doit être le complément de toutes les autres , semble aussi combler nos malheurs. Mais malgré les invasions du pouvoir absolu , les empires fondés jadis par une nation libre , & qui ont joui de la liberté , ont un avantage indestructible sur ces vastes états où la religion cimenta , dès leur naissance , la plus durable des tyrannies.

Dans les empires de l'Orient , le pouvoir le plus absolu , moins redoutable sous quelques rapports que le despotisme Européen , est cependant plus cruel , en ce qu'il semble ne pouvoir être détruit. Les mécontentements du peuple remplissent de sang & d'effroi les palais du tyran ; mais un autre tyran lui succède , revêtu aussi-tôt des pouvoirs les plus illimités.

Pour une nation éclairée , fondée par des hommes libres , où existent des institutions nationales , la résurrection est aisée ; elle ne demande pour s'opérer que la vertu du prince & la volonté des individus.

On s'est éloigné des bons principes pendant bien des siècles ; il faut y revenir , & y tenir avec d'autant plus de constance , que leur excellence est démontrée par nos malheurs.

Pour y revenir , il faut les connoître. Mais en cherchant dans nos fastes les restes précieux de nos premières institutions , portons-y le cœur des hommes libres. Nos droits à la liberté sont inattaquables ; imprescriptibles ; ils existent par cela seul , qu'il nous plaît d'être libres.

C'est donc pour retrouver les moyens dont se servirent nos pères pour conserver leur indépendance , qu'il faut relire leur histoire , afin de ramener parmi nous ces institutions nationales qui entourèrent notre berceau , & qui , en ces jours de honte & de décrépitude , nous rendront encore les jours brillants de notre adolescence.

S'il existe une étude sèche & rebutante , c'est celle des premiers âges de notre monarchie.

Les préjugés des historiens , la confusion des régnes dont ils nous parlent , tout s'y réunit pour éloigner d'eux le cœur & l'esprit.

Ce sont ces premiers ennuis qu'il faut surmonter , pour trouver dans ces contemporains des premiers âges de notre monarchie , les précieux éléments du pouvoir suprême de nos pères ; c'est dans ce cahos que reposent les vestiges , depuis si long-temps effacés par le despotisme , de nos libertés nationales.

Ainsi que la cupide avarice brise les rochers , & se plonge dans les entrailles de la terre , pour y découvrir sous ses ruines le riche métal qu'elle convoite , de même le François , esclave aujourd'hui , mais né pour la liberté , s'aguerrit avec nos premiers historiens , & se croit payé de ses peines quand il retrouve , à travers la nuit des siècles , un témoignage éclatant de la liberté de nos pères.

Ce fut un présent du ciel que la conservation de ces antiques histoires ; mais ce fut un prodige que l'existence de nos premiers historiens.

Au milieu du tumulte des armes & des crimes des rois , quand une nation féroce & libre n'imaginoit pas qu'il fût possible d'oser jamais attenter à ses droits , & que toute livrée à ses agitations intérieures , elle ne connoissoit d'autre étude que celle des armes , s'élevoient des asiles de paix où , sous le bouclier de la religion , vécurent des hommes remplis de préjugés , il est vrai , mais simples & sinceres , qui dans le profond silence de la solitude , recueilloient les faits & usages de la nation.

Ils consignoient dans nos écrits nos imprescriptibles droits , le flambeau de nos libertés devoit s'éteindre , mais leurs ouvrages devoient lui survivre , & conserver dans leur sein les étincelles de ce feu sacré qu'il est temps enfin de rallumer.

Trois historiens , tous trois ecclésiastiques ,

ont consacré leur plume à notre histoire, & sont devenus les sources uniques où respirent leurs successeurs. Mais si ceux-ci eurent des talents supérieurs à ceux de leurs devanciers, rarement ils eurent la même indépendance; & leur constant dévouement au despotisme n'a servi qu'à égarer les peuples, & à cimenter le pouvoir arbitraire.

Grégoire de Tours, le pere de notre histoire, en a écrit les annales en dix livres, jusqu'à l'année 595.

Son style, dur & sans agrément, attache cependant par sa simplicité même; on aperçoit l'ame naïve de cet historien à chaque page de son histoire. Il dit ce qu'il a vu, ce qu'il a appris, sans art, sans grace; mais je me trompe fort, ou l'on aperçoit dans cette histoire que son auteur avoit une belle ame, & que sa plume fut toujours sincere.

Frédégaire, qui dans le huitieme siecle continua son histoire jusqu'au regne de Pepin le Bref, lui est bien inférieur; son livre tombe des mains. Mais il nous offre de si éclatants témoignages de nos libertés, que ce seul mérite force à le parcourir.

Le moine Aimoin, dans les quatre livres qui sont de lui, & dans le cinquieme que l'on y a ajouté après sa mort, nous conduit jusqu'à l'année 1195. Son style, souvent lâche & diffus, & quelquefois trop concis, fait éprouver le tourment de le trouver disert sur ce qui nous importe peu, & stérile sur des détails que le fait qu'il annonce nous rendroit pré-

cieux; cependant, bien au-dessus de Frédégaire, il s'approche souvent de Grégoire de Tours. Leurs nombreux commentateurs ont trouvé dans leurs écrits le texte de leurs volumineuses productions. Mais eux seuls suffisent à notre but; nous y verrons clairement démontré que nos assemblées nationales jouissoient du pouvoir législatif & judiciaire que nous réclamons.

Quoique les états généraux aient établi pour jamais la succession héréditaire du trône, il est essentiel de prouver, par leurs témoignages, que sous les deux premières races de nos rois le trône fut électif.

Cette preuve nous est utile par ses conséquences, elle confirme celle de nos libertés; car le despotisme est l'apanage de l'hérédité du trône : mais un roi élu est toujours un roi dépendant, car il peut être déposé, & les nôtres l'ont été.

Liv. 2, ch.
12.

Grégoire de Tours nous apprend que les François ayant rejeté Chilpéric, élurent Eudes pour leur roi.

Liv. 4, ch.
51.

Plus loin : Que les François ayant jeté les yeux sur le vieux Childebert, envoyèrent une ambassade à Sigibert pour qu'il vint chez eux, afin d'y être établi roi à la place de Chilpéric qu'ils déposeroient. Toute l'armée s'assembla donc auprès de Sigibert, & l'ayant élu roi, il fut élevé sur le bouclier.

Il dit ailleurs : Les Bourguignons & les Austrasiens ayant fait la paix avec le reste des François, ils élurent Clotaire pour roi des trois royaumes.

Nous trouvons dans l'appendix du même historien : Après la mort de Théodoric , les François élurent pour roi son fils Clovis, encore enfant. Liv. 11 ;
ch. 101.

Et ailleurs : Les François élurent pour roi Chilpéric , & Chilpéric étant mort, ils élurent Théodoric. Chap. 106 ;
107.

Si à ces textes si clairs, si précis, on veut joindre l'autorité d'Aimoin,

Il nous apprend,

Que les Franks voulant imiter les autres nations , élurent un roi & le mirent sur le trône. Liv. 2 , ch.

A ces autorités irrécusables , il seroit possible d'en ajouter une multitude d'autres , prises des mêmes auteurs : à cet égard ils sont unanimes & positifs ; c'est sur tout pour n'avoir laissé échapper aucune de ces preuves , & avoir rendu ainsi son opinion invincible , que Hotman devint si odieux aux partisans du pouvoir absolu.

Il écrivoit en des temps d'orage , & il étendoit le pouvoir d'élire les rois , au siècle même où il vivoit. Il ne reconnoissoit point comme loi fondamentale , l'ordre établi par les états généraux. Dès-lors son livre faisant triompher le parti de la ligue , devoit être abhorré des François attachés à leur roi.

Mais s'il n'eût outré les conséquences de ces principes , s'il se fût borné à prouver que la nation a élu les rois de la première race , il eût été inattaquable ; & le judicieux de Thou n'auroit pas été entraîné , par sa haine Liv. 57 , an
1573.

pour les factions, à outrager un homme libre, dont son cœur généreux respectoit les principes.

Vainement s'appuieroit-on du partage de Clovis entre ses quatre enfants, pour prouver qu'un royaume, partagé comme un héritage, n'étoit pas un royaume dont la couronne fût élective.

Grégoire de Tours nous désigne assez clairement comment s'opéroient ces partages en présence & sous l'autorité de la nation.

Mais si les preuves de cette vérité nous manquoient sous la première race, elles sont triomphantes dans les monuments de la seconde.

Henri Canisius lectiones antiquæ, cité aux capitulaires de Baluze, an 768, page 187.

Nous voyons dans les capitulaires recueillis par Baluze, que Pepin étant malade, les ducs & les comtes des François, les évêques & les prêtres s'assemblerent dans l'église de St. Denis, & que ce fut là qu'avec le consentement des François & des grands du royaume, il partagea le royaume des Francs à Charles & à Carloman.

Aimoin, l. 4, ch. 67. Vita Caroli, apud Bouquet, ch. 5, pag. 90.

L'histoire de Charlemagne nous apprend que Pepin étant mort, Charles & Carloman furent en effet créés rois, du consentement des François.

A ce droit d'élire leurs rois, nos peres réunirent le droit terrible de les déposer.

Grég. de Tours, l. 11, chap. 12.

Chilpéric, pere de Clovis, livré à la plus honteuse débauche, se permit aussi-tôt qu'il fut roi, de séduire les femmes de ses sujets; il osa déshonorer leurs filles: ces outrages

parurent intolérables , & il fut déposé : il s'enfuit en Thuringe. Gille le Romain fut élu pour régner sur les François , & il régna en effet huit ans.

Si l'honneur des familles parut à nos magnanimes aïeux faire partie de l'honneur national , & mériter , dès qu'il fut outragé , une vengeance aussi sévère , croiroit-on que leurs fiers courages savoient endurer l'autorité absolue.

Théodoric, douzième roi, s'érigea en maître des propriétés, de la liberté & de la vie de ses sujets : aussi tôt ils s'élèvent contre lui , le font raser & enfermer dans un cloître ; & Chilpéric son frère , fut élu pour lui succéder.

Aimoin , l.

4, ch. 44

Vainement on chercheroit à établir la succession au trône par les dispositions de la loi salique.

Cette loi ne fut jamais une loi politique ; ce fut une loi civile , établie pour régler les intérêts des individus , citée par Philippe de Valois aux états généraux assemblés , pour prononcer sur la validité de ses droits au trône , elle étoit sans doute inutile à sa cause : mais cette loi qui ne statuoit rien sur l'objet en question , donna lieu à la création d'une loi depuis lors fondamentale , qui établit l'hérédité de la couronne , la succession des mâles , & la perpétuelle exclusion des filles au trône national.

Ainsi que l'homme , né indépendant , se réunit en société & sacrifie une partie de sa liberté à sa sûreté , de même les sociétés ,

instruites par leurs malheurs , sacrifierent souvent leurs plus beaux droits à la tranquillité publique.

Le trône est devenu héréditaire : ainsi l'a voulu la nation : & cette loi fondamentale des états de 1328 , est un monument de leur sagesse.

Mais il étoit essentiel de prouver quel usage firent nos peres de leur toute puissance , avant qu'ils y eussent eux-mêmes marqué des limites , parce que l'immensité de leurs pouvoirs , assure maintenant le pouvoir législatif qu'ils nous ont transmis , dont ils ne pouvoient jamais nous priver , & qui devint notre sauvegarde , au moment où le trône devint héréditaire. Ce fut alors le seul moyen de défendre nos libertés d'un pouvoir terrible , des projets les plus redoutables , & d'empêcher que cette même loi qui n'eut pour objet que la tranquillité publique , ne nous plongeât dans les horreurs du despotisme.

L'hérédité du trône , dans une famille , s'établit par une loi : elle est souvent nécessaire ; mais bien loin d'entraîner la ruine du pouvoir législatif , elle le confirme , puisque cette même loi n'en est qu'une émanation.

L'acte d'établir tel ou tel ordre de gouvernement est une loi : la volonté de la nation qui établit la succession héréditaire est souvent une loi sage , & toujours une loi légitime.

Il n'en seroit pas ainsi de l'acte insensé qui porteroit une nation à cet excès de démence , de confier à autrui le pouvoir législatif.

Ce pouvoir est incommunicable , parce que la loi n'étant obligatoire que lorsqu'elle est l'expression du vœu général , il n'existe aucun moyen de s'assurer que la volonté d'un roi sera toujours conforme à la volonté publique. D'ailleurs la privation de ce droit , constituant essentiellement le despotisme , & le despotisme étant la ruine de l'ordre social , il s'ensuit que tant que la société subsiste , la volonté générale dicte seule les loix.

Ces principes furent constamment ceux de nos magnanimes aïeux. Ainsi pensoient nos rois eux-mêmes , chefs de la plus libre des nations ; c'est d'eux qu'il faut apprendre l'étendue des pouvoirs des assemblées nationales de la première race.

Clotaire II , qui cependant étoit un mauvais roi , écrivoit , & cet aveu est bien précieux :

« On convoque l'assemblée de la nation ,
 » parce que tout ce qui regarde la sûreté com-
 » mune doit y être examiné & réglé par l'as-
 » semblée générale , & je dois me conformer
 » à tout ce qu'elle aura résolu. »

Childebert , dans un édit de 532 , s'exprime ainsi , « nous avons traité quelques affaires en
 » l'assemblée de mars , & nous en publions le
 » résultat pour qu'il soit connu de tous. »

Le sceau du pouvoir législatif de la nation est imprimé même dans les graces particulières qu'accordoit le prince ; il semble que pour devenir des privilèges réels , elles devoient être sanctionnées par la volonté suprême & législative de la nation.

Martin Bouquet, bénédictin, collection des anciens historiens de France.

Aimoin, de gest. Fr. l. 4, ch. 1.

Grég. de Tours, l. 1, ch. 11.

Bouquet, tom. pag. 3.

Observa-
tions sur
l'histoire de
France de
Mabli.

Deux chartres, l'une de Childebert, l'autre de Clotaire III, s'expriment ainsi ; celle de Childebert en 558 : moi Childebert roi, du consentement & volonté des François.

Celle de Clotaire, de 622.

Clotaire III, assisté des évêques, des grands, des officiers de notre palais, & du consentement des François.

Qu'il est beau d'apprendre, en ces jours de servitude, de la bouche de nos premiers rois, quels furent les droits du peuple !

Si nous voulons encore un témoignage plus auguste, nous le trouvons dans le préambule de la plus ancienne de nos loix.

Bouquet 5,
præ leg. la-
licæ.

Les chefs de la nation publient la loi salique : quatre des principaux sont élus pour la rédiger : après le nom de ces quatre chefs élus, suit le dispositif de la loi.

Elle se termine ainsi : « cette loi a été faite » par le roi, les princes, & par le peuple » chrétien qui habite le royaume des Méro- » vingiens. »

On s'imagine aisément que ce peuple législateur & guerrier, accoutumé à rédiger ses loix, ne l'étoit pas à supporter le joug de l'impôt (1).

Il servit l'état sans être stipendié par le prince. Il n'étoit tenu que de le suivre à la guerre ; & au milieu du tumulte des armes,

(1) On ne peut donner ce nom au droit de gîte & de chevauchée dû aux rois, tel sur-tout qu'il fut exercé par les rois de la première race.

il fa voit con server sa li berté & celle de la nation.

Ce n'est que sous la troi sième race que le fléau de l'impôt nous a atteint.

Sous les deux premières , le roi recevoit des présents de ses sujets ; il leur en fai soit : & les témoignages réels d'une bienveillance réciproque , hono roient le souverain , sans flétrir la nation (1).

C'étoit donc la nation elle-même qui , assemblée au champ de Mars , pré sidée par son roi , dictoit ses volontés ; elles devenoient aussi-tôt des loix : le roi les promulgoit lui même : assis sur son trône , entouré de son armée , il or donnoit alors l'exécution de tout ce qui avoit été résolu par les François.

Bouquet ,
tom. 2.

Le pouvoir législatif suffit à la nation pour établir la liberté publique ; mais les individus peuvent être opprimés : si la loi n'a pas pourvu aux moyens d'établir la liberté civile , c'est le pouvoir judiciaire qui influe à chaque moment sur la liberté des citoyens : la nation doit donc donner aux corps judiciaires l'existence qui lui paroît la plus convenable à la liberté nationale & particulière.

Les premières loix civiles de nos pères furent aussi simples que leurs mœurs. On y re marque leur respect pour la propriété , & la

(1) Sigibert in croni ad annum 611.

Georges Cedremus , historien grec du onzième siècle , rend le même témoignage. Edition de l'imprimerie royale , 1647.

douceur des peines : en les lisant on devineroit, sans le témoignage de l'histoire, qu'elle furent dictées par un peuple libre.

Montesquieu, qui les avoit bien méditées, puisqu'il les a commentées avec tant de sagacité, les honore de cet éloge.

L. xxxviii,
ch. 1.

« Il y a dans les loix saliques & ripuaires ,
» dans celles des Allemands & des Thuringiens , des Bavares & des Frisons , une
» simplicité admirable : on y trouve une rudesse originale , & un esprit qui n'avoit
» point été affoibli par un autre esprit. »

Plusieurs peuples habitoient notre monarchie ; plusieurs loix les dirigeoient, c'est-à-dire, chaque peuple fut gouverné par la loi qu'il avoit faite.

Les loix saliques, ripuaires, Bourguignonnes, furent destinées à différents peuples ; mais en général, leur empire doit être si doux, qu'il fut libre à chaque individu de choisir la loi sous laquelle il vouloit vivre & mourir. Ce choix fait, il ne pouvoit être jugé que par la loi qu'il avoit choisi (1). Ces loix si simples étoient clairement interprétées, & il étoit naturel qu'un peuple tout guerrier reconnût ses magistrats dans ses chefs.

Grég. de
Tours, l. v.
Anc. form.

La nation réunie au champ de Mars, éli-
soit ses ducs & ses comtes : c'étoient des gouverneurs de districts, plus ou moins étendus ;

(1) Voyez Baluze, capitulaire, tom. 1, & les formules de Marculfe, tom. 1.

& ce choix national les investissoit aussi-tôt du pouvoir judiciaire.

Ces charges étoient amovibles ; elles devinrent le berceau de nos fiefs héréditaires.

Ces chefs élus par la nation , conduisoient les peuples à la guerre , & les jugeoient pendant la paix.

Ces ducs & ces comtes avoient sous leur dépendance des vicaires & des centeniers. Ces emplois étoient à la fois civils & militaires.

Les causes réelles étoient réservées au tribunal du comté : les causes mobilières étoient dévolues au tribunal du vicaire.

Grég. de
Tours, l. v,
l. vij.
Chap. xxij.
Chap. xlij.

Mais les comtes étoient obligés de se faire assister sur leur tribunal par sept hommes libres, & c'étoient eux qui jugeoient avec lui.

Ces vicaires étoient obligés d'avoir trois assesseurs ; de cette manière nos peres furent constamment jugés par leurs pairs.

Mais ce qui assuroit à jamais la liberté individuelle , c'est que tous pouvoient appeler de ces sentences à la nation elle-même , réunie au champ de Mars. On pouvoit alors accuser le juge lui-même , & on recevoit de la nation , & des loix & des jugements.

En ces premiers temps , la nation exerçoit souverainement le pouvoir judiciaire dans toute sa plénitude : elle prononçoit des sentences , & le procès fait à Brunehaut suffit pour établir ce fait.

Clotaire II rapporte à la nation les preuves des crimes de Brunehaut. S'adressant ensuite

Aimoin, l. 4.

aux François : « mes chers compagnons d'armes , leur dit-il , ordonnez à quelle peine » doit être condamnée une femme coupable » de tant de crimes. »

Telles furent les loix & les institutions de nos peres. Elles nourrirent dans leurs ames de grandes vertus.

Tacit. de
mori germ.

Leurs mœurs , jadis décrites par le premier historien de tous les siècles , & de tous les pays n'avoient pu encore s'altérer , puisque même , à présent , nous retrouvons dans cet immortel écrit , l'origine de quelques-unes de nos habitudes.

Vainement des plumes esclaves ont voulu , pour flatter un maître , nous éloigner de ces premiers siècles.

En nous en traçant d'hideuses peintures , ils ont accumulé sur cet âge d'égalité & d'indépendance , les opprobres nés du regne féodal ; mais le regne féodal fut le premier âge de notre servitude , & celui dont nous allons bientôt cesser de nous occuper , est le dernier âge de notre liberté.

Ils s'égarèrent aussi ceux qui , dans une lecture rapide de nos modernes historiens , plus occupés d'écrire la vie des rois que de nous peindre nos antiques mœurs , & de nous instruire de nos premières loix , se persuadent que les crimes de Clovis , & de ses successeurs , doivent être une preuve de la cruauté de la nation. En ces siècles , les crimes du trône étoient étrangers aux peuples ; mais ils

étoient produits par un vice secret qui , germant dans le sein d'une nation libre , a fini par y développer tous les germes de la servitude.

Les François étoient un peuple libre , mais ils n'avoient pas élevé à la liberté les Gaulois qu'ils avoient vaincus : leurs loix portent l'empreinte d'un peuple dominateur ; mais la portion de la nation qui étoit asservie , étrangere , ou plutôt ennemie de la chose publique , devoit être la source d'où devoient sortir un jour des corrupteurs du trône , & les satellites du tyran.

A cette grande faute , nos aïeux en joignirent une autre qui amena l'anarchie féodale , & nécessita l'établissement du despotisme.

En ces premiers siècles de gloire & de liberté , les François élevoient leurs rois , leurs ducs & leurs comtes ; tous les bénéfices militaires amovibles à leur choix , étoient le prix du courage ; & la crainte de les perdre , le frein des lâches qui eussent osé conspirer contre la liberté publique.

Les François , nés égaux , n'accordoient de distinctions qu'à ceux qui occupoient les dignités de l'état. Mais déjà , sous cette première dynastie , nous voyons se développer le projet de rendre les fiefs héréditaires. De ce changement funeste devoit éclore la noblesse héréditaire , le plus épouvantable fléau dont le ciel dans sa colere pût frapper une nation libre.

Il paroît , par le traité d'Andeli (1) , que les fiefs y furent accordés à vie : c'étoit le premier pas pour les rendre un jour héréditaires. Mais le mal ne fut consommé que lorsqu'à la fin de la seconde race , & au commencement de la troisième , fut établie à jamais l'hérédité de noblesse & de fief. Quand nos ancêtres eurent fait cette plaie incurable à l'ordre public , tout fut perdu.

Ainsi , dès la naissance de notre république , la servitude des Gaulois , l'ambition de ceux qui jouissoient des bénéfices militaires , menaçoient de loin la liberté publique.

Mais ainsi que , dans la jeunesse , les maladies qui doivent un jour nous conduire au tombeau , ne font pas ressentir leurs atteintes ; & domptées par la vigueur de l'âge , laissent à l'individu la jouissance de ces jours si fortunés qui luissent sur l'aurore de la vie ; de même nos pères ne se ressentirent pas des malheurs que nous préparoit leur imprudence.

V. fol. ap-
pul. paneg.
jul. vul. maj.
aug. dictas ,
pag. 52. édit.
Plantin ,
1509.

« L'amour de la guerre est leur premier
» sentiment ; les combats leur premier exer-
» cice : si quelquefois ils sont vaincus par le
» nombre de leurs ennemis , ou le désavan-
» tage de leurs positions , la mort peut les
» atteindre , mais jamais la terreur. Ils suc-

(1) Baluze , tom. 1 , conventus apud Andelaum , 587.

Feudorum , l. 1 , tit. 1.

Ducange , gloss. voc. beneficium.

» combent ! mais , frappés par la mort , leur
 » aspect inanimé annonce encore leur invin-
 » cible courage. »

Ainsi louoit nos peres un auteur célèbre
 qui fut leur contemporain.

Certes , il n'étoit pas aisé d'affervir de pa-
 reils hommes ; il n'étoit pas facile d'unir à
 leur religion le vil précepte de l'obéissance
 passive. On peut deviner quel eût été le sort de
 celui qui leur auroit dit , que leur roi n'en tenoit
 sa couronne que de Dieu , & qu'à Dieu seul
 il devoit compte de l'usage qu'il vouloit en
 faire.

Le regne de la liberté nationale est le
 regne des grandes vertus. Le noble sentiment
 de l'indépendance , la seule soumission aux
 loix que l'on a faites , agrandissent l'ame :
 tous les sentiments du cœur humain s'élèvent
 au niveau de ses hautes pensées , & s'emprei-
 gnent d'un grand caractère.

La bonté fut toujours le partage de la force ;
 aussi nos aïeux étoient-ils terribles à la guerre ,
 doux & hospitaliers dans leurs maisons.

Leurs tables , couvertes de mets , étoient
 placées en des lieux accessibles à tous leurs
 concitoyens ; ils s'honoroient du nombre de
 leurs convives. La liberté quelquefois ame-
 noit la licence. On y jugeoit les chefs : on
 les critiquoit sans crainte : des propos animés ,
 quelquefois injustes , étoient impunis : en ce
 siècle fortuné , les pensées & les paroles se
 manifestent sans périls , les actions seules
 étoient soumises à la loi.

Vioients , impétueux , les François ne pouvoient endurer l'outrage ; mais , sensibles à la priere , leur ame fléchissoit à l'aspect de la soumission. Leurs loix sont la preuve que les plus furieuses haines s'étaignoient par des satisfactions qui étoient le gage du repentir.

Les plus indépendants de tous les hommes étoient cependant maîtrisés par leur foi : leur parole les enlaçoit d'insolubles liens. L'horreur de la fausser , les traînoit à l'esclavage ; & ce même homme qui savoit préférer sa liberté à sa vie , sacrifioit sa liberté à sa promesse.

Il se donnoit lui-même un maître quand il ne pouvoit autrement acquitter ses dettes ; & cet empire de la probité sur la plus libre des nations , étonne encore nos foibles courages.

Qui de nous offriroit le reste de notre servitude pour dernier gage de sa foi !

Invincibles à la guerre , libres au sein de leur patrie , quels sont les éléments qui manquoient à leur bonheur ? Leurs loix domestiques établissoient la paix , l'amour , la fidélité dans leurs foyers ; l'égalité y régnoit ; & jamais la mere d'un homme libre , ne fut l'esclave de son époux.

Tacite nous apprend d'eux un usage bien fait pour toucher les ames tendres.

« Jamais , dit-il , chez les Germains , les femmes ne se marient qu'une fois : leurs cœurs généreux avoient donc senti que la valeur est la vertu de tous les moments ; mais que le véritable amour ne brille qu'une fois sur le cours de la vie , & s'éteint pour jamais.

Le chef de la nation , entouré de ses principaux officiers , se rendoit aux assemblées nationales , vêtu en simple particulier , sans pompe , sans garde. Cette auguste simplicité n'étoit pas sans motif , car aussi-tôt qu'il approchoit du champ de Mars , il étoit revêtu de ses habits royaux. Assis sur un trône d'or , la magnificence de la couronne , ne brilloit qu'au milieu de la nation : c'étoit là seulement que résidoit la majesté du monarque.

Dans cet appareil imposant , entouré d'invincibles soldats ; il promulguoit les loix de son peuple , & aussi-tôt reprenoit la vie frugale & modeste , convenable au chef d'une nation libre.

Croira-t-on aujourd'hui que ces monarques paroissent moins redoutables aux étrangers , étoient moins chéris de leurs peuples que ne le furent ensuite ces rois absolus , venant au milieu d'un peuple consterné & avili , forcer l'asile des loix , & porter dans leurs sanctuaires ces édits affreux qui doivent arracher à l'infortune son dernier asile ?

Mais n'anticipons pas sur les jours de notre opprobre & de nos malheurs.

Il est doux , en ces siècles d'infortune , quand le cœur humilié & accablé cherche quelques consolations , de revoir , par la pensée , ces siècles de gloire , de vertu & de simplicité.

Ainsi ce courtisan , élevé dans l'unique château de ses peres , au fond de quelque province pauvre , mais au moins éloigné du

trône , quand les prestiges de l'ambition le séduisent , quitte son gothique manoir , approche du palais d'un maître , & vient y chercher une lucrative servitude. S'il conserve encore quelques-unes des vertus de ses peres , il sent bientôt à quel prix on obtient les faveurs des rois. Il soupire alors après ses antiques foyers , il désire sa tranquille demeure ; l'habitude l'enchaîne , son cœur se déchire , il meurt esclave : mais son dernier soupir , son dernier regard , s'adressent au lieu paisible qui fut le berceau de son heureuse enfance ; de même en ce jour opprimé , asservi , mais cependant né pour la liberté , le François de ce siècle , dans l'attente de jours plus prospères , s'attache à ces souvenirs de temps si courts , mais si chers , où ses aïeux furent libres.

Les regnes de Pepin & de Charlemagne furent notre âge viril.

Ces jours de puissance & de gloire , réunis à la liberté nationale , n'ont plus reparus pour nous ; & si , depuis ces grands hommes , les rois méritèrent le titre de victorieux , ce fut aux dépens de leurs peuples : leurs lauriers furent baignés de nos pleurs , & ils ne voulurent être puissants au dehors , que pour mieux nous asservir.

Il étoit loin de se dégrader par le despotisme , cet illustre Charlemagne , le plus grand des hommes depuis les Romains ; lui dont la place dans l'histoire est encore isolée , qui ne voit que lui depuis mille ans qui ait pu attei-

dre à cette hauteur de sentiment , de grandeur & de gloire.

Que les ministres pervers qui chercherent à éloigner les rois du souvenir des assemblées nationales , en leur en exagérant les dangers , lisent donc la vie de ce grand homme ! qu'ils y apprennent qu'il ne se passa pas d'années qu'il n'assemblât la nation , & qu'ils sachent que cette nation n'étoit pas circonscrite dans les limites de la France , mais qu'il régnoit sur l'Allemagne & l'Italie ! qu'ils y apprennent que ce héros gagna plus de batailles qu'ils n'ont commis de crimes , qu'ils n'ont ourdi d'infâmes & odieuses intrigues ; & que cette même main qui présentait la loi au peuple & se soumettoit à sa voix , étoit la même que ses ennemis ne pouvoient fixer sans effroi , & qui sembloit avoir enchaîné la victoire !

Tous nos droits furent reconnus & respectés par ce grand homme.

Ce sont ses loix conservatrices , toujours existantes quoique inexécutées , qui nous ont transmis les preuves invincibles de notre pouvoir législatif.

Il paroît que dès-lors , la nation devenue trop nombreuse pour pouvoir délibérer sur les loix , il s'établit un autre ordre de choses.

Mais le consentement de la nation fut toujours le seul moyen de sanctionner les loix.

Hincmar ;
de ordine pa-
latii.

Les chefs de la nation , présidés par le roi , délibéroient sur la loi que proposoit le prince.

Le clergé délibéroit à part , & se réunissoit ensuite à la noblesse pour rédiger la loi.

Hincmar ;
de ord. pal.

Alors le roi la portoit à l'assemblée du peuple , & demandoit son consentement (1).

Ann. 822,
cap. Tribu-
rienfis.

Louis , fils de Charlemagne , nous apprend en quelle forme le consentement de la nation lui étoit demandé.

« Si ces objets plaisent à tous , disoit le » roi à la nation , annoncez le , & aussi-tôt » tous s'écrierent : *placet*. Ils le répéterent » trois fois : les grands signèrent , & l'assem- » blée se sépara. »

C'est en cette forme qu'étoit sanctionnée la loi ; mais à ce témoignage si précis , joignez l'aveu de Charlemagne lui-même.

Ann. 864,
tit. xxxvj ,
art. vj.

« La loi , dit il , se fait par le consente- » ment du peuple , & la constitution du roi. »

C'est-à-dire , que le peuple consentoit la loi , que l'empereur la promulguoit & l'intituloit de son nom ; c'étoit à cela & au droit de la proposer , que se bornoient ses fonctions.

Les capitulaires sont les loix écrites qui furent ainsi promulguées sous les premiers rois de la seconde race , mais principalement sous Pepin , Charlemagne , Louis & Charles-le-Chauve.

C'est-là que repose l'arsenal de nos armes nationales contre l'autorité absolue ; longtemps oubliées , il falloit que le malheur nous apprit enfin leur usage. On feroit un volume si on recueilloit toutes les preuves de la puis-

(1) Ces assemblées ne s'appellent plus les champs de mars ou de mai , on les nomme parlements.

fance législative de la nation , mais le temps s'écoule & me presse d'arriver à mon but.

Les loix promulguées étoient remises au chancelier , qui gardoit l'original de la loi. Cap. ann.
833. art. xxiv,
ann. 853.

Des copies en étoient données aux ducs , aux comtes , & enfin aux *missi dominici*.

Les *missi dominici* étoient des officiers du prince , envoyés de sa part pour inspecter la conduite des ducs & des comtes : cet établissement, tombe aussi-tôt en désuétude , nous rappelle cependant le changement qui s'opéra Cap. ann.
833. chap.
xxvj.
L. 4, pag.
790. art.
lxxij.

dès lors dans l'ordre judiciaire. Deux choses contribuèrent à altérer l'ordre primitif des jugemens rendus d'abord par des officiers élus , qui étoient assistés par des hommes libres. Les fiefs étant devenus des possessions à vie , le soin de rendre bonne justice ne fut plus un objet d'ambition pour les ducs & les comtes.

La nation , devenue nombreuse , ne pouvoit s'occuper de la discussion des affaires particulières ; les loix civiles se multipliant sans cesse , il fallut confier à une autre puissance le pouvoir judiciaire.

Il paroît que dès le siècle de Charlemagne , le roi faisoit surveiller la conduite des ducs & des comtes par ses délégués , appelés *missi dominici* : & que la partie lésée dans les jugemens , par une sentence injuste , ou qu'elle croyoit telle , en appelloit à lui-même.

Eghinard , le suetone de Charlemagne , nous a conservé , avec une foule de détails intéressants sur ce grand homme , le souvenir si touchant de la manière dont il administroit la

justice. Le premier des maux que produisit la permanence des fiefs, fut de nous priver du bonheur d'être jugés par nos pairs, mais devenus bientôt héréditaires, ils devoient entraîner la ruine de nos libertés & de nos constitutions.

Charlemagne mourut, ses vertus seules le rendirent immortel.

Mais avant de descendre au tombeau, il nous laissa encore dans son testament la preuve de notre droit d'élire nos rois.

Il sembloit que ce prince vouloit, jusque dans ce dernier acte de la vie humaine, consacrer son respect pour les droits de son peuple.

Le partage de ses empires, fait entre ses enfants, à l'assemblée de 806, nous prouve que l'aveu de la nation pouvoit seule le sanctionner; & son testament, fait d'après ce qui y avoit été résolu, le confirme encore.

Il est vrai qu'il paroît que dès-lors la couronne devint héréditaire dans la famille de Charles-le-Grand. Le droit d'élection ne s'exerçoit que sur les individus qui la composoient.

La plus juste admiration lui mérita ce tribut de la reconnoissance publique; mais, hélas! ce grand homme devoit ne nous laisser que d'indignes successeurs.

Les regnes ignominieux de ses enfants ne nous montrent que l'excès d'avilissement où l'insolence du clergé pouvoit plonger des princes superstitieux.

La foiblesse fut toujours avide du despo-

tisme. Un pouvoir que Charlemagne avoit dédaigné devint l'unique objet de l'ambition de ses successeurs. Ces assemblées nationales, qu'il aimoit, furent pour ces lâches, un objet d'effroi ; c'est que le grand Charles n'y avoit trouvé que des coopérateurs de ses travaux, & ses coupables enfants craignirent de n'y rencontrer que des juges.

Pour ravir au peuple son influence, on augmenta le pouvoir des grands ; il faut des complices aux tyrans : les fiefs devinrent héréditaires ; déjà la noblesse l'étoit devenue : aussitôt nos assemblées changent de forme. Le dernier capitulaire est de 621 ; mais déjà la liberté n'existoit plus.

Voyez l'excellent ouvrage de M. l'abbé Mabli, observations sur l'histoire de France, pag. 103, 160, 429.

L'hérédité des fiefs amena une autre constitution, & il est à présumer que l'avilissement de nos ancêtres à cette époque la nécessita encore davantage. Les ducs, les comtes, saisirent le prétexte de la guerre continuelle qu'il falloit faire aux Normands, pour s'entourer de châteaux inaccessibles. Dès-lors la tyrannie féodale parut, & les loix cessèrent de se faire entendre.

Quand Hugues Capet fut élu roi par ses pairs, il n'existoit plus de liberté nationale que parmi les seigneurs, & leur liberté étoit l'excès de la licence.

Ils s'étoient étrangement égarés ces monarques coupables de la seconde dynastie, qui favorisèrent les usurpations des seigneurs pour ruiner le pouvoir du peuple. Bientôt ils se trouverent asservis par ces hommes puissants qui leur ravirent enfin la couronne.

Hugues Capet, l'un des grands possesseurs de fief, reçut le sceptre de la main de ses pairs. On verra bientôt que l'unique occupation des rois de la troisième race fut de relever le peuple pour anéantir le pouvoir des grands ; non pour rendre à la nation sa liberté, mais toujours afin de détruire l'un par l'autre, tous les pouvoirs qui pouvoient résister au pouvoir absolu.

Quand on voit les princes, de tous les pays & de tous les siècles, aspirer de toutes leurs forces après le pouvoir arbitraire, n'épargner aucun crime pour l'obtenir, le désirer le plus souvent en raison de leur incapacité pour l'exercer, l'esprit s'épuise à chercher quels charmes offre donc la tyrannie, quels sont donc les appas décevants qui attachent à sa poursuite, malgré les forfaits de tout genre qui en défendent l'avenue, & dont il faut nécessairement se souiller pour y parvenir.

Hélas ! c'est souvent l'erreur d'un moment qui devient l'illusion de toute la vie ; & peut-être n'eût-il jamais existé de despote, si avant de le devenir, il eût aperçu dans toute sa sévérité, le sort qu'il méritoit & qui lui étoit réservé.

En effet, quel mortel, ayant reçu un cœur d'homme, peut songer, sans le plus affreux désespoir, qu'aussitôt que les loix se taisent, aussitôt qu'il devient le maître absolu, tous aussi deviennent ses ennemis naturels ; ennemis implacables, dont la haine active, ou concentrée, doit empoisonner sa vie, & pres-

ser encore sur ses cendres , pour flétrir à jamais sa mémoire ; que ses plus cuisants chagrins deviennent la consolation de ses sujets ; que lorsque la mort lui ravit sa femme , ses enfants , sa maîtresse chérie , le peuple rend grâces au ciel qui le venge , en abreuvant son maître de toutes les amertumes de la vie ?

Objet de la haine la plus universelle , comme la plus juste , vainement chercheroit-il un ami : pour des rois absolus , il n'existe que des complices. S'il ressent les atteintes d'un sentiment plus tendre , il trouvera des infâmes qui se vendent , mais sa seule approche les avilit encore ; il jouit de la personne , mais le cœur qui l'animoit , meurt à son aspect.

L'amitié & l'amour sont les consolateurs de toutes les misères de la vie ; & le ciel , dans sa justice , les chassa des cœurs des tyrans.

Abhorré de tous , redouté de tous , il finit dans sa vieillesse par se haïr lui-même : farouche , solitaire , timide & cruel , il vit dans ses palais , d'ennuis & de soupçons.

La résistance l'irrite , sans que la soumission le flatte : il se plaint du mal même qu'il a fait , il s'afflige de ne trouver par-tout que des âmes de boue , il voudroit opprimer des hommes de courage : dans son désespoir insensé , il voudroit réunir les avantages de la liberté aux charmes odieux de la puissance absolue. Indécis , sans espoir , sans principe , la mort le saisit enfin , & il voit en fermant sa paupière le sourire de la rage sur la bouche même de

ses satellites ; déjà il présage la joie publique qui doit précéder & suivre sa pompe funebre.

Tel fut , tel sera , & tel doit être le sort des despotes. L'histoire a prouvé ces vérités terribles : eh ! il s'en trouve encore ! Le despotisme , ainsi que la peste , est donc un fléau inhérent à l'espece humaine.

La race de Charlemagne étoit éteinte , & avant qu'elle cessât d'exister , Hugues Capet avoit reçu la couronne.

Ici commence un autre ordre de choses , ou plutôt ici commence la destruction de tout ordre public , la violation de tous les droits , la cessation de toute justice ; ici commence un temps déplorable , où la nation devint la proie d'une troupe de brigands , où la France se couvrit d'impénétrables asiles , dont ces tyrans firent leur repaire. Le peuple devenu le patrimoine des seigneurs , se vit réduit à n'être plus que la propriété d'un maître , & soumis à être vendu & partagé à son gré , comme un troupeau de bétail. Il envia souvent la stupidité des animaux qui au moins leur ôte la connoissance de leurs miseres.

L'hérédité des fiefs & l'hérédité de noblesse depuis long-temps établie , prirent sous Hugues Capet la plus ferme consistance. Elu roi par ses pairs , il n'en reçut qu'un titre , un pouvoir nominatif , une vaine & stérile prééminence : dès-lors ils établirent dans le royaume autant de pouvoirs qu'il y eut de seigneurs.

La foiblesse relative des petits tyrans , les
attachoit

attachoit à un tyran plus puissant ; de là naquirent les arrieres-fiefs & le vasselage. Pour régir cette immense multitude de fiefs , il falloit de nouvelles regles ; le caprice les établit ; mais pour le peuple , il fut gouverné par la seule volonté de chaque seigneur : les loix de la nation , les capitulaires , tomberent en désuétude ; elles étoient sans application : par-tout où regne la force , les loix sont muettes. Ainsi , dit l'illustre Montesquieu : « Tant » de loix perdirent leur autorité sans qu'on » puisse citer le moment où elles l'ont perdue ; » elles furent oubliées sans qu'on en trouve » d'autres qui aient pris leur place ».

Au milieu de cette épouvantable anarchie se formerent ces loix dont il est impossible aujourd'hui de deviner l'esprit , parce qu'elles ne furent que l'expression des fantaisies d'un tyran ; & ces coutumes plus bizarres encore , qui paroissent le dernier excès de la tyrannie en délire.

Chaque grand possesseur de fief établit chez lui de nouvelles loix , de nouveaux usages , & il jugeoit ses sujets sans forme , comme sans appel.

Qu'étoit devenue l'autorité royale au milieu de ces pouvoirs illimités , exercés par des hommes sans principes , mais encore animés par un certain honneur , & d'ailleurs remplis de courage ?

Elle n'existoit plus ; les rois avoient perdu jusqu'au pouvoir exécutif. Il falloit l'aveu de leurs vassaux pour qu'ils pussent faire la guerre ;

ils ne pouvoient la soutenir sans leurs secours , & c'étoit souvent en la déclarant à un de leurs vassaux qu'ils en obtenoient les services imposés par la vassalité.

Les guerres particulieres de seigneur à seigneur , suites d'abord nécessaires d'une pareille anarchie , furent enfin autorisées par la loi du roi.

Les peuples versaient leur sang pour l'intérêt des tyrans qui les dévoroient ; & pendant la paix , ils pouvoient à peine rassasier leur âpre cupidité.

Sous ces honteux liens , ils perdirent jusqu'au souvenir de leur liberté ; dès que le peuple est malheureux , il devient superstitieux , & ses superstitions sont cruelles & sombres.

A cette époque nâquirent aussi les plus effrayantes croyances : des âmes éternées par le malheur s'en imburent sans résistance.

L'autorité des papes en profita : elle vint combler les maux qui couvroient la terre , par l'existence d'une puissance à la fois religieuse & temporelle , qui , sans base , sans aucun autre appui que l'opinion , alarma toutes les consciences , les remplit de terreur , d'illusions & d'incertitudes.

En ces mêmes siècles , où les calamités de tous les genres rendoient la terre inhabitable , parmi ces débris d'un gouvernement mutilé de toute part , les rois perdirent les peuples de vue : ils étoient dans les fers , & les rois ne songerent d'abord qu'à capter ses oppresseurs. Ils devinrent ses conseillers , quand il ne leur étoit pas plus utile d'être ses ennemis.

On convoquoit alors des especes de parlements. Ce furent les assemblées où se trouvoient les grands possesseurs des fiefs, feudataires immédiats de la couronne. Les évêques y siégeoient comme feudataires, mais jamais le peuple n'y eut de représentants, & il ne pouvoit y en avoir, puisqu'il étoit asservi.

Ces assemblées destituées de tout pouvoir national, ne pouvoient réellement établir aucune loi, ni consentir à aucun acte législatif.

C'étoient des tyrans réunis sous un roi, qui stipuloient ensemble sur leurs intérêts, & établissoient des loix pour le partage des dépouilles. Ces assemblées décidoient de la paix & de la guerre. On y jugeoit les procès civils & criminels des grands feudataires, mais les conventions de ces assemblées, n'obligeoient que ceux qui les souscrivoient ; & chaque acte qui y étoit rédigé, étoit en effet signé par ceux qui s'y trouvoient.

Ces assemblées, qui avoient usurpé le nom de parlement, étoient donc bien éloignées d'être ce que furent les parlements nationaux de la seconde race. Ceux du dix, onze & douzieme siecle furent des assemblées de tyrans féodaux, sans aucun autre pouvoir que la force, sans autre autorité que la violence (1).

(1) Parlement, en 1104, à Villeneuve-le-Roi, pour la police des fiefs.

Parlement à Paris, en 1113, pour établir une police au sujet des juifs : il y est expressément dit que cette loi ne peut obliger ceux qui ne l'ont pas souscrite.

Parlement de Melun, en 1116, pour la succession

La nation avoit perdu sa liberté & ses droits. Mais avec eux s'étoit anéanti la majesté du trône ; & les rois n'eurent aucun pouvoir dès que la nation ne put se rassembler, & soutenir, par la force nationale, les loix qu'elle avoit établies.

Voyez Paf-
quier , re-
cherches sur
la France.

Entourés de mille tyrans , les rois conçurent le désir de les détruire , & de se ressaisir d'une puissance absolue. Ils prirent des moyens pour s'assurer de l'hérédité du trône , en faisant , de leur vivant , sacrer & élire leurs enfants : dès-lors ils eurent la facilité de suivre des projets qui , formés sous un regne , ne pouvoient réussir que sous un autre. Alors il se trouva des rois qui , contents de présager la grandeur future de leurs descendants , oublièrent leur propre foiblesse , & ne vécurent que pour l'avenir.

Il suffisoit d'avoir formé un plan , pour en assurer le succès , avec des hommes grossiers , avides il est vrai du pouvoir , mais inhabiles à se défendre des mesures éloignées qu'on pouvoit employer pour les en priver un jour. Leurs propres excès devoient fournir des armes pour les anéantir.

La réunion de plusieurs grands fiefs à la

de Champagne. En 1230 , contre le duc de Bretagne. En 1235 , où l'on stipule sur les plaintes des barons & du clergé. On voit dans les verbaux que toutes ces assemblées furent uniquement composées des grands possesseurs des fiefs immédiats , qu'ils stipulèrent sur leurs intérêts ; mais jamais il n'y fut question du peuple.

couronne accrut la force réelle des rois , en leur donnant plus de moyens de dompter leurs fiers vassaux ; mais ce qui devoit les faire triompher de ces ennemis de l'ordre public , c'étoit sur-tout la haine de ce peuple né libre , & que ces brigands osoient enchaîner.

Louis le Gros affranchit le premier les fiefs dans ses domaines : cet exemple devint funeste aux seigneurs , en rappelant à leurs esclaves les douceurs de la liberté.

Un événement imprévu servit encore les projets des rois. Les croisades ayant épuisé les trésors des seigneurs , ils se prêterent à affranchir leurs domaines , & la liberté des peuples fut à l'encan (1).

Bientôt il exista en France un peuple libre : les rois qui songeoient à s'en appuyer pour détruire la féodalité , le trouverent disposé à seconder leurs vues : l'horreur de la tyrannie des seigneurs ne permettoit pas de craindre le despotisme des rois.

Bientôt les rois se saisirent de deux pouvoirs importants. Ils promulguèrent quelques loix générales , & autorisèrent les appels des jus- Voyez Lau-
rière, ord. de
Phi. Aug.

(1) Elles occasionerent aussi la vente des biens nobles aux roturiers. C'est de cette innovation qu'est né le droit de franc fief. Ce droit fut le prix du pouvoir que donnoient les rois aux roturiers d'acquérir des fiefs. Ce fut une suite de leur politique qui engagea Philippe le Hardi à confirmer ce que Louis IX avoit établi à ce sujet. Ordonnance de Philippe le Hardi , de 1275. Imposition de France , tom. III , pag. 603.

Observa-
tions de Ma-
bli.

Voyez
Beaumanoir.

trices des seigneurs à leurs parlements. Ce fut avec la plus timide circonspection qu'ils firent ces premiers pas. Un moment de réflexion de la part des seigneurs, eût suffi pour renverser leurs projets.

Louis IX chercha à ajouter l'empire de la sagesse aux moyens de la politique. Il donna des loix à ses domaines, & y créa quatre grands bailliages pour rendre la justice à ses vassaux (1).

En ces siècles d'iniquité, l'impartialité de saint Louis lui soumit tous les cœurs. Les fiers barons furent contraints, par l'opinion de leurs vassaux, à adopter ces établissemens : & ces témoignages de l'équité des rois rendirent leurs projets chers à tous les François.

Le pouvoir de la couronne s'étoit infiniment accru sous Louis IX. Déjà s'étoient établis des commissaires royaux qui inspectoient les justices seigneuriales. Bientôt le roi érigea des grands baillifs. Il leur attribua la connoissance exclusive de certaines affaires, ce qui forma l'attribution connue sous le nom des cas royaux. Enfin les appels furent bientôt permis de tous les juges seigneuriaux aux juges du roi.

La haine du peuple pour la tyrannique anarchie qui venoit de l'opprimer pendant trois siècles, lui faisoit envisager avec joie l'accrois-

(1) Sens, Mâcon, Saint Pierre-le-Moustier, Vermandois.

sement de la puissance royale. Nul souvenir n'existoit alors des temps où nos peres jouirent de la liberté ; & nos imprescriptibles droits n'étoient pas encore devenus l'objet de l'ambition de leurs enfans, à peine échappés à la plus honteuse servitude.

Je suis convaincu que les rois seroient parvenus, dès le quatorzieme siecle, à la puissance la plus despotique, si, leurs effroyables excès les réduisant à l'impuissance, ils n'eussent été contraints de rendre à la nation ses droits primitifs, afin que sous l'influence d'une existence nationale, libre, les peuples pussent faire de nouveaux efforts pour soutenir un trône ébranlé par la tyrannie.

Je me hâteroie de franchir ces trois siecles d'oppression & d'injustice, mais ils ont laissé des traces profondes qui influent encore singulièrement sur notre existence.

Le régime féodal n'existe plus, au moins ce qu'il eut de plus dangereux est anéanti : les droits odieux sont abolis ; & les droits utiles qui se sont conservés, faisant partie du droit de propriété, doivent être respectés tant qu'ils ne nuisent pas à l'ordre social.

Mais les fausses idées qu'enfanta la féodalité, subsistant encore quand leur cause est détruite, ont produit ces nobles aussi vains que foibles, cette noblesse ennemie de la popularité, qui assiege le trône, qui s'empare de tout par droit de naissance, & qui semble former autour des rois une nation nouvelle, ennemie des peuples.

Le nombre de ces nobles, envahisseurs de toutes les places, de toutes les dignités de l'état, se multiplie à la cour, tandis que la vraie noblesse se rapproche du peuple dans les provinces, & que, frappée par le despotisme, elle a enfin compris qu'il ne regne que sur des sujets défunis de principes & d'intérêt; & que le plus pressant besoin devoit l'attacher à jamais au peuple, pour y trouver en toute occurrence un solide & véritable appui. C'est aussi à la cour que s'est élevé en ce siècle une nouvelle passion, reste bizarre d'un siècle où l'on s'honorait d'une noblesse romanesque. Aussi-tôt des noms oubliés, & depuis dix siècles ensevelis avec leurs vrais possesseurs, ont reparu: cette manie n'eût été qu'un ridicule, mais le regne féodal a imprimé dans l'ame des rois qu'il a asservi, un respect indestructible pour ces sortes de chimères, qui seules ont fait la fortune de plusieurs grands noms tout-à-coup ressuscités.

C'est un grand mal que ce reste de vénération que nous ont transmis ces siècles de honte; il nuit peut-être plus à l'état que les fautes des ministres, ou plutôt il a souvent occasionné leurs fautes, & les calamités de la nation.

A ces restes déplorables d'un siècle si digne de haine, se joignent cependant de touchants souvenirs, qui adoucissent la rigueur de ces temps désastreux, & rendent la lecture des histoires de ces siècles attachantes, quand les crimes qu'elles nous racontent devroient nous en éloigner avec horreur.

Jamais le parfait sentiment de l'amitié, la véhémence passion de l'amour n'existerent avec plus d'énergie, qu'en ces temps où les citoyens éloignés par des tyrans de la chose publique, devenus étrangers à leur patrie, cherchoient à se consoler, à oublier leurs miseres, en s'enlaçant des plus nobles liens que le cœur humain puisse former.

Le sentiment du véritable amour élève l'ame. En ces siècles où il existoit de grands courages, il créa la chevalerie. La tyrannie frappoit sans pitié sur le sexe le plus foible: l'amour & l'honneur créèrent aussi-tôt une sorte de religion pour sa défense, & cette religion devint l'idole des cœurs généreux, quand ils ne purent adorer leur patrie. L'amitié vint encore ajouter aux charmes d'une institution dont tous les motifs étoient enchanteurs. Ce qui n'étoit jamais arrivé dans aucun siècle, parut alors. On vit l'héroïsme des anciennes républiques germer & s'accroître à côté de la plus horrible servitude, tous les sentiments du cœur humain s'empreindre d'un grand caractère, sous la chaîne même des tyrans.

Le cœur libre en ses affections, n'ayant plus de patrie à servir, se dévoua tout entier au service de l'amour & de l'amitié; & en ces temps de violence, c'étoit par des actes d'un courage inconcevable, par des périls sans cesse renaissans qu'il falloit servir ce qu'on aimoit. Alors une passion unique fut le sentiment de toute la vie, les souvenirs de la vieillesse

n'eurent qu'un seul objet de réminiscence : par cette constance inaltérable , ils conserverent cette pureté , ce charme céleste , qui embellissoit encore les dernières lueurs de l'existence.

Alors on comprit cette vérité , aujourd'hui si loin de nos cœurs :

« Qu'adorer les femmes ou les posséder , » sont deux choses bien différentes ; » que les délices les plus parfaites de l'amour sont dans l'illusion réunie à l'espoir , & que c'est en voulant le bonheur suprême , que l'on cesse souvent d'être heureux.

Il exista cependant en ce siècle des passions que le bonheur même ne put éteindre , qui se rallumerent dans l'infortune , qui vécutent de pleurs & de souvenirs ; qui , persécutées par le sort , ne connurent d'autre asile que le sein de la Divinité même. A ces traits on reconnoît Héloïse : oui , elle vécut en ces siècles d'oppression , de cruauté & de servitude ; & sa mémoire honorée les a cependant rendu chers à la sensibilité.

L'histoire de ces siècles , si obscure , si diffuse , si affligeante , seroit impossible à lire sans ces diverses épisodes qui viennent tour-à-tour l'embellir. La naissance de la chevalerie , ses principes , son héroïsme avant qu'elle dégénérât , offrent une lecture aussi satisfaisante qu'utile. C'est un bosquet de fleurs au milieu des sables de la Lybie.

De tous ces divers éléments , naquit dans tous les cœurs une sorte de grandeur , un genre

d'honneur qui les préserva de l'entière abjection où devoit les plonger l'esclavage ; & qui rendirent enfin la résurrection nationale possible , quand les excès de Philippe le-Bel la lui rendirent nécessaire.

Déjà la finance étoit le nerf de l'état, & le manque d'argent la cause immédiate des révolutions. Déjà les rois dans la détresse , forcés par l'impérieuse nécessité de parler aux peuples de leurs besoins , consentoient qu'ils leur parlassent de leurs droits. Les prédécesseurs de Philippe-le-Bel avoient mis tous les moyens en usage pour le rendre absolu ; il ne l'étoit pas encore , mais la route étoit tracée ; en la suivant il arrivoit au despotisme. Son impétuosité ne lui permit pas de parcourir l'espace qui l'en éloignoit , il le franchit ; sans avoir encore autour de lui les satellites qui assurent la tyrannie , il commença à en déployer toutes les rigueurs,

Roi à dix-sept ans , tous les historiens s'accordent à reconnoître Philippe-le-Bel pour un prince vaillant , libéral , ayant le cœur élevé , l'esprit vif , aimant sa famille ; mais égaré par le plus perfide ministre (1) , ce fléau de la nation l'entraîna à des actes de tyrannie qui causerent ses malheurs & ceux du peuple.

(1) Pierre Flotte , son chancelier , homme ambitieux , violent , dur , avide & avare , il fut l'unique cause de la révolte des Flamands , & il ne dépendit pas de lui que la France entière ne se révoltât contre le roi.

D'immenses dépenses nécessiterent de cruelles exactions. Philippe vola & friponna son peuple ; il le vola par des concussions , & le friponna en altérant les monnoies.

En 1296 il établit, de sa seule autorité , le centieme denier sur les immeubles , & le cinquantieme sur la valeur des meubles.

Aussi-tôt le peuple se souleve , tue les complices des ministres employés à exiger l'impôt. La guerre retenoit le roi en Flandre : à son retour il établit des droits sur les consommations , l'étendard de la guerre civile se déploie.

En 1294. En cette extrémité , les ministres altérèrent encore les monnoies ; & par une tyrannie inouïe , ils exigèrent que tous les particuliers qui avoient dans leur maison de l'or ou de l'argent de bon aloi , le portassent à la monnoie.

Tant d'excès criminels ne purent rester impunis. Les provinces se rassemblèrent , se confédérèrent entr'elles , & tout-à-coup le roi se trouva entouré d'ennemis , sans aucun moyen de leur résister.

La conscience déchirée par ses remords , dénué de tout secours , le malheureux Philippe appella la nation à se réunir , pour obtenir de sa générosité ce qu'il ne pouvoit plus espérer de lui ravir. Voilà les seuls motifs qui nous rendirent nos états généraux.

Voyez Pafquier, l. 11 , pag. 87.

C'est de ces jours d'infortunes que devoit renaître pour la patrie une institution natio-

nale. En 1303, la nation s'étoit déjà assemblée pour résister aux prétentions de Boniface VIII.

Mais en 1314 les états généraux du royaume furent convoqués, & régulièrement assemblés.

Ils accorderent à Philippe un subside : la perfidie de ses ministres se signala, en en faisant la levée. Le roi osa augmenter la taille qui lui avoit été accordée, les peuples aussitôt se liguerent pour lui résister.

La terreur, la honte, le remords le traînerent au cercueil, & reposent encore sur sa tombe.

Ce regne déastreux est bien intéressant à connoître : c'est à cette époque que la nation reparut, & bientôt nous verrons nos assemblées nationales se ressaisir de nos imprescriptibles droits.

Mais la noblesse héréditaire réunie à l'hérité des fiefs, ayant formé au milieu de la nation un corps nombreux, dont la terrible puissance avoit enchaîné le peuple pendant trois siècles, il s'ensuivit qu'il exista dans la nation une espèce de nation particulière qui avoit de hautes prétentions à soutenir, de grands intérêts à défendre; & quand la politique des rois & l'épuisement des tyrans féodaux eurent rendu au peuple sa liberté, la noblesse cessant d'être souveraine, se trouva encore si puissante, qu'elle forma un ordre séparé dans l'état (1).

(1) Ce changement s'étoit déjà préparé sous la

Dès-lors les intérêts du peuple furent distincts des siens ; elle tint ses délibérations à part.

Le clergé , par le même motif , délibéroit sur ses intérêts ; & le tiers état , ce corps le plus respectable de tous , ce corps où réside réellement la toute puissance , ce corps qui seul soutient l'état , qui est réellement la nation , tandis que les autres n'en sont que des dépendances , étonné de sa nouvelle existence , encore effrayé par le souvenir de ses maux , parut aux états de 1314 , timide , soumis ; mais n'importe , il y parut enfin : sa seule existence devoit faire toute sa force ; & il n'est pas dans la nature que le peuple , dans ses souveraines assemblées , y soit long - temps asservi.

Qu'il nous soit encore permis de nous arrêter à ce regne déplorable , mais si intéressant pour nous , puisque c'est à cette époque que la nation se ressaisit de ses droits.

En commençant cet écrit , nous avons établi les vrais principes , indépendants de toute autorité historique , qui assurent nos libertés nationales , & qui nous donneroient le droit de les révéndiquer , eussions-nous été pendant deux mille ans le plus asservi de tous les peuples. Nous avons ensuite approché notre histoire de ses principes immua-

seconde race ; mais le peuple avoit encore conservé une énergie qui le rendit peu sensible , jusqu'à ce que l'hérédité des fiefs & la féodalité l'ayant asservi , la noblesse acquit une prépondérance indestructible.

bles, & nous y avons trouvé que nos magnanimes aïeux, sous la première & seconde race, avoient joui de ces droits dans toute leur plénitude. Nous sommes enfin arrivés à des temps qui seroient les plus malheureux de notre histoire, si les calamités que l'on endure soi-même, ne paroissent toujours plus cuisantes que celles dont il ne reste que le souvenir. Nous avons observé que des institutions singulieres conserverent cependant à la nation dans les fers, un caractère & des vertus qui devoient rendre un jour sa régénération possible.

Nous voici enfin parvenus à l'instant où nos droits nationaux devoient nous être rendus par ce Philippe-le-Bel, descendant de ces rois qui, eux mêmes opprimés par la féodalité, s'appuyèrent des forces du peuple pour la détruire.

La nation sortant de cette longue servitude de trois siècles, y avoit au moins acquis un avantage.

Nos premiers aïeux avoient établi des distinctions cruelles entre eux & le peuple Gaulois qu'ils avoient vaincus; mais le malheur, comme la tombe, égalise tout: & en 1300, ce que l'on appelloit le peuple, avoit perdu le souvenir de ces distinctions fatales; tous avoient portés des chaînes, tous aspiraient à la liberté; il n'existoit plus enfin dans toute la république que des François.

A l'instant que nos assemblées nationales reparurent, il exista en France un corps de nation.

Par les embarras que nous éprouvons aujourd'hui pour rétablir ces souveraines assemblées, on doit juger que dans les premiers temps où elles reparurent, elles furent mal pondérées; mais il suffit qu'elles existent, pour être sûr que bientôt elles parviendront à s'affirmer l'existence qui leur convient.

Arrivé à cette époque où nos assemblées nationales reparoiſſent, il est eſſentiel, & c'est le but de mon ouvrage, de prouver que le même esprit de liberté qui avoit animé nos aïeux, se réveilla aussi-tôt, & que nos peres pénétrés des grands principes qui assurent la liberté nationale, se ressaisirent de la puissance législative, de celle d'accorder l'impôt, & que ce furent leurs sages délibérations qui rendirent les corps judiciaires des corps nationaux.

S'ils procéderent d'abord avec moins d'avantage & d'autorité que ne l'avoient fait les François de la premiere race, c'est qu'ils trouverent par-tout des restes de l'antique féodalité; que ces restes de prétentions insensées devinrent les semences d'éternelles discordes, attisées avec soin par les rois & leurs ministres, qui ne songeoient qu'à rendre ces suprémes assemblées impuissantes.

Mais malgré tant de prestiges, de séductions & d'erreurs, ce corps législateur établit tous les principes de la liberté publique. Il les établit si bien, que bientôt devenu un objet de terreur, tous les rois désirant d'établir l'autorité absolue, chercherent à l'éloigner. L'imprévoyance

prévoyance de la nation leur en facilita toujours les moyens. Les états cessèrent enfin d'être convoqués; tous leurs droits furent envahis par le despotisme, jusqu'au moment où détruit encore par ses propres excès, les malheurs l'ont ramené au terme fatal où une destruction inévitable le force à chercher dans une constitution nationale & libre, les ressources que refusera constamment la servitude du despotisme.

Voilà le terme de la carrière qui nous reste à parcourir.

Les moyens d'y atteindre sont peu nombreux: ce n'est guere que sous les Valois que l'on a conservé les verbaux des assemblées nationales, encore ces verbaux sont-ils peu satisfaisants.

Nous ne connoissons ce qui s'est fait dans nos assemblées depuis 1300 à 1400, que par les ordonnances que les rois promulguèrent en vertu des décrets de l'assemblée, & par le témoignage des historiens.

Il est aisé cependant, avec ces seuls matériaux, d'élever l'édifice sacré de la liberté publique: en prouvant que ces suprêmes assemblées, ainsi que les champs de Mars & les parlements de la seconde race, ont toujours connus & suivis les vrais principes; qu'elles se sont toujours crues des corps législateurs, seules compétentes pour accorder l'impôt, seules habiles à établir d'une manière nationale les corps judiciaires, & à les unir ainsi à la constitution.

Avant d'entrer en matiere , je ne dois pas oublier que ce même Philippe le-Bel , qui nous rendit nos états généreux , rendit sédentaire à Paris le premier parlement de France.

Ce nom de parlement conservé à ce corps , a entretenu de singulieres erreurs.

Sous la troisieme race de nos rois , la nation enchaînée par mille tyrans , n'existoit plus ; dès lors aussi il n'exista aucun pouvoir légitime , la force seule en aucun cas ne pouvant devenir loi.

Les parlements de ces trois premiers siècles de la troisieme dynastie , n'étoient , comme je l'ai déjà dit , que l'assemblée des barons , relevant immédiatement de la couronne. Ils se réunissoient autour du roi , pour décider de la paix ou de la guerre , & juger leurs pairs.

Le droit d'être jugé par ses pairs avoit été celui de tous les François ; mais quand ils furent asservis , ils furent jugés par leurs tyrans , & il n'exista de pairie que pour leurs maîtres. Mais ces maîtres eux-mêmes , différens en puissance & en dignité , connurent aussi divers genres de pairie.

Les grands fiefs relevant nuement du roi , composèrent la cour des pairs de France.

Dans les provinces , leurs vassaux & arrieres-vassaux étoient pairs les uns des autres , & ils se jugeoient entr'eux ; c'est pourquoi les historiens de ce temps nous parlent des pairs de la province de Guienne , Champagne , & autres provinces.

Voyez Pafquier.

Les pairs de France réunis composoient le parlement du roi.

Bientôt le roi leur proposa des loix générales, mais qui ne pouvoient devenir telles que lorsqu'elles seroient consenties par tous les pairs, & ce fut ainsi que Louis IX promulgua ses établissemens. Leur sagesse porta un coup terrible à la féodalité.

Voy. Beaumanoir. établissement de St. Louis.

Dès-lors s'établit l'appel à la justice du roi. Ce premier pas fait, on vit bientôt s'établir divers degrés de juridiction qui, suivant tous jours l'esprit de la loi des fiefs, ramenoient tous les appels à la cour du roi, comme seigneur dominant. Ces salutaires innovations devoient détruire la tyrannie féodale, & la détruisirent en effet. Mais dès-lors le parlement du roi se trouva nanti du jugement d'une foule de procès : ne pouvant y subvenir dans les moments où il se rassembloit, il autorisa le roi à choisir, parmi les pairs de France, certain nombre de pairs qui composoient alors un parlement ambulateur qui suivoit le roi, le conseilloit, & jugeoit les appels portés à la cour.

Etablissement de St. Louis, l. 11, chap. xv.

Ces appels se multipliant à l'infini, Philippe-le-Bel rendit le parlement sédentaire à Paris ; mais il fut toujours composé de pairs élus par le roi pour tenir le parlement, & les listes de ces pairs choisis subsistent encore.

Voy. Beaumanoir. l. 11, chap. xv.

Voyez Paillet, pag. 40, jusqu'à la pag. 52, vol. 11.

Déjà les cruelles loix de la féodalité étoient changées ; à leurs grossières barbaries avoit succédé un ordre de procédure établi par

Louis IX: il admettoit la preuve par témoins , & la libre discussion des droits. Des pairs , qui jusqu'alors n'avoient su ordonner que le combat judiciaire , se trouverent étrangement embarrassés en leur nouvelle qualité de juges ; on leur adjoignit des clercs qui , instruits de la loi , préparoient les causes & les leur rapportoient.

Nous verrons bientôt les grands feudataires s'éloigner du palais de la justice , & laisser les magistrats seuls en possession de l'administrer.

Les parlements actuels ont donc succédé aux parlements des pairs de la troisième race , & ces parlements eux-mêmes n'ayant aucun pouvoir national , n'ont pu revêtir leurs successeurs d'un pouvoir qu'ils n'avoient pas.

Mais bientôt la nation leur donnera une existence politique ; & les décrets des états généraux établiront ses pouvoirs d'une telle manière , qu'ils deviendront des corps nationaux , inhérents à la constitution même.

Par le laps des siècles , ces pairs de France , jadis si puissants , qui ne tenoient leur qualité de pairs que de leur force & de leur naissance , s'éteignirent : les plus grands fiefs furent réunis à la couronne , & alors , pour conserver au moins le nom d'une dignité dépouillée de sa puissance , les rois créèrent des pairs. Il est aisé de se convaincre , en voyant comment l'autorité les conduit , qu'ils n'ont hérité que du nom de leurs fiers pré-

déceffeurs. Cette digression m'a paru nécessaire. Avant de m'occuper des états généraux, j'ai cru devoir exposer mes idées sur nos parlements, afin que lorsque nous verrons nos états généraux sanctionner les pouvoirs, les augmenter, les honorer du plus honorable mandat, celui de maintenir les loix & la liberté, nous sachions ce que ces corps avoient été dès leur origine.

Les fastes de notre histoire nous présentent dans les siècles qui se sont écoulés depuis Philippe IV jusqu'à nous, trois époques bien distinctes.

Depuis ce roi jusqu'à Charles VII, nos assemblées nationales, souvent rassemblées, souvent trompées par les rois, mais toujours aidées par les circonstances, qui ramenoient les rois accablés par le malheur & le besoin, à la nécessité de se soumettre aux vœux de la nation, établirent sur des bases inébranlables la liberté publique ; & si le despotisme cherchoit à les ébranler, il ne tarδοit guere à être puni de ses excès. Charles VII jeta les premiers fondements de la puissance arbitraire. Nous verrons nos états généraux la repousser de tout leur pouvoir ; mais, impuissants à l'éloigner de nous, nous les verrons enfin succomber sous le despotisme.

A l'instant qu'ils cessèrent d'exercer leurs droits, il n'y eut plus de gouvernement légal, & l'on ne fut tenu d'obéir que tant que l'on y étoit contraint.

Dès lors l'abandon de tous les principes devoit accumuler sur nous tous les fléaux du pouvoir absolu, jusqu'à ce qu'il fût de nouveau consumé par ses propres fureurs. Ces tristes époques nous conduisent enfin à l'âge où nous vivons.

Voy. Mezerai & Boulayvillers.

A la mort de Philippe IV, son successeur, dénué d'argent, mais très-empressé de s'en procurer, se permit quelques concussions, qui furent énergiquement réprimées. Il assembla les états, ou plutôt il se contenta de faire consulter la nation dans chaque bailliage & sénéchaussée : ses refus le réduisirent à l'impuissance. Alors il donna cette fameuse déclaration de nos droits, qu'il a plu aux historiens d'appeller une chartre, une concession. Elle n'est pas imprimée dans le recueil des ordonnances du Louvre, mais elle a été réclamée par plusieurs états généraux : elle est devenue la base de leurs décrets, & Nicole Gilles, secrétaire de Louis XII, qui a écrit nos chroniques, en a conservé le souvenir. Il promettoit, entre autres choses, par cette chartre, de ne jamais lever un denier sur les citoyens, sans le consentement des états.

Mais la fourberie, la cupidité, le vil désir de corrompre pour arriver à son but, sont des vices de tous les siècles.

En même temps que le roi signoit ces aveux exigés par un peuple irrité, il envoyoit les commissaires dans les provinces avec des

instructions secrètes (1) & insidieuses, pour obtenir, enlever, voler, s'il se pouvoit, les peuples.

« Malheur, s'écrie un homme dont l'ame
 » étoit aussi énergique que son amour pour Boulainvilliers, l. 11, p. 133.
 » l'honneur étoit vrai ; malheur aux peuples
 » soumis à de tels rois, mais plus malheureux
 » les princes qui gouvernent par de tels principes, car jamais l'argent qu'ils volent ne
 » sauroit payer les tourments que leur cause
 » la crainte de manquer leur coup. »

Voici enfin un de nos rois souscrivant dans un acte public l'aveu de nos libertés : cette époque est essentielle : il a convenu à nos historiens d'appeller ces actes des chartres, des concessions. Je ne peux concevoir sur quel étrange principe ils se fondent pour imaginer que vingt millions d'hommes, voulant établir tel ou tel ordre de choses, ont besoin de la grace d'un seul pour y parvenir.

On comprend très - bien que l'absolue nécessité où se trouve une nation d'établir un roi, entraîne celle de lui faire reconnoître les droits des peuples qu'il doit gouverner ; mais ces actes sont simplement des aveux exigés au nom de la loi, par la volonté des peuples.

(1) Secrètes ! Dieu est juste : il n'est point de secret pour la postérité ; le temps à venir le prouvera. Ces instructions de Louis X à ses commissaires ont franchi la nuit des siècles. Voyez-en l'extrait dans Boulainvilliers, tom. 11, pag. 132.

L'abus des noms , les étranges idées qu'ils ont fait naître , ont souvent égaré les citoyens qui , dans l'étude de nos histoires , cherchoient les témoignages de nos droits.

C'est par suite de ces abus , & de noms , & d'idées , qu'après avoir regardé les chartres comme des graces , on en est venu à vouloir nous faire envisager les décrets nationaux comme de simples plaintes que les rois pouvoient dédaigner : le nom de doléance , donné aux cahiers contenant les décrets des états généraux , ont fait naître & perpétué cette erreur.

On a cru que les ordonnances rendues en suite de ces cahiers , étoient une nouvelle faveur royale , comme si ce n'eût pas toujours été un acte simple du gouvernement , que de constituer en loix les décrets nationaux : c'est ainsi que dès la seconde race , s'opéroit ce que Charlemagne nommoit *la constitution du roi* , nécessaire à la sanction des loix.

Il est de devoir sans doute , de parler avec respect au chef de l'état , à celui dans les mains de qui la nation a remis toute la force publique , mais ces égards ne rendent pas la volonté d'un peuple entier de simples invocations.

Il faut parler vrai , le peuple par qui tout est , & pour qui tout existe , n'adresse d'humbles prières qu'à Dieu. Dieu seul a une force supérieure à la sienne ; sa toute puissante main verse à son gré les graces ou les fléaux ; elle élève ou flétrit : les millions d'êtres qui l'implor-

rent peuvent à sa volonté rentrer dans le néant. C'est à une telle puissance que le peuple prosterné adresse d'humbles supplications ; mais hors des temples du Seigneur , ses prières sont des ordres , & ses doléances des loix.

Il lui importe que le chef de l'état soit respecté. Eh ! quel moyen plus puissant de l'environner d'hommages , que d'abaisser devant son trône la voix même de la nation , & d'offrir ses représentants parlant au roi comme à la Divinité même à laquelle il suffit d'adresser des vœux sincères pour qu'ils soient exaucés ! Mais de quoi n'abusent pas les ministres pour corrompre l'ame des rois !

Il est temps enfin de revenir aux vrais principes ; aussi-bien nous a-t-on rassasiés jusques au dégoût ; & a-t-on avili peut-être pour jamais , ces mots si doux de regne paternel , d'enfants chéris gouvernés par un pere tendre. Les ministres en ont abusé jusques à la niaiserie , jusques à la cruauté. Car est-il rien de plus vil & de plus odieux , que d'employer ces mots gages & expressions du sentiment le plus tendre , pour nous tromper , nous ruiner , nous déshonorer ?

Caligula pensoit juste , quand voyant l'objection du peuple Romain , il croyoit qu'il étoit un Dieu , ou que les Romains étoient des bêtes.

L'esprit de Caligula semble quelquefois avoir animé les ministres , mais ils s'abusoient , & leur malheur fut de ne jamais connoître l'esprit public.

Dans le fond reculé de la plus pauvre des provinces, sous la plus abjecte des chaumières, on a cessé depuis long-temps d'être la dupe de ces édits si niais dans leur préambule, & si cruels dans leurs dispositions.

On y fait que les rois sont les chefs, non les peres des peuples : sous un rapport plus vrai, les rois sont les enfants des peuples, car c'est leur volonté qui les créa, & ce sont leurs dons & leurs travaux qui les maintiennent : voilà les idées où l'on est revenu. Il y a loin de ce progrès de la raison, à croire que les chartres sont des faveurs ; & les décrets des états, de simples doléances.

Il est curieux & instructif d'observer que, dans tous les siècles, la marche des mauvais ministres fut la même ; leurs vues furent les mêmes : jusques aux vils moyens de tromper sont semblables.

Philippe-le-Long avoit besoin d'argent, il désiroit obtenir un subside ; il proposa d'établir par-tout même poids, même mesure, même monnoie, mais à la charge de lui payer le cinquieme de tous les biens-immeubles.

C'est avec plaisir qu'on apperçoit déjà le bien que les assemblées nationales avoient produit. Les peuples éclairés rejettent également l'impôt & le bienfait, comme accordé sans pouvoir, & exigé sans autorité, & en appellent aux états généraux, qui, assemblés, refuserent tout subside. Malgré ce refus il fut exigé. Aussi-tôt les provinces se confédèrent, Philippe accablé de chagrin mourut.

Les assemblées nationales, sous Philippe de Valois, sont bien mémorables.

Elles disposèrent de la couronne en 1328 (1), constaterent tous nos droits en présence du roi en 1338 (2) ; elles délibérèrent, & le roi reconnut que nul impôt ne pouvoit être exigé sans le consentement des états généraux.

En 1335, les états accorderent un impôt sur le sel, mais sans exiger que l'emploi des deniers fût connu, & ce fut là une bien grande faute.

(1) Le trône étoit disputé par Edouard : il y avoit droit, si les filles eussent pu y prétendre ; il fit valoir ses raisons. Philippe exposa les siennes, s'appuya de la loi salique, qui ne les appuyoit pas, mais dont on suivit l'esprit pour faire de la succession héréditaire, de mâle en mâle, une loi fondamentale.

Déjà l'habitude de faire sacrer les fils des rois du vivant de leur père, avoit rendu le trône héréditaire dans la famille de Hugues Capet : cet usage fit perdre les élections, dit Pasquier ; mais la loi établie par les états de 1328, devint une loi fondamentale.

Paul Emile, auteur élégant, nous a conservé le détail de toute cette assemblée. On a cherché à attaquer sa sincérité ; mais un auteur loué par Erasme, dont Juste Lipse dit qu'il étoit, *rerum ipsarum sedulus scrutator, severus, judex*, est un auteur hors d'atteinte.

(2) Nicolé Gilles, feuillet six du second volume, dit : « environ ce temps, en suivant le privilège de Loys Hutin, fut conclu par les états de France, présent Philippe de Valois, qui s'y accorda, que le roi ne pourroit imposer ni lever taille en France sur le peuple, si urgente nécessité ou évidente utilité ne le requerroit, & de l'octroi des gens des états. » Nicole Gilles, secrétaire de Louis XII, écrivoit un siècle & demi après ces états.

S'il y eut jamais une perte regrettable , c'est celle qu'a fait la nation des verbaux des états assemblés sous le roi Jean ; mais trop de mains avoient intérêt d'anéantir ces monuments précieux , & la nation avoit trop peu de moyens de les conserver.

La foule des historiens , ardente à flatter l'autorité qui les paie , & à flétrir le courage qui a succombé , a accumulé sur la mémoire du fameux Marcel , qui fut le mobile & l'ame des états généraux , tous les outrages que l'on ne doit qu'aux plus vils des humains.

Il étoit loin de mériter ces opprobres ; & les ordonnances du roi rendues d'après les décrets de ces états , qu'il maîtrisa par l'empire de l'éloquence , sont des témoins irrécusables qu'il n'y fut rien décidé que de juste. Les fautes , il faut aussi en convenir , les crimes de Marcel , ont été jugés avec la plus excessive sévérité.

Si l'ivresse du pouvoir despotique , d'un pouvoir abhorré de tous , uniquement dû à la violence , égare quelquefois les rois , & quelquefois excuse leurs fautes , à plus forte raison seroit excusable l'homme du peuple , l'idole du peuple jouissant à ce titre d'un pouvoir qui , par conséquent , est sans bornes , parce qu'il est fondé sur l'admiration & l'enthousiasme.

En ce même siècle , le roi Jean se souilla de quatre assassinats ; Marcel se rendit coupable du même crime : l'un fut égaré par l'ardeur de servir le peuple , l'autre par le

désir de l'opprimer, & de se venger de ses ennemis aux yeux de la nation : quel est celui qui mérite sa clémence ?

Les états furent assemblés en 1355, 1356, 1357, 1358, 1359 : il n'existe aucun verbal d'aucune de ces assemblées ; mais les édits du roi Jean, du 23 octobre 1355, ceux de Charles V, régent, nous apprennent quels furent les décrets de ces assemblées (1). N'oublions pas que si ces édits constituèrent ces décrets en loi, ces décrets nationaux étoient la base de ces édits ; ainsi le roi ordonnoit simplement l'exécution des volontés nationales.

L'ordonnance de 1355 établit que le vœu de deux ordres ne liera pas le troisième, & qu'il faut l'unanimité, ou plutôt le concours des trois ordres, pour former un décret national.

Jusques au sixième article, l'ordonnance n'a d'autre objet que de ratifier les décrets de l'assemblée, qui avoit statué sur la quantité des troupes qu'il falloit lever, établi leur solde, en consentant à une augmentation sur la gabelle, & aux droits d'aide ; mais ils établirent aussi-tôt les généraux des aides, pour veiller à la perception de l'impôt, & en suivre l'emploi.

Le quatrième article est mémorable, en ce qu'il prouve que déjà aux yeux des états

(1) Il existe un très-bon abrégé des verbaux de ces états, dans la préface du troisième volume des ordonnances du Louvre, par Secouffe.

généraux , le parlement étoit un corps national , recevant sur tels ou tels objets , les mandats de la nation. Cet article ordonne que s'il survient des différends entre les généraux des aides , ils seront décidés par l'autorité du parlement ; & dans un autre article du même édit , il est ordonné par les états , que toute justice soit laissée aux parlements , juges ordinaires.

Il est à présumer que déjà les états généraux avoient sanctionné & uni à la constitution l'existence des parlements ; mais enfin voici la preuve qu'ils étoient déjà regardés comme des corps judiciaires nationaux par les décrets des états généraux.

Le roi promit par le dix-neuvième article de ne jamais lever d'impôt sans le consentement des états généraux.

Ceux de 1356 devoient être plus orageux , & jamais en effet la nation n'eut plus de sujet d'être irritée contre son roi. Jean , avant sa détention , s'étoit souillé du crime d'assassinat. En sa présence au château de Rouen , il fit égorger le comte d'Harcourt , Graille , Menemare & Doublét (1). Il avoit altéré les monnoies , volé ses peuples ; enfin il étoit vaincu & prisonnier.

En cette occurrence on convoque les états ; aussi-tôt ils se ressaisirent de tous les pouvoirs de la nation , & commencerent par en faire l'usage que doivent en faire en tout temps ces

(1) C'étoient là les lettres de cachet de ce siècle.

suprêmes assemblées , en requérant que les commissaires du roi qui vouloient en gêner les délibérations sortissent de l'assemblée. Ce préliminaire indispensable rempli , ils accusent les ministres , & demandent que leur procès leur soit fait.

Déjà les états avoient senti cette grande vérité politique , que le roi est impeccable , qu'il doit l'être , & que ses ministres sont toujours les seuls coupables.

Ainsi raisonnoit cette assemblée guidée par ce Marcel si décrié.

L'ordonnance de Charles , régent , du mois de mars 1356 , enrégistrée au parlement le 5 du même mois , composée de 47 articles , sanctionne tous les décrets des états.

Les ministres pervers furent éloignés , le brigandage des monnoies réprimé , & par le trente-huitième article il fut encore établi de nouveau , que nulle levée de deniers ne seroit légale sans le consentement préalable des états généraux.

Ils jouirent donc dans toute leur plénitude de tous les droits de la nation.

Ils furent législateurs , ils accorderent l'impôt , en suivirent l'emploi , accusèrent les ministres , les firent punir , constituerent l'ordre judiciaire , & donnerent la régence.

Voyez au verbal de Masselin , le discours de Philippepot aux états de 1484.

En 1357 , 8 & 9 , ils furent encore assemblés ; ils prirent de sages délibérations ; mais en 1358 ils furent agités par des troubles , nés de la diversité des opinions ; le même homme ne les rallioit plus.

« A ce roi si méprisé , succéda ce roi si sage
 » qui , disoit-il , ne trouvoit les rois heureux
 » que par le pouvoir de faire le bien. »

Elevé au sein des orages , témoin des effets de la haine nationale , il conserva dans son ame une grande terreur des états. Mais en les redoutant , il respecta toujours leurs pouvoirs.

Il les convoqua en 1369 pour en obtenir des subsides , & il y éprouva que ce même peuple indomptable quand il hait , ne fait pas refuser au roi qu'il aime ; toutes ses demandes furent à l'instant accordées.

Mais l'effroi imprimé dans son cœur par les états de 1356 & 1357 , duroit encore : il fut si puissant qu'il n'osa les assembler pour établir son édit de 1375 sur la majorité des rois , & par-là il imprima une tache sur cette loi. Aussi la validité en fut-elle disputée avec raison sous François II , sous ce prétexte très-valable , que cet édit n'étant pas revêtu de l'aveu de la nation n'étoit pas une loi fondamentale.

Ce fut une faute , mais elle s'oublia au milieu de tant de vertus.

Combien le sort des François qui avoient vu luire les beaux jours de ce règne devint affreux sous son successeur ! Charles VI étoit bon & juste , mais foible ; & sa démence fit de son règne une longue minorité.

Les discussions auxquelles elle donna lieu , firent éclore la plupart des abus qui maintenant encore nous oppriment , & ont failli naguere à nous anéantir.

Avant

Avant de nous occuper des états généraux assemblés sous ce prince , il faut observer que ce fut sous ce regne déplorable , pendant la longue démençe du roi , & à l'appui des traîtres qui abusoient de son nom pour l'avilir , que s'établit cette forme bizarre autant que cruelle , de promulguer des loix en lit de justice.

Il faut être né & avoir vieilli avec de pareils abus pour ne pas s'indigner en y songeant. Mais enfin en recherchant l'origine d'un usage si désastreux , le cœur éprouve une sorte de consolation , en voyant qu'il fut le fruit de la trahison des plus infâmes ministres , sous un roi privé de raison.

Il faut suivre cet abus dès sa naissance , afin que lorsque nous verrons les états généraux réclamer contre son existence & la proscrire , nous sachions quels furent les motifs de ces souveraines assemblées.

Les parlements de la troisième race , presque égaux aux rois en puissance , délibéroient les loix , leur consentement les sanctionnoit ; & ils avoient retenu des parlements nationaux de la seconde race , l'usage dont Hincmar nous offre les détails , de faire transcrire & enrégistrer la loi consentie par eux , par le chancelier qui en conservoit l'original.

Etats de
1576, 1588,
1614.

Hincmar ,
de ordine pa-
latii.

Le parlement , rendu sédentaire par Philippe-le-Bel , mais encore composé d'hommes puissants , n'auroit pas permis que les loix fussent promulguées sans son aveu , & on

peut croire qu'il ne fut pas exposé à la flétrissure des ordres absolus.

Mais bientôt le parlement , composé de magistrats , devint plus accessible aux coups du despotisme. Bientôt s'établit l'usage des lettres closes.

C'étoient des ordres obtenus par la faveur , pour éluder la rigueur des loix , & présentés au parlement par ceux qui avoient eu la bassesse de les solliciter.

De ces funestes innovations devoient naître un jour les lits de justice & les lettres de cachet , ces deux fléaux de toute justice & de tout gouvernement. Mais en ce temps il existoit encore de l'énergie dans toutes les ames : l'abus excitoit des clameurs redoutables : les lettres closes , arrachées à la foiblesse des rois , furent solennellement prosrites par leur justice.

Déjà Philippe de Valois se plaint de leur usage , il les abolit en 1341 , défend d'y obéir en 1370 , & le sage Charles V enjoignit de n'y avoir jamais aucun égard.

L'infortuné Charles VI , continuellement victime des plus criminelles surprises , redoublait ses défenses. Il sentoit que ses ordres absurdes étoient des poignards dans la main des ministres. En 1413 , il défend d'y obéir ; bientôt il défend au chancelier de les sceller : il se plaint de l'obéissance de son parlement. Enfin , en 1402 , il enjoint aux magistrats , sous la foi du serment , de ne pas lui obéir si jamais

Ordon-
nance du
Louvre ,
tom. 5 , pag.
327.

Tom. 10.
Tom. 9 ,
pag. 695.

Idem , 29
avril 1402.

quelqu'un de ses officiers se présente de sa part pour interrompre le cours de la justice.

Tant de sages précautions devoient encore être superflues : c'étoit en effet sous un prince imbécille que devoit s'établir le plus absurde des usages.

Les lits de justice , jusqu'en 1413 , étoient des séances royales , non pas semblables à celle du 19 novembre 1787 , où les ministres , enchérissant sur tous leurs prédécesseurs , cherchèrent à naturaliser en France les formes stupides du divan. Les lits de justice étoient des conseils où la liberté des opinions étoit entière ; c'étoient des assemblées où la sagesse des rois venoit consulter l'expérience. Charles V se plaçoit à ces assemblées , & il étoit fait pour s'y plaire. Mais de quelle sorte d'institution n'abuse pas le despotisme ministériel ? Les perfides conseillers de Charles VI , vendus à la faction de Bourgogne , établirent des loix désastreuses pour le monarque , & profitant du temps où il étoit en démence , ils le traînèrent , en 1413 , au parlement ; & là , en sa présence , ils firent promulguer leurs loix , *du très-exprès commandement du roi* ; car toutes les formes despotiques reçurent dès-lors la naissance.

Ce roi infortuné , revenu à lui-même , & aidé par de plus heureuses circonstances , accourut cette même année désavouer ces loix , & les fit arracher , en sa présence , des registres du parlement (1).

Laboureur,
pag. 991.

(1) Lorsque Charles VI alla au parlement annuler

Mais le mal étoit opéré , & ses successeurs n'éprouverent pas ses remords.

Telle fut donc l'origine de ces formes despotiques destructives de toute législation , & incompatibles avec tout gouvernement.

Mais les réclamations contre ces sacrilèges furent continuelles. Les parlements , devenus inhérents à la constitution par les divers mandats des états généraux , furent soutenus par ces suprêmes assemblées. Nous les verrons en toute occurrence établir les enrégistremens libres , réclamer contre la violation de cette loi conservatrice , & ne cesser enfin de s'en occuper qu'en cessant d'exister.

Les parlements protestèrent en 1413 , & ont toujours protesté depuis contre ces innovations illégales.

Mais le despotisme lui-même est si absurde en ses manières , que ses outrages conservent la règle en même temps qu'ils la violent ; c'est que le propre du despotisme est à la fois l'amour de la tyrannie & la pusillanimité : en

ces odieuses loix , il y fut suivi des mêmes personnages du conseil qui avoient éré d'avis de les établir. L'un d'eux , interrogé sur les causes de sa différence de conduire & d'opinion , répondit : « c'est notre coutume » de vouloir tout ce que veulent les princes ; nous nous » réglons sur le temps , & nous ne trouvons point de » meilleur expédient pour demeurer sur nos pieds , parmi » toutes les révolutions de la cour , que d'être toujours » du côté du plus fort. »

Voyez le Laboureur , page 901 , ligne 46 , édition chez Billaine , 1663.

Je sens qu'il faut ces précautions pour prouver que cette réponse fut faite en 1413.

conservant le dehors de la liberté , il fomenté la servitude. Dans ces jours de scandale où les rois offensent avec appareil la justice , les peuples & les loix , le parlement , forcé d'assister à cette lugubre cérémonie , voit le chancelier , après la lecture de la loi , passer devant chaque magistrat : il semble leur demander leur avis , en ce même moment où la force les contraint de se taire : reste précieux qui rend hommages aux anciennes loix , en cet instant où on les viole toutes.

Ces usages que n'ose proscrire le pouvoir absolu , ne sont rien moins qu'indifférents aux yeux de l'homme qui réfléchit.

C'est ainsi que les protestations des magistrats conservent les droits des peuples.

On a vu souvent des hommes frivoles blâmer ces précautions dédaignées dans les cours , & quelquefois superflues pendant plusieurs siècles ; mais ce ne sont pas les clameurs de ces hommes esclaves qui doivent guider les magistrats : c'est à eux à ne jamais désespérer du salut de la république ; & l'amour de la patrie , éteint dans tous les cœurs , doit se réfugier dans le leur.

Au milieu des attentats des ministres , quand leurs crimes couvrent l'étendue du royaume , que les loix méprisées sont devenues impuissantes ; en ces moments de trouble & d'horreur , entourés de délations & de craintes , chaque particulier s'éloigne avec effroi de la chose publique , mais un effroi plus grand

encore doit un jour les en rapprocher. C'est pendant ces premiers moments de terreur que la voix des magistrats fait encore parler les loix en protestant contre les criminels qui les outragent , & rappelant aux peuples les vrais principes & les imprescriptibles droits de la nation.

Leurs intrépides protestations sont les flambeaux qui éclairent les citoyens en ces temps de ténèbres ; elles font vivre la loi quand le despotisme semble en triompher.

Leurs réclamations rallient tous les ordres de l'état ; ce sont des fanaux placés sur le temple de la justice ; ils désignent au milieu de ces tempêtes , l'asile où il faut se réunir.

Aussi nos cours les ont-elles multipliées dans tous les temps : souvent elles ont servi à nos assemblées nationales pour constater nos plaintes & réclamer nos droits.

Elles feront dans tous les temps les preuves toujours vivantes des crimes des ministres , & de la fidélité des cours envers la nation.

Pendant que des innovations destructives de tout ordre public s'établissoient sous ce regne désastreux , nos états généraux veilloient à la conservation de nos droits ; leurs suprêmes décrets non-seulement rétablirent nos privilèges , mais ils sanctionnerent par leurs exemples une loi déjà existante sans doute , mais que leur conduite rendit à jamais mémorable sur la limite des droits des états généraux.

En 1380 , les états généraux jeterent les

yeux sur ce qui s'étoit paſſé dans l'adminiſtration depuis la dernière aſſemblée ; ils forcèrent le roi à ſupprimer tous les impôts dont la durée limitée par les précédents états , étoit parvenue depuis long-temps à ſon terme. Le roi reconnut à cet égard tous les pouvoirs des états par les édits publiés à la ſuite des décrets de l'aſſemblée.

Tom. 6
des ordonn.
du Louv.
Tréſor des
chartres ,
119, p. 85.

C'eſt aux états de 1382 que ſ'établit enfin , par la conduite des députés , un principe auquel la nation doit ſ'attacher , ſans jamais ſ'en écarter un moment.

Ce principe conſervateur garantira l'état de ſa perte , le fera renaître de ſes cendres ; il rend la perfidie des miniſtres inutile , les tentatives du pouvoir abſolu infructueuſes ; il rend enfin les états généraux tellement les organes du peuple , qu'il n'eſt pas même en leur pouvoir de tromper ſon vœu & ſon attente.

Les états généraux aſſemblés en 1382 , perſécutés par les princes & les miniſtres , de conſentir au rétaſſement des impôts , répondirent :

« Qu'ils n'ont commiſſions de leurs com-
» mettans que pour entendre les propositions
» du roi ; & leur en faire le rapport ; qu'ils
» n'en ont pas reçu le pouvoir de conſentir à
» l'impôt ».

Le Labou-
reur, vie de
Charles VI.

Et en effet , ils ſe retirèrent pour recevoir de nouveaux pouvoirs qui leur furent refusés. Les députés du bailliage de Sens ayant ſeuls conſenti à l'impôt , furent déſavoués par leurs

commettants, & l'impôt n'eut pas lieu (1). Quand tous mes efforts, quand ceux de tous les bons citoyens, n'auroient d'autre but & d'autre effet que de bien graver dans tous les esprits ce principe conservateur, que nos députés aux états généraux ne sont point établis pour décider du sort de la république, qu'ils n'y sont que de simples mandataires, fondés de procuration de la part de leurs commettants; qu'en aucun cas, sous aucun prétexte, ils ne peuvent s'écarter des instructions qu'ils ont reçues dans leur cahier; que s'ils s'en écartent, ils deviennent prévaricateurs & traîtres, & que leurs commettants ont le droit de les défavouer; quand, dis-je, tous les bons esprits de ce siècle n'établiraient que ce principe, ils auroient sauvé la république. Elle ne périra jamais tant qu'il vivra dans tous les cœurs, & les états de 1382 qui y rendirent hommage, méritent, à ce seul titre, tous ceux de la postérité. Je reviendrai sans cesse à ce principe salutaire, nous le verrons sanctionné par nos états généraux dans toutes les occurrences.

Sur-tout en
1576.

En effet, aussi-tôt qu'un peuple ne peut statuer sur ses intérêts, il choisit des représentants : mais seroit-il possible qu'il voulût constituer ses représentants ses maîtres absolus, & qu'il confiât à leur volonté, les destinées de l'état? non, cela n'est pas, cela ne peut pas être.

(1) Cette ville n'est pas heureuse dans les époques qu'elle fournit à l'histoire.

En Angleterre, où malgré la corruption de la chambre des communes, on n'a jamais passé une loi attentatoire à la liberté, il est de principe qu'un parlement qui trahiroit la nation, autorise aussitôt la résistance & l'insurrection : nous avons déjà cité l'opinion de lord Abington à ce sujet (1).

Voilà la doctrine reçue, voilà le rempart qu'oppose la nation à la corruption prévue de ses représentants.

En Pologne, quand elle étoit libre, les universaux publiés pour la convocation des diétines, contenoient tous les objets de délibération qui devoient être proposés à la diète ; c'est avant de choisir les nonces que l'on délibéroit sur ces universaux ; les résultats de la délibération formoient les instructions, & limitoient le pouvoir des nonces : non contents de cette précaution, après la tenue des diètes, on convoquoit des diétines de relation, où l'on examinoit si les nonces n'avoient pas outre passés leurs pouvoirs (2).

En France, sous la première race, la nation stipulant elle-même sur ses intérêts, n'avoit aucune précaution à prendre pour s'assurer que ses décrets seroient toujours l'expression de la volonté générale.

Sous la seconde race, consultée immédia-

(1) Voyez chapitre xxj de l'excellent ouvrage de M. Delolme, sur la constitution Angloise.

(2) Voyez essai politique sur la Pologne, imprimé à Varsovie, chez Psombka.

tement après la rédaction des loix , sa volonté seule leur imprimoit le caractère sacré d'une loi.

Sous la troisième , quand nos états généraux reparurent , s'établit aussi-tôt cette maxime salutaire , qui suppléoit à tout ; que nos députés aux états généraux n'y étoient que nos mandataires , & ne pouvoient statuer que d'après l'ordre positif de leurs commettans.

C'est par ces sages moyens que chaque nation , forcée de se faire représenter , a diminué les inconvénients de ce malheur , en s'assurant que ceux qu'elle honore de son choix pour la défendre , ne pourront en aucun cas trahir sa confiance.

En 1576. Bodin eut l'honneur de fortifier cette doctrine nationale par ses exemples.

En 1560. Et avant lui , les états d'Orléans ne voulurent jamais s'en écarter : il est peu de point de droit aussi bien établi , mais il n'en est aucun dont on doive parler davantage.

Si les rois , comme je n'en doute pas , veulent de bonne foi , l'aveu & le concours de la nation , cette grande vérité doit leur plaire.

Mais , s'il avoit jamais existé des ministres pervers , qui eussent désiré des états généraux , pour en faire une arme contre le peuple , pour y acheter d'iniques décrets ; s'il y en a jamais eu qui aient compté qu'il suffisoit de former , s'il se pouvoit , une assemblée de traîtres , pour enchaîner à jamais la nation , ils auroient été déçus de leurs espérances. Nos peres connurent aussi les projets destructeurs des ennemis

de la liberté , (les mauvais ministres furent de tous les siècles) & ils éleverent un rempart inaccessible à leurs attentats.

Que ne puis-je armer ma plume des traits de la plus sublime éloquence , pour graver dans le cœur de tous mes concitoyens , en caractères ineffaçables, la beauté , l'utilité de cet ordre si sage , établi par nos pères , qui garantit à jamais la nation de toute surprise , qui donne aux décrets des états , la majesté de la volonté souveraine du peuple ; qui fait enfin qu'en écoutant chacun de ses membres , on doit se dire : ce n'est point tel ou tel homme qui parle , c'est le peuple qui s'exprime par son organe , qui éteint jusqu'au désir de corrompre , en montrant l'inutilité de la corruption ! Que ne puis-je faire sentir à tous , comme je le sens moi-même , l'excellence de ce principe , digne de l'éternelle sagesse , qui conservera la patrie dans tous les temps , & qu'au péril de notre existence , s'il le falloit , nous devons défendre jusqu'au tombeau ! Il y a peu de jours que je prévoyois combien d'efforts on feroit pour nous en éloigner , je n'ai plus cette crainte ; mais alors même j'espérois que , malgré tous les efforts , nous nous y attachions avec la constance qui unit le matelot éperdu , à la planche salutaire qui le soutient sur les abîmes.

On auroit voulu nous en éloigner ,... mais tout est permis pour le soutenir ; il s'agit de nos biens , de nos vies , de nos libertés ; il faudroit mourir plutôt que d'abandonner ce

principe , car il est impossible de vivre libre sans le conserver. Ah ! si jamais il étoit attaqué , c'est alors que tous , nobles , clergé , peuple , tous doivent se réunir , protester , réclamer nos droits , & ne jamais se séparer que ce salutaire principe n'ait triomphé des traîtres qui voudroient le détruire.

En ce même siècle où s'établissoient les formes despotiques des lits de justice , ce principe conservateur recevoit la sanction des états généraux. Il est donc une Providence ! sachons nous prévaloir de ses bienfaits.

Les états généraux de 1412 n'ont laissé que de légères traces de leur existence.

Le ciel mit un terme aux maux de Charles VI. Il descendit au tombeau , plaint de tous ses sujets : il avoit été trop malheureux pour pouvoir être haï ; & le peuple , quoique misérable , fait toujours être juste envers ses rois.

Il est une vérité dans l'ordre politique , dont les plus terribles conséquences ont toujours démontré l'importance , & que les peuples ont toujours été enclins à oublier.

La défiance des changements dans l'ordre établi , & la rigueur à repousser les innovations proposées par celui qui désire le pouvoir absolu , telles doivent être les sauvegardes de la liberté publique ; elle s'est toujours perdue , parce que la confiance , l'espece d'idolâtrie du peuple pour les rois , dont il croit être aimé , l'ont toujours entraîné bien au-delà des bornes de la prudence.

Ces défauts tiennent à de grandes vertus. Le peuple le plus libre , le plus fier , est aisément séduit par la bienveillance ; & tandis que souvent ses oppresseurs sont guidés par une politique froide , impitoyable , il se laisse égarer par les charmes décevants des sentimens d'attachement qu'on lui témoigne.

Telles furent les erreurs qui abusèrent nos aïeux sous Charles VII : elles furent d'autant plus irrésistibles que ce roi avoit réellement de grandes qualités ; cependant leurs suites furent horribles , c'est à ce siècle que nous devons reprocher d'avoir forgé les premiers anneaux de la longue & lourde chaîne qui nous accable.

De longues guerres avoient nécessité la levée d'une milice nombreuse ; cette milice étoit indisciplinée par goût , & peut-être parce qu'on désiroit qu'elle le fût , afin que ces excès lassassent les peuples. Quand effectivement il en fut excédé , on lui proposa d'établir des compagnies , soumises à une discipline sévère , toujours prêtes à repousser l'ennemi , & dont la permanence laisseroit au citoyen la libre & perpétuelle jouissance de ses foyers.

Il falloit une paye assurée à des troupes toujours existantes , les états de 1439 la consentirent (1).

(1) Jean Chartier , auteur de la chronique de saint Denis , est , je crois , le seul qui nous laisse quelques détails sur ces états.

Boulainvilliers croit peut-être , d'après lui , qu'i

C'est de cet établissement que sortirent bientôt tous les soutiens de la tyrannie.

Les historiens, en déplorant cette fatale erreur, chargent la mémoire de Charles VII du crime d'avoir aggravé à jamais le sort des peuples.

Comm. liv.
6, chap. 7.

« Il chargea son ame, & celle de ses successeurs, dit un auteur contemporain, & mit une terrible plaie sur ce royaume qui long-temps saignera : aussi ne faut s'esbahir, s'il pensoit n'être point bien voulu, & s'il avoit grand peur en cette chose ».

Sans doute l'ame tendre & douce de Charles VII, prévint avant sa mort quel horrible usage le pouvoir absolu devoit faire un jour de cette milice, étrangère aux citoyens, qui soudoyée par des impôts, seroit toujours disposée à soutenir le pouvoir qui voudroit les augmenter.

En ce siècle même, il n'est aucune sorte d'oppression qui n'ait sa base dans cet établissement déplorable, qui produisit pour nous tous les maux à la fois.

consentirent à l'impôt nécessaire au paiement des troupes.

Le judicieux, le savant Coquille assure que Louis XI fut le premier qui augmenta la taille sans le consentement des états.

Ces autorités m'ont entraîné à me ranger à cette opinion : il me semble que le crime national d'avoir imposé la nation sans son aveu, convient à Louis XI ; on peut le lui imputer, il n'en est aucun qu'il n'ait commis.

Mais aussi il falloit, n'en doutons pas, qu'à cette époque les François eussent perdu tout sentiment généreux, il falloit que l'amour de la liberté fût éteint dans toutes les ames, & que les malheurs des guerres les plus désastreuses, eussent flétri tous les courages & éteint toute prévoyance.

Quoi ! nos peres ne sentirent pas que des bras qui renoncent à défendre eux-mêmes la république, sont faits pour porter des chaînes ; que ces chaînes, forgées par le despotisme, sont toujours rivées par les soldats qui, étrangers au peuple dont ils boivent le sang, semblables à ces animaux farouches & féroces, ne connoissent que la main qui les nourrit, & à son geste, dévorent, attaquent, déchirent leurs victimes.

Charles VII fut le plus malheureux des hommes ; il mesura ses jours par ses tourments. Dans son enfance, il ne trouva que des ennemis cruels dans les auteurs de sa vie ; sur son déclin il reconnut un assassin dans son fils ; il nourrissoit des regrets & des remords dans son ame. Il n'abusa cependant jamais du pouvoir absolu dont il jetoit les fondements ; mais le ciel, dans sa justice, ne voulut pas laisser un tel crime impuni, il ne voulut pas embellir l'existence de celui dont les projets devoient un jour faire répandre tant de pleurs.

Charles VII fut regretté : le peuple versa pour lui des larmes sinceres, tant il est vrai que la clémence est la vertu de ce peuple tant calomnié, tant persécuté ; & aujourd'hui

même que tous nos fléaux datent de ce regne, ils n'ont pu flétrir la mémoire de ce prince, premier fauteur du despotisme, mais qui n'en abusa jamais.

Ses torts envers la nation furent réels, mais ce furent ceux des Trajans & des Titus : ils laissèrent à leurs successeurs un pouvoir qu'ils n'avoient pas borné, & se crurent quittes envers la postérité par l'usage qu'ils en avoient fait. Ils se sont trompés, le despotisme est semblable à ces poisons actifs & terribles, qui amènent aussi-tôt la mort sur leurs victimes ; en d'habiles mains, ils perdent de leur funeste véhémence, ils ne donnent qu'une mort lente & douce, mais ils ne changent pas de principe, & leurs éléments recèlent toujours la douleur & le trépas.

Combien nos ancêtres éprouverent cette vérité cruelle, quand à la mort de Charles VII, l'effroyable Louis XI, les mains teintes de sang, s'empara du sceptre que bientôt il changea en poignard !

Un Tacite a manqué à ce nouveau Néron ; le ciel dans sa colere voulut que Néron ressuscitât pour nous, mais Tacite, le génie de Tacite n'exista que pour les Romains.

Ainsi qu'il est dans la nature d'effroyables repaires, où la corruption de tous les éléments n'enfante que des poisons, de même le cœur de Louis XI engendroit & ne nourrissoit que des vices.

Non, il n'est point étranger à notre objet de nous arrêter sur le regne de cet homme affreux :

affreux : il semble que tous les forfaits furent couronnés en sa personne ; & si son regne épouvantable ne s'est plus renouvelé , ses maximes vivent encore ; c'est son cœur qui n'a plus reparu.

C'est de son regne que sont nés ces principes tyranniques d'une puissance passive ; c'est de son regne qu'est née cette soif du pouvoir qui ne demande que des esclaves ; c'est à cette époque que s'est établie cette différence entre l'intérêt du roi & l'intérêt des peuples , qui rendit si long temps l'un oppresseur , & l'autre victime ; alors aussi naquit cette perpétuelle défiance de la part d'un peuple toujours trahi envers ce qui émane du trône , défiance que les regnes de Louis XII & de Henri IV sembloient avoir éteinte , mais qui n'a jamais été que calmée , & que l'on a vu reparoître en plusieurs occurrences.

Il semble que tant de maux n'ont pu être produit par un regne de quelques années ; mais qu'on réfléchisse que ce regne étoit enfin l'époque où l'imprévoyante politique de Louis le Gros étoit couronnée d'un plein succès. Sous la seconde race , on avoit rendu les seigneurs puissants pour asservir les peuples ; sous la troisième , on délivra les peuples pour établir le pouvoir absolu.

Pour développer le despotisme avec toute son énergie , il falloit réunir au caractère d'un tyran , le cœur d'un scélérat , & le ciel anima Louis XI , pour réunir tous les vices en un seul individu.

Déjà sur les débris de nos libertés , s'élevoit la Bastille. Louis XI en fit l'asile de ses victimes. En fixant ce sombre & vaste cachot du despotisme , chaque François peut se dire quand nos peres furent asservis , voilà la prison qu'éleva leur tyran.

Ce fut sous ces murs que les enfans du duc de Nemours , après avoir vu couler sur leur tête le sang de leur pere , attendirent leur supplice dans des cachots dont la demeure étoit un tourment.

C'étoit de ces cachots que conduit devant Lhuiller , gouverneur de la Bastille , on leur faisoit subir périodiquement un châtiment honneux (1).

Louis XI enfermoit à la Bastille ceux qu'il vouloit égorger un jour avec le glaive des loix ; car , par un crime inexpiable , ce monstre avoit armé la justice d'un poignard.

Mais au Plessis-les-Tours , où il avoit établi sa demeure , il enchaînoit ceux qu'il réservoir à des tourmens plus obscurs : c'est là que son bourreau étoit son meilleur ami , celui qu'il nommoit son compere ; il étoit à la fois le juge des prisonniers ; & leur exécuteur.

Les cachots étoient sous sa chambre : ainsi cet abominable mortel , dans les jours de sa vieillesse , où la terreur des vengeances de Dieu avoit amolli son ame de bronze , voyoit

(1) On leur attachoit tous les mois une dent devant le gouverneur de la prison , après les avoir fouettés , sans doute pour obéir aux lettres de cachet de Louis XI.

sous ses pieds le désespoir & les douleurs , autour de lui la trahison , la terreur , la haine , & sur sa tête l'implacable colere du ciel.

C'est au milieu de ces divers supplices , qu'il termina son exécration vie.

Ses forfaits sont devenus le domaine de l'histoire , mais ses frayeurs , mais ses angoisses , mais ses malheurs sont notre bien , notre consolation : si ce tyran n'eût été malheureux , il seroit excusable d'être athée ; mais le juste ciel accumula dans son ame plus de supplices qu'il n'eut jamais de bourreaux.

Ce qui imprima sur les hommes de ce siècle une stérilisation ineffaçable , c'est que ce monstre trouva des François qui se tinrent honorés de devenir les ministres de ses cruautés. Lhuillier fut gouverneur de la Bastille.

Quel est donc l'ascendant du despotisme , si , sous un pareil prince , il s'est trouvé un homme qui ait accepté la place de gouverneur de la Bastille ? Une place dont la justice n'eût pu contraindre le bourreau à se fouiller , devint le partage d'un citoyen ! oui , je le répète , le bourreau eût pu , & il eût dû la refuser , car il n'est que le bras nécessaire des loix ; il ne frappe que lorsqu'elles l'ordonnent , & jamais la justice n'eût pu avilir & déshonorer le bourreau plus qu'il ne l'est , en le forçant de devenir l'instrument des volontés de Louis XI.

Ce roi assembla les états généraux en 1468 , ils soutinrent les vrais principes en s'opposant au démembrement de la monarchie , mais ce

fut-là tout le bien qu'ils opérèrent ; ils étoient un objet d'effroi pour le tyran qui se hâta de les dissoudre (1).

Sous ce regne pervers , les impôts furent arbitrairement établis , les citoyens enfermés , égorgés , toutes les propriétés violées ; mais le ciel qui se plaît à forcer quelquefois le vice à rendre hommage à la justice , & qui fait même de cet hommage arraché par la nécessité , un de ses tourments , voulut que ce fléau des François reconnût & établît l'inamovibilité des magistrats , & cet édit (2) réclamé & sanctionné par les états généraux de Tours , est devenu un des remparts de la justice & de la liberté.

Tout fut bizarre en Louis XI. Cet homme affreux qui , sur la fin de sa vie , se nourrissoit de sang humain (3) , & qui n'avoit pas prévu que le sang de l'innocence devoit être le poison du crime , fut une fois accessible aux prières , & son ame cadavereuse fut touchée à la voix suppliante , mais fière de la justice. Il avoit promulgué d'injustes édits , ils furent rejetés par le parlement ; il menaça les juges de la mort , s'ils n'obéissoient ; ils eurent la gloire

(1) Du Tillet nous a conservé un détail fort exact du cérémonial de cette assemblée.

(2) Edit du 21 octobre 1467.

(3) Robert Gaguin , général de l'ordre des trinitaires , qui parle de ce roi , & qui vivoit sous son successeur , dit , chap. 33 : « humano sanguine quem ex » aliquot infantibus sumptum hausit salutem compa- » rare vehementer optabat. »

de préférer la mort, & vinrent la demander au tyran : leur intrépidité l'étonna , il retira ses édits..... A sa mort , qui n'eût cru nos libertés anéanties ? Les états furent aussi-tôt assemblés.

Il est des ames qui se roidissent contre les revers, & qui , pour ainsi dire , se trempent dans l'adversité : il se trouva quelques ames de cette force , en 1483 , sous son successeur. Aussi les états de Tours sont-ils les plus mémorables de notre histoire.

L'excellente constitution que nous tenons de nos peres , triompha du regne de Louis XI , & nous rendit tous nos droits sous son successeur.

Il s'agissoit , en 1484 , de conférer la régence , de consolider les impôts illégalement établis par le tyran Louis XI , d'en'ajouter de nouveaux encore , pour subvenir aux dépenses publiques. Ce fut pour statuer sur tous ces objets essentiels , que la nation fut convoquée.

Sous la verge du despote avoient , ainsi que je l'ai dit , vécu de mâles courages , qui n'attendoient que le bienfait de sa mort pour reparaître avec énergie.

Quand la tombe eut reçu ce roi d'exécration mémoire , les états furent assemblés ; & , fideles aux principes de la constitution , ils se ressaisirent aussi-tôt de tous les pouvoirs. Le verbal de ces états si intéressants , a été rédigé par un homme qui eut l'honneur d'y défendre , avec le courage de la liberté , les droits de sa patrie.

L'illustre Maffelin nous a laissé l'histoire de ces états, c'étoient des trophées qu'il élevoit à sa gloire.

Nous voyons dans ce verbal si précieux, que la nation demande à son roi, avec instance, de se faire sacrer au plutôt; c'est qu'alors le sacre n'étoit pas regardé comme une vaine cérémonie, comme une pantomime inutile. Ce n'est qu'en 1500 que s'établit la maxime, que le sacre des rois étoit inutile pour assurer leur puissance. L'arrêt du parlement de 1498, qui autorise Louis XII à intimer les actes de son nom de roi, quoique signé avant son sacre, nous prouve que le sacre des rois étoit réellement une cérémonie nationale. En effet, elle ne seroit qu'un acte de piété, si l'onction sacrée en faisoit l'essence: mais c'est le serment prêté par le roi, de respecter nos loix & nos privilèges, qui fait du couronnement une cérémonie nationale; c'est l'aveu du peuple, réquis expressément avant de poser la couronne sur la tête du roi, qui en ce jour, pour la première & dernière fois, lui rappelle son devoir & nos droits.

Les états généraux de 1484 envisagerent le sacre des rois sous cet aspect, quand ils ordonnerent que le roi fût incessamment sacré.

Ils diviserent leurs cahiers en cahier de justice, finance, commerce, législation: leur pouvoir & leur prévoyance s'étendirent à tout.

Ils ordonnerent le rétablissement de la pragmatique , ouvrage de Charles VII , détruite par Louis XI , qui sans doute auroit été fâché qu'il lui restât ce seul crime à commettre envers la nation.

Nous pouvons juger de l'utilité de cette loi par les regrets & les constantes réclamations des états généraux & de nos parlements ; mais sur-tout par les mauvais choix que souvent ont fait les ministres des rois.

En voyant ceux qui les condamnent , je ne me dissimule pas ceux qui les justifient.

Mais pour un archevêque d'Arles , un évêque de Blois , un évêque de l'Esca , quelle foule d'indignes sujets ont déshonoré l'église , & justifié les vives réclamations des états , pour le rétablissement de la pragmatique !

Déjà l'état des gens de guerre , devenu la profession des stipendiaires , nécessita l'animadversion des états généraux. Ils n'existoient que depuis Charles VII , & les états de Tours disoient : « Et fait à noter & à piteusement » considérer la rigueur & iniquité en quoi » est traité le peuple : car les gens de guerre » sont soudoyés pour le défendre de l'oppression , & ce sont eux qui l'oppriment ; il » faut que les laboureurs paient & soudoient » ceux qui le frappent , qui lui ôtent sa subsistance , & cependant les gages sont baillés » aux gens de guerre pour les préserver & » *garder des loix.* »

C'est en ces termes que les états de 1484 se plaignoient des violences militaires : ils se plaignoient ! & cependant ils n'avoient pas vu le temple des loix..... Mais il est des souvenirs qu'il faut étouffer ; ils flétriroient l'espoir qui cherche à renaître, & que l'éloignement de nos ennemis & le caractère du prince doivent sans cesse fortifier.

Les décrets des états statuerent sur l'ordre judiciaire ; ils entrèrent à cet égard dans tous les détails, & crurent couronner leur ouvrage en établissant une loi fondamentale que de sacrilèges mains devoient un jour essayer de renverser.

« Il semble aux états, dirent-ils, raisonnable chose, qu'en suivant les ordonnances (1) sur ce faites, qu'un magistrat, en exerçant son office, soit assuré de son état & de sa vie, & être continué en icelui ; & s'il ne fait faute, il ne doit être débouté & désappointé, sans sur ce être oui en justice ; car autrement il ne seroit si hardi à garder & défendre les droits du roi. »

Après avoir fait de l'inamovibilité des magistrats une loi fondamentale, & avoir donné ainsi à ce corps la dernière sanction qui en

(1) Avant l'édit de 1467, plusieurs autres avoient ordonné l'inamovibilité des charges de magistrature.

Voyez Fontanon, tom' 11, pag. 555 : il rapporte deux ordonnances semblables, l'une de Philippe de Valois, en 1341, l'autre de Charles VII, en 1433.

faisoit un corps national, ils requirent expressément la publication des ordonnances & « la vérification libre des parlements en cha- » que contrée, suivant les us & coutumes des » pays. »

Ils firent des réglemens pour le commerce, & enfin ils terminèrent leurs travaux en accordant un subside ; mais avec cette clause remarquable :

« Lefdits états n'entendent que doréna- » vant on mette sus aucune somme de de- » niers sans les appeller, & que ce soit à » leur vouloir & consentement, en gardant » les privileges & libertés de ce royaume , » & que les nouvelletés, griefs & mauvaises » introductions qui ont été faites, soient répa- » rées. »

Quelle gloire pour le nom François, que de retrouver, après la tyrannie de Louis XI, autant de vertus & de courage dans les représentans de la nation ! Qui ne doit croire, après ce cruel essai, que son génie est immortel ; & que, frappé par le despotisme, il a pu se courber, mais non s'anéantir ?

On vit à cette mémorable assemblée, des particuliers rappeler à la nation ses imprescriptibles droits, en recourant à elle comme à la source de toute justice & de toute autorité.

On y vit des particuliers, frappés longtemps par le tyran Louis XI, réclamer la justice de la nation. Le comte de Croui, les infortunés d'Armagnac & Nemours, le duc

de Lorraine demanderent justice , & l'obtinrent.

Les états de 1484 exercerent donc tous les droits de la nation : & auroient-ils pu les méconnoître , quand , au milieu de cette auguste assemblée , s'élevoit la voix de ce généreux citoyen , qui disoit aux fauteurs du despotisme :

Philipopot,
député des
états de
Bourgogne.

« Lorsque les hommes commencerent à
» former des sociétés , ils élurent pour maître
» ceux de leurs égaux qu'ils regarderent
» comme les plus éclairés & les plus in-
» tegres ; en un mot , ceux qui par leurs
» qualités personnelles pouvoient procurer
» de plus grands avantages à la société naîs-
» sante. Ceux qui après leur élection ne son-
» gerent qu'à s'enrichir aux dépens de leurs
» sujets , ne furent point regardés comme de
» véritables pasteurs , mais comme des loups
» ravissans ; & ceux qui , sans attendre l'élec-
» tion , s'emparerent de l'autorité suprême ,
» ne furent point réputés des rois , mais des
» tyrans. Il importe extrêmement au peuple
» quel est celui qui le gouverne , puisque
» du caractère de ce seul homme dépend
» le bonheur ou le malheur de toute la so-
» ciété. Appliquons maintenant ces principes
» généraux. S'il s'élève quelque contestation
» par rapport à la succession au trône ou à
» la régence , à qui appartient-il de la dé-
» cider , sinon à ce même peuple qui a
» d'abord élu ses rois , qui leur a conféré
» toute l'autorité dont ils se trouvent revêtus ,

» & en qui réside foncièrement la souveraine
 » puissance ? Car un état, ou un gouverne-
 » ment quelconque, est la chose publique,
 » & la chose publique est la chose du peu-
 » ple : quand je dis le peuple, j'entends par-
 » ler de la collection ou de la totalité des
 » citoyens ; & dans cette totalité sont com-
 » pris les princes du sang eux-mêmes,
 » comme chefs de l'ordre de la noblesse.
 » Vous donc qui êtes les représentants du
 » peuple, & obligés par serment de défen-
 » dre ses droits, pourriez vous encore dou-
 » ter que ce ne soit à vous de régler l'admi-
 » nistration & la forme du conseil?... Lors-
 » qu'après la mort de Philippe-le-Bel, il
 » s'éleva une dispute entre Philippe de Valois
 » & Edouard, roi d'Angleterre, par rapport
 » à la succession à la couronne, les deux
 » contendants se soumirent, comme ils le
 » devoient, à la décision des états-généraux,
 » qui prononcèrent en faveur de Philippe.
 » Or, si dans cette occasion les états ont pu
 » légitimement disposer de la couronne,
 » comment leur contesteroit-on le droit de
 » pourvoir à l'administration & à la ré-
 » gence?... Et vous qui conservez encore
 » des cœurs François, ne souffrez pas que la
 » nation vous accuse d'avoir trahi sa con-
 » fiance, & qu'un jour la postérité vous re-
 » proche de ne lui avoir pas transmis le dépôt
 » de la liberté publique, tel que vous l'aviez
 » reçu de vos pères. Sauvez vos noms de cet
 » opprobre. »...

Maffelin, qui nous a conservé dans le procès-verbal de cette assemblée ce discours qu'on croiroit dicté par le génie de Démosthènes, ajouta lui-même à la gloire de cette assemblée, en apprenant au roi que les états lui avoient accordé un subside; il lui disoit :

Verbal de
Maffelin.
Histoire de
France.

« Continuez, prince auguste, à marcher
» dans la voie du conseil; mais défiez-vous
» d'une espece meurtrière de conseillers qui
» assiegent l'oreille des princes, & qui creu-
» sent un précipice sous leurs pas. Ils vous
» diront qu'un roi peut tout; qu'il ne se
» trompe jamais; que sa volonté est la règle
» suprême de la justice: monstres dévoués à
» l'exécration publique, ce sont eux qui &....
» mettent les offices de la judicature à l'en-
» can, & qui font un odieux trafic de l'au-
» guste emploi de rendre la justice. Exter-
» minez promptement ces hommes conta-
» gieux, sans quoi ils gâteront non-seu-
» lement votre cœur; mais ils infecteront
» votre cour & le corps entier de la na-
» tion. »

Si cet orateur ressuscitoit aujourd'hui, formeroit-il d'autres vœux?

L'étude de l'histoire & l'adversité devoient former pour notre patrie le meilleur roi qui ait jamais régné sur la France.

Le cœur de Louis XII s'éprit, à la lecture de la vie du divin Trajan, de l'amour de ces grandes & douces vertus qui, nourries dans le cœur des rois, ramènent sur la terre ces jours

de félicité & de paix ; que fans eux on croiroit n'avoir jamais existé que dans les cœurs trop sensibles qui nous en tracerent des peintures si décevantes.

Quel roi que Louis XII ! Trois siècles écoulés n'ont pu tarir les pleurs que sa mémoire honorée fait répandre. Dans les jours sanglants destinés au despotisme , le citoyen désolé charme ses douleurs en lisant la vie de cet homme juste & bon. La félicité dont jouirent ses peres lui fait oublier sa misère ; & telle est l'influence d'un bon roi qui aime véritablement son peuple, qu'il regne encore sur les générations qui lui succèdent. Par trait de temps il devient le roi de tous les pays & de tous les siècles. L'amour se change en culte. En adorant ses vertus, on oublie les vices de ses successeurs ; & ces courts instans d'une illusion céleste, répandent sur la vie des charmes qu'il n'appartient pas à tous les cœurs de connoître, mais qui font goûter à ceux qui savent se nourrir de ces douces pensées, le bonheur le plus pur, parce qu'il ne dépend pas des tyrans de nous le ravir.

Celui-là voulut le bonheur du peuple ; celui-là le chérit jusqu'à son dernier soupir ; celui-là n'éprouva jamais de plus constante passion que celle qui est l'attribut de la Divinité même, celle de répandre le contentement & la félicité dans tous les cœurs.

Quel moment aussi que celui dont le ciel

voulut embellir la vie de ce bon roi, lorsqu'il parut au milieu des états généraux convoqués par son ordre en 1506 !

Ceux-là ne nous fournissent aucune preuve de l'exercice du pouvoir législatif d'une nation. Eh ! grands dieux ! qui eût osé imposer à ce noble cœur d'autres loix que ses penchans ?

Nos fortunés aïeux réunis autour du trône de leur roi, ne furent que le bénir & l'adorer : le lieu qui les réunissoit devint un temple, au moment que le Dieu des François y parut.

C'est alors que l'orateur des états, prosterné devant son trône ; lui dit : « Sire ,
 » les états généraux, qui jusqu'à ce moment
 » n'ont présenté à vos prédécesseurs que des
 » griefs à redresser, & les justes plaintes du
 » peuple, m'ordonnent de dire à votre majesté
 » qu'ils n'ont à lui offrir que des actions de
 » grace.

» Le bonheur de tous est devenu l'ouvrage
 » d'un seul ; c'est à vous, Sire, que tous vos
 » sujets doivent celui dont ils jouissent : cha-
 » cune de vos actions fut pour eux un bien-
 » fait. Prosternés aux pieds de l'Etre suprême,
 » ils n'ont qu'un seul vœu à former,
 » en lui demandant la conservation de vos
 » jours : telle est la faveur qu'ils vont implorer
 » dans les temples du Seigneur, qui ne ser-
 » vent plus désormais d'asiles à l'infortune,
 » parce que sous votre empire il n'est plus
 » d'infortunés.

» Le vœu unanime des états généraux, or-
 » ganes immédiates de la volonté du peuple,
 » vous offre un titre qui, depuis long-temps,
 » vous est donné sous le toit même de l'indi-
 » gence : soyez le pere de ce peuple dont
 » vous êtes le roi, de ce peuple que vous
 » rendez si heureux : les états généraux vous
 » déferent par ma voix le titre de pere du
 » peuple ; il leur reste un vœu à former ,
 » c'est de voir naître de vous un fils qui vous
 » ressemble ; & si ce bonheur doit leur être
 » refusé, ils demandent que la fille unique de
 » leur roi soit accordée au prince qui doit lui
 » succéder. »

Les pleurs interrompirent plus d'une fois l'orateur ; les cris de joie de l'assemblée, ses transports l'empêchoient de poursuivre : le bon roi attendri ne pouvoit répondre, il jouissoit du bonheur le plus pur qui exista jamais sur la terre.

Il sentoit bien que la flatterie n'avoit pas dicté de pareils discours ; il sentoit qu'il lui étoit dû, qu'il l'avoit mérité, ce titre aimable dont les états l'honoroient.

Son chancelier l'accepta pour lui, remercia le peuple, & les états se séparèrent.

Voilà l'unique fois que nos états ont eu à récompenser, par un titre plus beau sans doute que celui de roi, les vertus du prince ; Henri IV ne les ayant pas convoqués.

Cet excellent prince mourut : le bonheur sans terme est le partage d'une autre patrie ; celui des François finit avec Louis XII.

Jamais prince ne fit répandre à sa mort des larmes si sinceres. Tous ses sujets perdoient un pere, un ami. Quand, en lisant cette précieuse histoire, on arrive à l'instant où Louis cesse de vivre, quels déchirements on éprouve en voyant les témoignages si touchants d'une douleur que le temps ne put adoucir ! Ceux qui apprenoient sa mort au peuple, s'écrioient en parcourant les rues de Paris : *Le bon roi Louis, le pere du peuple, est mort !* & cette ville immense, animée d'un même sentiment, frappée d'une même douleur, ne répondoit à ces lugubres accents, que par des cris de désespoir.

Il fut impossible de prononcer son oraison funebre ; les sanglots étouffoient l'orateur ; & le peuple, convaincu de l'excellence de celui qu'il pleuroit par la véhémence même de ses regrets, ne pouvoit encore souffrir de l'entendre nommer.

Danthon,
Saint-Gelais,
Seissel, édi-
tion de Go-
defroi, 1622.

Ses historiens sans art, sans talent, sans sensibilité, n'ont pu cependant écrire une si belle vie, sans éprouver l'influence de son ame : elle échauffe la leur ; ils s'animent malgré eux ; on sent que leurs pleurs ont baigné les pages de leur histoire : le temps n'a pu les sécher ; & chaque François, en y lisant la vie de ce grand roi, le cœur ému, presse le livre contre son sein, & croit y recevoir son dernier soupir.

Ses cendres reposent sans la vaine décoration d'un mausolée ; mais il est dans l'histoire & dans le cœur des François : dans les temps d'oppression,

d'oppression, de despotisme, de calamité publique, quelques citoyens vont arroser de leurs pleurs la pierre qui le couvre; voilà son mausolée! C'est sur la tombe des despotes qu'il faut élever des sarcophages; c'est là que, le ciseau à la main, il faut faire pleurer des marbres, afin que la flatterie & le mensonge pressent encore sur leurs cendres.

Je sens que je me suis bien étendu sur ce regne fortuné, mais je n'ai pu m'arrêter: il est unique dans notre histoire, & désormais nous n'avons que des regrets à lui donner. Si mon plan n'avoit uniquement pour objet que la suite des états généraux, je devrois m'occuper maintenant des états d'Orléans en 1560. En effet, François I ne convoqua à Cognac qu'une assemblée de notables, & les états généraux de Henri II se sont prévalus de tous les pouvoirs de la nation, mais ils n'ont rien statué de nouveau.

Un motif plus étendu m'anime: les états généraux furent les conservateurs de la république; mais il est essentiel de prouver que, pendant les longs intervalles qui malheureusement ont séparé ces assemblées, sous le despotisme du pouvoir arbitraire, se sont établies ces maximes funestes qui, par trait de temps, semblent être devenues des loix.

On sent le cœur s'indigner en les écoutant, mais leur antiquité semble les consacrer: on craint quelquefois que nos aïeux

n'aient eu la lâcheté de les établir, il faut les justifier.

C'est dans le seizième siècle que se sont propagées des maximes sans fondement, & qui nous couvriroient & de fers & de honte, si jamais elles avoient été des principes nationaux.

En ce siècle vivoit un jurisconsulte nommé Loyfel : qui croiroit que c'est lui, lui seul, qui a établi cette opinion inconsiderée autant que tyrannique, que : *si veut le roi, si veut la loi.*

Nul ne l'avoit pensé, nul n'avoit eu l'audace de l'écrire avant lui ; mais le despotisme habile à anéantir les droits des peuples, ne l'est pas moins à tirer de la poussière des principes pervers, quand ils servent à le soutenir. M. le président Henaut, placé à la cour du feu roi, protégé par la cour, a induit la nation en erreur, en opposant ce sentiment particulier d'un homme sans mission, à nos droits nationaux. S'il commit ce crime par ignorance, il est à plaindre ; si c'étoit avec connoissance de cause, il méritoit la mort.

Mais pour détruire ces bizarres appuis du despotisme, il faut en découvrir les fondemens, & en montrer les conséquences.

Ce principe mis en évidence par le seul Loyfel, sort du cloaque affreux de la plus basse flatterie & du plus effroyable despotisme.

Les instituts de Justinien, trouvés dans le onzieme siecle, exercerent bientôt la sagacité des jurisconsultes. Loysel les commenta, mais chacun les commenta avec son ame, & Loysel avoit l'ame d'un esclave. Il trouva dans le onzieme titre du livre premier des instituts, que la volonté du prince constituoit la loi : cette décision incroyable par son absurdité, émanoit du flatteur Ulpien, qui, commensal & ami de l'empereur Alexandre Sévere, avoit dit (1) :

« Ce qui plaît au prince a la force d'une loi. »

Il ajoutoit :

« Puisque, par la loi royale, le peuple l'a revêtu du pouvoir suprême. »

Mais il faut observer que cette loi royale n'a jamais existé : on donnoit ce nom à l'outrage fait aux loix par le sénat le plus vil ; car on appelloit loi royale, le décret du sénat qui dispensoit le prince d'obéir aux loix (2).

C'est donc de cette source empoisonnée qu'est sortie la maxime de Loysel, *si veut le roi, si veut la loi* ; il a la bassesse, il est vrai, de l'établir en principe, mais où l'a-t-il trouvé ?

(1) Dig. ff. liv. 1, tit. iv, de constitutionibus principum.

(2) Il faut absolument, si l'on veut être bien instruit à cet égard, lire les excellentes dissertations de Gronovius & de Noodt, traduites en François par Barbeyrac, & publiées par lui avec des notes meilleures encore & plus instructives que le texte. Edition 1731.

Quelle est celle de nos loix nationales qui l'établit ? Qu'on nous la montre si elle existe ; car s'il étoit vrai que nos aïeux eussent été assez vils pour la consentir, les états généraux doivent l'anéantir.

Elle n'exista jamais que dans les écrits de Loyseau ; c'est là que le pouvoir absolu l'a trouvée, & qu'aussi tôt il s'en est armé. Mais en suivant même le texte de la loi Romaine, il falloit que ce pouvoir de changer les fantaisies d'un homme en loix, fut accordé par le peuple (1) ; & peut on croire que jamais les François aient été assez avilis pour investir les rois d'un pareil droit ?

Si telle avoit jamais été notre loi fondamentale, elle nous auroit rendu aussi tôt notre indépendance ; car elle auroit dissous le pacte social, en établissant en France un despotisme plus cruel mille fois que le despotisme Ottoman.

On s'effraie beaucoup en France de ce pouvoir terrible ; mais en Turquie, il existe des loix immuables ; mais en Turquie, il existe un corps de magistrature, dont la décision établit si telle ou telle loi que veut promulguer le Grand Seigneur, est juste ou injuste ; mais en Turquie, la stabilité des institutions, toujours les mêmes depuis 1400, prouve qu'il y existe un pouvoir quelconque, qui ar-

(1) Voilà les mots de la loi : *ut pote cum lege regiã populus ei & in eum omne suum imperium & potestatem conferat.*

rête le pouvoir absolu , & empêche que tous les caprices des sultans n'y deviennent des loix.

Notre condition seroit pire mille fois que celle des Turcs , si la volonté seule des rois pouvoit former le code des loix : non , non , cela ne fut jamais , & les commentateurs de Loyfel lui même ont donné un autre sens à sa funeste doctrine (1). Qui croiroit , en apprenant que Loyfel étoit dévoué par état à l'étude des loix , qu'il eût ainsi irahi sa noble profession ? S'il est un corps respectable en France , c'est celui des avocats ; Loyfel fut un traître au milieu d'eux.

Bientôt , à côté de ce principe pervers de Loyfel , s'éleva cette prétention incroyable , soutenue toujours par les ministres , que les rois élus de Dieu pour régner , ne devoient

(1) Loyfel , en établissant , d'après Ulpien , sa dangereuse doctrine , eût bien dû nous apprendre quel fut l'esprit du siècle où elle fut publiée , quel fut le sort du prince sous qui elle fut connue , & du coupable qui se déshonora en la promulguant.

En ce siècle où le lâche Ulpien établissoit les maximes du pouvoir absolu , les militaires seuls soutenoient une puissance qui , renversant toutes les loix , ne pouvoit trouver l'appui du trône.

Mais les troupes , dans un mécontentement sans motif , poignardèrent Ulpien aux pieds de l'empereur , & l'empereur dans les bras de sa mère.

Voyez Dion , liv. lxxx , pag 1371 : vous y apprendrez les détails de l'assassinat d'Ulpien , & dans *Ælius Lampridius* ; & au vj liv. d'Héroclien , celui d'Alexandre , prince aimable , qui n'eut d'autre tort que d'éconter un ministre pervers qui vouloit le rendre absolu.

leur couronne qu'à lui: on en sent aisément les conséquences, mais on n'apperçoit pas aussi facilement quels sont les appuis d'une telle opinion: il falloit anéantir les histoires pour la faire à jamais prévaloir; il falloit faire mieux, il falloit priver les hommes de toute espèce d'entendement.

La qualité de roi par la grace de Dieu fut commune, dans les siècles précédents, aux évêques & aux princes; tout en ce monde se fait par la grace de Dieu. Ce mot prouve trop, ou il ne prouve rien: & l'esclave de l'infortuné Thamas (1), qui lui ravit, & le sceptre, & la vie, disoit aussi dans ses firmans, qu'il étoit roi de Perse par la grace de Dieu.

Ces absurdes mensonges nuisent au trône, & ne servent que les ministres; eux seuls sont intéressés à ne pas laisser discuter d'où émane une autorité dont ils abusent; mais le véritable intérêt des rois est d'établir leur autorité sur des bases indestructibles, & il n'en est de telles que celles qui reposent sur la volonté suprême des peuples.

Telles furent les erreurs qui germerent en ce siècle pour produire, sous le suivant, les maux qui ont comblé notre misère, & peut-être consommé notre ruine (2).

(1) Voyez les révolutions de Perse.

(2) Il est encore un fait que je ne puis taire: les ordonnances de nos rois se terminent toujours par ces mots: *car tel est notre plaisir*. Qui croiroit que cette

Les états généraux de 1560 étoient loin de s'affervir à ces humiliants principes ; mais ils avoient à lutter contre tous les genres de corruption & de perversité réunis dans le cœur & l'esprit de Catherine de Médicis. Forcée par les plus impérieuses circonstances d'assembler les états, elle les convoqua, avec le projet de les séduire & d'en obtenir la régence, des subsides & un pouvoir illimité. Un orage formidable grondoit sur le royaume. L'intolérance des rois, la duplicité de Catherine, amenèrent sur cet empire d'effroyables fléaux. Déjà la religion réformée étoit devenue celle d'une partie des François ; la politique voilée du nom de religion, cherchoit à la détruire ; & le peuple, victime de ces haines qu'on nourrissoit dans son sein, vit couler à torrent le sang des citoyens dans l'enceinte de nos cités.

Les états généraux de 1660 s'assemblerent sous d'effrayants auspices ; mais la conduite cauteleuse de la reine ne put ni les séduire ni les égarer.

A la première assemblée des états, se fit entendre le génie tutélaire de la patrie ; le

formule si humiliante pour un peuple, émane de ces mots, *talē est nostrum placitum*, qui jadis annonçoient que l'assemblée nationale avoit approuvé telle ou telle loi ? de telle sorte que ces mots cruels, *talē est nostre plaisir*, qui annoncent aujourd'hui la volonté absolue d'un maître, sont la corruption de ces mêmes mots qui, en un autre idiôme, étoient le témoignage de la puissance législative du peuple.

ciel voulut qu'au milieu de la plus perverse des cours, s'élevât le plus vertueux des hommes (1), afin qu'en ce temps, où la perfidie violoit toutes nos loix, le dépôt de notre antique législation reposât dans les mains de celui dont le cœur fut toujours leur sanctuaire.

Harangue
de L'hôpital,
hist. de
Thou, liv.
xxvij.

« Il ne faut point écouter, disoit-il aux
» états en 1560, ceux qui prétendent qu'il
» n'est pas de la dignité du roi d'assembler
» les états généraux. Y a-t il quelque chose
» de plus digne d'un roi que de rendre justice
» au peuple ? Et quand peut-il mieux la ren-
» dre, que lorsqu'il donne la facilité d'ex-
» poser publiquement les plaintes en un lieu
» où l'imposture & l'artifice ne peuvent se
» glisser ? . . .

» C'est dans ces assemblées que l'on instruit
» les rois de leurs devoirs ; . . . devoirs qui,
» par un abus effroyable, sont aujourd'hui
» négligés, parce que les rois ne voient &
» n'entendent que par les yeux & les oreilles

(1) Le chancelier de L'hôpital, pourquoi le déguiserions-nous ? ce grand homme, commit une faute : il osa violer la loi sacrée des enregistrements libres ; il s'expia par ses tregrets : au moment d'expirer, prêt à rendre compte à Dieu de sa vie entière, il n'y apperçut que cette tache, & il eut le courage de l'avouer ; avec magnanime, digne de sa grande ame ; avec précieux qui réparoit tellement son tort ; qu'il a servi à l'éloquent d'Eprémefnil pour établir cette loi qu'on vouloit enfreindre.

Voyez d'Argentré, tom. 2, pag. 452.

Maximes du droit François,

» des ministres ; ne se conduisent que par
 » le conseil des ministres ; & qu'entourés de
 » pieges qu'on leur tend de toute part, les
 » rois , destinés à conduire les autres , sont
 » eux-mêmes conduits & égarés par ceux qui
 » les environnent. »

Ce grand homme finissoit son discours en rendant cet hommage à nos droits nationaux.

« L'intention du roi est que chacun, sans
 » exception, expose ce qu'il croit être utile
 » au bien de l'état, & que ce qui sera réglé
 » de l'avis de tous les ordres, soit la loi de
 » l'état. »

Il faut encore ajouter cet éloge à la gloire du chancelier de L'hôpital. La plupart des loix qu'il publia furent rédigées d'après les décrets nationaux ; aussi sous les regnes les plus hon-teux furent promulguées ces loix augustes qui ne périront jamais , & auront la même durée que celle que le ciel a fixé à l'existence de l'empire.

Les états de 1560 rendirent plusieurs hommages à la loi sacrée, qui établit que nos représentants aux états généreux ne peuvent s'écarter un moment de leurs instructions , & qu'ils n'y sont que les mandataires des bailliages & sénéchaussées qui les députent.

Dès la première séance , ils représentèrent que leurs pouvoirs étoient annullés par la mort de François II, parce qu'ils avoient été donnés sous son regne , & qu'il n'existoit plus.

Cette difficulté étoit fondée en un sens ,

parce qu'il devoit être question de disposer de la régence ; & que les bailliages n'ayant pu prévoir cet événement , n'avoient donné à ce sujet aucun ordre à leurs représentants.

On fit valoir alors cette maxime que *le mort saisit le vif* ; c'est-à-dire , que le roi ne meurt point , parce que son successeur , en vertu de la loi de l'hérédité du trône , lui succède immédiatement.

Domat,
loix civiles,
liv. iv , pag.
261.

Cette application d'une loi coutumière , établie en France sur le fait des héritages , & adoptée par les pays régis par le droit Romain , ne devoit ni ne pouvoit s'appliquer à la succession héréditaire du trône ; elle n'y avoit pas plus de rapport que la fameuse loi salique. Mais ce fut toujours une sorte de fureur , de la part des ministres , de préférer d'établir les droits des rois , sur des loix obscures ; de les faire dériver de maximes inconnues , plutôt que de remonter aux principes nationaux. Les loix des états généraux qui avoient établi l'ordre de succession au trône , en le rendant héréditaire , établissoient conséquemment que le successeur héréditaire étoit reconnu roi , à l'instant où la mort avoit frappé son prédécesseur.

Ainsi les états de 1560 suivirent les vrais principes , quand ils continuèrent à traiter avec Charles IX , des objets sur lesquels ils avoient reçus les instructions de leurs commettants. Mais ils demanderent , avec raison , à être renvoyés dans leurs bailliages , pour y recevoir le pouvoir de statuer sur la régence.

Ces principes, qui étoient les conséquences de nos loix nationales, n'étoient pas ceux de Catherine de Médicis : elle se hâta de s'emparer de la régence, en publiant un règlement à ce sujet.

Aussi-tôt les états réclament nos droits : la noblesse exige que les états soient dissous, afin que les députés puissent consulter leurs commettants, & elle menaça les deux autres ordres de les dénoncer à la nation, s'ils outre-passoient leurs pouvoirs. La reine, pressée par l'évidence de leurs raisons & l'énergie de leur conduite, reconnut la vérité du principe : elle dit aux états, que députés par leurs bailliages, ils
 » devoient suivre leurs instructions, rédiger les
 » cahiers des plaintes de leurs commettants ;
 » qu'ils seroient ensuite les maîtres de demander une autre assemblée, pour statuer sur
 » les objets étrangers à leur pouvoir ».

Aussi-tôt elle employa toutes les ruses d'un esprit fécond dans l'art de semer des embûches, de diviser les intérêts, de fomenter des motifs de haine ; enfin elle chercha en cette occurrence, & pendant tout son regne, à consommer le malheur des peuples, afin de régner au moins sur des infortunés.

Les états de 1560 ne trahirent jamais les intérêts de la république.

Pressés d'accorder des subsides, les trois ordres répondirent : « qu'ils n'ont reçu des
 » procurations que pour délibérer sur le fait
 » de la religion, & non pour octroyer des
 » impôts ; qu'ils sont sans qualité pour con-

» traicter à cet égard aucune obligation ; que
 » tout ce qu'ils peuvent faire , fera de com-
 » muniquez à leurs bailliages les demandes
 » du roi ». Après avoir rendu cet hommage
 à la plus salutaire de nos loix , ils furent con-
 gédiés & ajournés à Melun.

Mais il est dit dans le verbal , qu'il fut établi
 par la reine ; que pour cette fois les bailliages
 ne feroient point d'élection ; que les gouver-
 nements seuls enverroient des députés , trois
 par gouvernement. Cette seule usurpation du
 pouvoir exécutif , sur le pouvoir national , ren-
 doit l'assemblée projetée nulle , illégale , in-
 compétente.

Il étoit aisé de prévoir qu'une reine avide
 d'obtenir la régence & des subsides , ayant déjà
 usurpé le pouvoir , mais dénuée des moyens
 de le soutenir , diminuoit le nombre des ré-
 présentans , pour pouvoir plus aisément les
 séduire , à moindre frais , s'il falloit les ache-
 ter ; avec moins de temps , s'il ne s'agissoit
 que de les corrompre par des promesses.

L'histoire nous offre peu de détails sur cet
 objet si intéressant pour nous , mais les dé-
 putés convoqués à Pontoise s'y rendirent en
 1561.

Leur conduite les rendoit dignes de l'hon-
 neur de représenter réellement la nation. Rien
 ne démentit en eux le caractère de vrais ci-
 toyens.

Ils accorderent la régence à la reine , & ils
 délibérèrent sur tous les objets de justice , de
 législation & d'impôts. Ils accorderent des se-

cours au roi , & statuerent un décret qui rendit un témoignage nouveau à l'antique forme de convocation enfreinte en cette occurrence.

« Ils décidèrent que lorsqu'un roi seroit incapable de régner par lui-même , le premier prince du sang convoqueroit la nation , sous peine d'être réputé traître envers l'état. Et qu'au bout de trois mois , s'il n'y avoit pas eu de convocation , *chaque bailliage & sénéchaussée* procéderaient aux choix des députés , qui s'assembleroient le 15 du quatrième mois à Paris ». Telle fut la conduite de l'assemblée de Pontoise.

Il est satisfaisant pour nous de voir que , malgré la corruption & l'art funeste de diviser tous les ordres de l'état , constamment employés par Catherine de Médicis , nos états généraux , remplis de troubles , déchirés par des haines diverses , se rallioient toujours autour de la constitution , & qu'ils n'eurent jamais qu'un vœu & un cœur quand il s'agit de l'affermir par leur décret.

Les états de Blois vont nous occuper , ils méritent bien toute notre attention.

Les malheurs effroyables occasionés par les guerres de religion , avoient ébranlé le trône , & inondé de sang les demeures des citoyens.

Ce furent de grandes calamités sans doute , que l'existence de ces haines inextinguibles , que fomentoit la diversité des opinions ; mais quand on réfléchit que la liberté est le premier des biens ; que le sacrifice de l'existence de quelques citoyens , est un mal dont il faut se

consoler, si cette perte a servi à conserver dans tous les cœurs les sentiments d'énergie qui n'échauffent que les âmes libres, je ne fais si on doit abhorrer les guerres que la différence des religions a suscitées en France.

Sans ces troubles salutaires qui vivoient toutes les âmes, élevoient les courages, le regne de Catherine de Médicis nous auroit plongés dans une léthargie mortelle; les poisons de cette âme corrompue eussent peut-être détruit en nous jusqu'au désir de la liberté.

Mais les funestes effets de sa politique corruptrice, furent balancés par la véhémence du fanatisme. Sans doute il produisit de grands maux, mais le mal qui lutte contre le pouvoir absolu, quel qu'il soit, devient un bien pour la nation; & telle est l'horreur qu'inspire le pouvoir arbitraire, qu'il nous force à regarder, avec moins d'effroi, ces temps de désolation qui servirent au moins à le repousser, & à fomenter, dans toutes les âmes, le noble sentiment du courage & l'amour de la liberté !

La religion protestante relevoit, par son principe de liberté, les âmes courbées sous une longue obéissance : le pouvoir de soumettre au tribunal de la raison, jusqu'au motif de la foi religieuse, nécessita bientôt l'examen des principes de l'obéissance passive, & par conséquent établit ceux de la liberté.

Je remarque, avec un sentiment de reconnaissance pour l'Etre Suprême, qu'en vain le pouvoir absolu a menacé la France. Le ciel voulut qu'il s'élevât toujours, à côté de lui, des

moyens de l'anéantir ; & l'effervescence produite par les guerres de religion du seizieme siecle , a conservé en France l'énergie & la liberté , sous le regne des princes les plus propres à les détruire.

Après les états de 1484 , il n'en existe pas de plus mémorables , & dont le souvenir doit nous être plus cher , que celui des états de Blois de 1576.

Jamais assemblée nationale ne mérita , à plus juste titre , les respects & l'amour de la nation qu'elle représentoit.

Il faut cependant en convenir , la gloire de cette assemblée fut souvent due au courage d'un seul homme.

Mais aussi , quelle puissance que celle d'un homme plein de courage & de vertu , appelé par le choix libre de ses concitoyens , à la défense des droits de la patrie , & les faisant valoir avec cette éloquence qui ne s'apprend pas , qui naît dans notre ame , s'y alimente de sa propre ardeur , & qui doit se déployer avec toute son énergie , devant une assemblée chargée de maintenir & de défendre la liberté de la nation !

Illustre Jean Bodin , tes ingrats contemporains ne surent pas honorer ton génie & tes vertus.

On élève des statues de bronze à des hommes de boue , & on laisse s'éteindre la mémoire du plus vertueux des François.

Mais aussi quels tributs d'éloges le malheur nous force à lui rendre , en ces temps où la ré-

publique penche vers sa ruine , son nom seul rappelle les vrais principes , & ses discours les revivifient : il est de la destinée de ces vertueux citoyens de servir la postérité par leurs exemples , comme ils servirent leurs siècles par leurs actions (1).

Les états généraux convoqués en 1576 , statuerent sur tous les objets ; ils s'occupèrent de tout ce qui peut intéresser une nation : on doit lire le verbal de ces états ; je dis plus , on ne peut s'en dispenser en ces moments d'orage où la liberté va renaître.

Je ne veux établir par les décrets de cette assemblée que trois vérités ; la première , qu'ils se reconnurent les maîtres absolus d'accorder ou refuser l'impôt , & qu'ils se crurent tellement asservis aux instructions contenues dans leurs cahiers , que jamais nul artifice ne put les éloigner de ce principe conservateur.

La seconde , qu'ils donnerent , ainsi que les précédents états , aux parlements des mandats qui les rendoient des corps nationaux , & devant compte à la nation de l'usage qu'ils feroient du pouvoir qu'elle leur confioit.

(1) Je n'ignore pas que Jean Bodin , dans son ouvrage intitulé de la république , ch. 7 du livre premier de la souveraineté , a avancé quelques principes erronés sur l'autorité des états généraux : cet ouvrage fut composé avant 1576 , puisque , suivant Baile , la première édition de cet écrit fut faite cette année. Appelé à défendre la nation , il prouva , par ses actions , qu'il s'étoit égaré dans ses premiers principes. Une erreur aussi utilement réparée n'est plus une faute.

La troisieme, qu'ils se garantissent d'un péril, prêt peut-être à se renouveler, celui de consentir à créer des commissions intermédiaires, revêtues d'une autorité quelconque. Ils prévirent aisément que ces sortes de commissions ne seroient bientôt qu'une assemblée d'esclaves & de traîtres, & une arme cruelle du despotisme.

Je n'ai que ces objets en vue, mais, je le répète, tout citoyen doit lire ce verbal & ne jamais l'oublier.

Le roi Henri III étoit comme tous les rois, plus empressé de recevoir des dons que des conseils.

Il proposa plusieurs formes d'impôts aux états généraux ; voici quelle fut la réponse du tiers état, qui devint aussi celle des deux autres ordres.

(1) « Mercredi matin, 16 janvier 1577, le
 » comte de Suze fut envoyé par le roi en
 » l'assemblée du tiers état, disant qu'il savoit
 » qu'il y en avoit quelques-uns qui préten-
 » doient que leurs charges & procurations
 » ne portoient aucun moyen pour secourir sa
 » majesté aux affaires urgentes qui se présen-
 » toient ; que le roi les exhortoit à examiner
 » mieux leur procuration, pour connoître si
 » elle n'aidoit à la nécessité des affaires du
 » roi ; non content de cette tentative, le mer-
 » credi 23 dudit mois, le roi manda en son
 » cabinet aucuns des députés du tiers état à

(1) Etats de Blois, au recueil des états de France.

» savoir à un de chacun des gouvernements ,
 » & leur fit entendre la nécessité de ses affaires ,
 » & leur proposa de supprimer tout
 » subside , aides & gabelles , moyennant un
 » octroi de 15 millions , qui se paieroit par
 » feu , le plus haut ne payant que 50 livres ,
 » & le plus petit que 12 deniers ; le lundi ,
 » 28 du même mois , il fut délibéré sur ces
 » propositions , & résolu par toute l'assemblée
 » qu'il seroit remontré au roi que les députés
 » n'avoient aucune charge de leurs commettants ,
 » de faire aucune offre. Le 30 janvier , le roi
 » renouvela ses tentatives ; Monsieur , frere du
 » roi vint , il demanda 2 millions de subside , &
 » 15 millions d'octroi ; il lui fut répondu sur le
 » sujet de 15 millions les mêmes choses qui
 » avoient été dites le 28 ; & au sujet des 2 millions ,
 » on lui dit que les commissions que le roi
 » avoit envoyées par les provinces pour assembler
 » les états généraux , étoient à deux fins , l'une
 » pour lui faire les plaintes & doléances qu'elles
 » aviseront , & l'autre pour regarder les moyens
 » d'acquitter le roi , sans qu'il fût rien parlé
 » des 2 millions , tellement que les dites provinces
 » n'avoient donné charge à leurs députés de faire
 » aucune offre. Le 2 février , la matière fut mise
 » en délibération , & les réponses furent les
 » mêmes ». Henri III , convaincu qu'il ne viendrait
 » jamais à bout de séduire les états & d'en obtenir
 » des secours qu'il ne dépendoit pas d'eux de lui
 » accorder , vint lui-même , le mercredi 20

février , proposer insidieusement aux états de consentir à l'aliénation de ses domaines , jusqu'à la concurrence de trois cents mille livres de revenu ; & il lui fut répondu , le 21 du même mois , « que l'on ne pouvoit consentir » l'aliénation du domaine à perpétuité pour » le tout , ni en partie , faute de puissance ». On voit que le 22 , des hommes vendus à la cour , chercherent à corrompre la fidélité de Bodin ; sa grande ame étoit à l'abri de pareils artifices. « Pour le faire déloger , est-il dit , » de cette assemblée qu'éclairoit son génie , » on engagea le roi à lui donner des marques » de disgrâce ». Mais Bodin pensoit comme tous les grands hommes , qui ne trouvent de faveur honorable que la bienveillance du peuple. Le 23 février , on revint à la charge pour l'aliénation des domaines ; le roi pria le tiers état de voir s'il étoit possible qu'il y consentît. « Hemar , qui avoit eu la main levée de ses » gages & 1200 livres de pension , employa » tous ses efforts pour prouver qu'ils devoient » autoriser le roi ; mais tous éprouverent l'influence des vertus de Bodin , & ils décidèrent qu'ils n'en avoient pas reçu le pouvoir ».

Est-il possible , je le demande à tout homme impartial , de constater d'une manière plus éclatante , & par des décrets plus solennels , que les députés des bailliages & sénéchaussées aux états généraux , ne peuvent , en aucune circonstance , s'écarter des pouvoirs contenus dans leurs cahiers ? Ce prin-

cipe national fut reconnu par Catherine de Médicis elle-même, dans le discours qu'elle prononça devant le roi, au sujet de cette assemblée, & que les mémoires du duc de Nevers nous ont conservé (1). Le roi même reconnut ce principe national dans son discours, à l'ouverture de l'assemblée des états de Blois (2). « Je crois, dit-il, qu'il n'y a » personne qui ne soit venu ici bien instruit, » & préparé pour satisfaire à tout ce que » j'ai demandé par mes commissions publiées » en chacune de mes provinces. »

Je ne me laisse pas d'ajouter sans cesse de nouveaux appuis à ce salutaire principe ; maintenant je crois qu'il ne nous reste plus rien à faire qu'à nous en prévaloir. Dans cette célèbre assemblée furent exposés les plus excellents principes de notre constitution. Les états généraux du royaume, en députant vers le roi de Navarre, développèrent dans les instructions de leurs députés nos principes nationaux au sujet des loix du royaume. Ils établirent leur différence avec les loix du roi. Ils honorèrent nos parlements d'un mandat qui les rendoit à l'avenir responsables à la nation, de l'usage qu'ils feroient de leur autorité. Il y a (3), disent les états, « cette » différence entre les loix du roi & les loix

(1) Discours d'état de M. de Nevers.

(2) Discours du roi Henri III à l'ouverture des états à Blois, de 1576. Recueil des états de France, p. 227.

(3) Mémoire de Nevers, première partie, pag. 448.

» du royaume , que celles-ci ne peuvent être
 » faites qu'en générale assemblée de tout le
 » royaume , avec le commun accord des
 » gens des trois états ; aussi ne peuvent-elles
 » être changées , ni innovées qu'avec l'accord
 » consentement des trois états. »

Après avoir expliqué avec autant de clarté que d'énergie , ce qui caractérise les loix fondamentales , ils ajoutaient au sujet des parlements (1). « Il faut que tout les édits soient » vérifiés & contrôlés ès cours des parlements , devant qu'ils obligent d'y obéir , » lesquelles , combien qu'elles ne soient qu'une » forme des trois états raccourcis au petit » pied , ont pouvoir de suspendre & modifier lesdits édits. » Tel fut l'honorable mandat qui , léguant à la magistrature le dépôt inviolable des loix , la soumit aux orages que devoit soulever & exciter le pouvoir arbitraire : telle fut aussi depuis cet instant son honorable destinée , qu'elle devoit cesser d'exister au moment que la loi cesseroit de se faire entendre , & renaître aussi-tôt qu'elle reprendroit son empire.

C'est donc avec autant de fidélité que de courage , qu'en ces jours malheureux (2) le second parlement du royaume juroit à la nation de garder inviolablement le dépôt qu'il avoit reçu d'elle , *« jusqu'à ce que les états*

(1) Mémoire de Nevers , pag. 449.

(2) Arrêté du parlement de Toulouse , du 13 mai 1788.

» généraux aient jugé à propos de le retirer.
 » pour le remettre en des mains qui pourroient
 » leur paroître plus sûres , mais qui ne seroient
 » pas plus fidelles. » Quand on a eu l'honneur
 de sanctionner cette sainte doctrine en bravant
 le pouvoir des ministres les plus odieux ; quand
 on a mérité , en la consignait dans d'immortels
 décrets , d'honorables exils , pourroit-on crain-
 dre de perdre la confiance d'une nation qu'on
 servit aux dépens de son existence ? Il faut
 lire le verbal de ces états pour connoître toutes
 les embûches dont on cherchoit à les envi-
 ronner. Le roi n'ayant pu triompher des vertus
 de Bodin , fit aux états cette proposition traî-
 treuse , qu'on cherchera peut-être à renou-
 veller de choisir dans le corps des états , des
 députés qui formeroient une espece de com-
 mission intermédiaire. Déjà aux états de Blois ,
 la noblesse & le clergé avoient accédé aux
 propositions du roi. Il falloit encore séduire
 le tiers état ; Bodin le présidoit le jour que
 l'archevêque d'Embrun vint demander son
 consentement à cette funeste innovation. Il
 fut délibéré le même jour , » que le tiers état
 » ne choisiroit point des députés , & que si
 » les autres ordres en choisissent , le tiers
 » état s'y opposeroit. » Appelé , le 13 du
 même mois , à soutenir la vérité de son prin-
 cipe dans la chambre du clergé & de la no-
 blesse , il leur dit , « que premièrement , ils
 » n'étoient pas autorisés à opérer une pareille
 » réduction. Secondement , que quand même
 » ils le pourroient , ils se garderoient bien

» de le faire : que la nation étant réduite à
 » n'avoir que quatre cents députés pour la
 » représenter , réduire ces députés au nom-
 » bre de 18 ou 26 , ce seroit anéantir les
 » états ; que c'étoit ainsi que Louis XI dispo-
 » soit à son plaisir tout ce qu'il vouloit : que
 » davantage ce seroit un moyen de perpétuer
 » les états , de les rendre ambulatoires , en
 » les privant de leur forme légitime. Troi-
 » sièmement , qu'il leur étoit d'autant plus
 » impossible de suppléer au pouvoir qu'ils
 » n'avoient pas reçu de leurs commettants ,
 » que les états généraux eux-mêmes n'avoient
 » pas l'autorité de le leur donner , & que
 » c'étoit-là un point péremptoire auquel il
 » n'y avoit pas de réplique. » Ce brave ci-
 » toyen reçut la récompense de son courage ;
 ses victorieuses raisons rallierent tous les or-
 dres , & l'unanimité des états rejeta les pro-
 positions du roi.

Quand ils furent séparés , Bodin redevint simple citoyen , après avoir été le défenseur de la patrie ; il acheva sa carrière dans la retraite , sûr de l'estime de la postérité , & honoré de son vivant du respect de ses contemporains , & de la haine du roi (1).

Que n'est-il possible d'arracher des fastes de notre histoire , & du souvenir des hommes la-mémoire des états de 1588 ! La nation n'eut point à reprocher à ses représentants la violation d'aucun de ses droits : les discours

(1) Voyez de Thou , liv. lxiiij.

de l'évêque de Bourges , celui de l'orateur de la noblesse , nous prouvent qu'ils exercent dans toute leur intégrité leurs fonctions nationales ; & le verbal authentique de ces états , déposé dans la bibliothèque du roi , ne nous laisse rien ignorer de ce qui se passa à cette assemblée.

De Thou,
liv. lx, c. 11.

Mais ce fut à cette même assemblée que l'on vit un roi de France , entraîné par les fautes de ses ministres , & sa négligence personnelles à maintenir son autorité , à la honteuse extrémité d'être forcé de devenir un vil assassin , pour continuer à être encore un mauvais roi.

De Thou,
liv. lx, ch.
111.

Il arma lui-même les assassins du duc de Guise de poignards acérés par ses soins , & il leur ordonna de l'égorger. Grand Dieu ! quel prince ! & quels lâches entouroient son trône !

Déjà la mort planoit sur cette tête coupable & déshonorée.

Mais avant de descendre au tombeau , il reçut les plaintes de la nation , sur les criminels abus dont il se rendoit coupable envers elle ; les états en ordonnerent le redressement.

Verbal des
états de
Elois.

Dès-lors s'éleverent des plaintes qui jamais ne furent interrompues depuis , contre l'usage de forcer les parlements à enrégistrer , contraints par la violence des loix , qui par cet odieux moyen , frappées dès leur naissance , d'un vice radical , perdent à l'instant le caractère requis de tout temps pour établir les loix du roi.

« Plusieurs édits , disoit aussi l'orateur du
 » peuple , ont été vérifiés & enrégistrés avec Verbal des
états de
France.
 » cette clause , *du très-exprès commandement*
 » *du roi.* » Sire , ajouta cet homme véridi-
 » que , aux édits justes les commandements
 » ne sont jamais nécessaires. » Déjà s'élevoit
 cette foule de tyrans du peuple , nourris de
 sa substance , pour l'opprimer & le dévorer.

Les états se plaignent « de ces inventeurs Verbal des
états de
France.
 » de subsides & nouveaux édits , exécuteurs ,
 » & commissions extraordinaires.

» Maquignons de nouveaux offices , ver-
 » mine d'hommes , couvées d'aspic , qui ont
 » souillé jusques aux cendres de nos maisons.

» Ces gens-là évoquent les procès à votre Verbal des
états de
France.
 » conseil , où ils y sont juges & parties.

» Ils violentent la religion des magistrats
 » & l'autorité des parlements par interdic-
 » tions d'entrées & séances. »

Elle est donc immortelle la race de ces
 fléaux de l'ordre public ! Déjà l'on voit les
 états de 1588 statuer sur tous ces abus insup-
 portables , & réclamer pour nos parlements
 chargés par la nation de *vérifier & contrôler*
 les édits du roi , la liberté nécessaire pour
 qu'ils puissent s'acquitter de cet honorable &
 périlleux mandat.

Les cahiers des états , leurs plaintes fu-
 rent dédaignées par un roi inaccessible à tout
 sentiment : sur la fin de sa vie , les remords
 & la honte sembloient l'avoir anéanti.

— A ce prince dont le regne fut un fléau ,
 succede ce prince aimable , si constamment

chéri , & dont le nom seul suffiroit pour nous attacher à la monarchie , tant que ses descendants régneront sur nous.

Oui , je le répète , tant que les descendants de ce bon & grand roi régneront sur la France , on le regrettera sans cesse ; il est vrai , mais on espérera la résurrection de ce cœur aimant & généreux , qui sans doute ne fut pas exempt de foiblesses , mais dont on aime même les erreurs , parce que la loyauté & l'extrême bonté formoient l'essence de son ame ; qui dut régner sur nos peres avec d'autant plus d'empire , que même en ce jour , où tant de maux accumulés sur nos têtes par ses descendants , auroient dû éteindre notre enthousiasme pour un roi qui nous laissa de tels successeurs : on ne peut lire sa vie (1) , sans se sentir transporté à ses pieds , par les élans de l'amour & du respect : on reconnoît ses fautes , & on sent en même temps qu'il n'en devoit rien coûter de lui tout sacrifier , & de mourir pour lui.

Sous son regne , le chef de la ligue assembla à Paris les états généraux , & ici s'élève une des plus importantes questions.

Ces états furent-ils réellement de vrais états généraux ? Et la nation peut-elle s'assembler sans la convocation royale ? Cette dernière question qui paroît une dépendance de la première , doit cependant en être séparée :

(1) Ecrite par Perefixe , le seul historien qui nous le fasse bien connoître , aussi exact pour les détails que Suetone : il avoit une ame , & Suetone n'en avoit pas.

car il est certain que les états de 1593 ne furent pas de vrais états généraux : & il ne l'est pas moins , qu'il est des temps où la république en péril , au moment où toutes les loix seroient violées , où la liberté nationale seroit attaquée par le despotisme , pourroit & devroit s'assembler pour opposer un frein au pouvoir arbitraire.

Les états de 1593 ne peuvent être regardés comme des états généraux , parce qu'ils statuerent sans pouvoir , sur le sort des provinces qui n'y avoient pas de députés.

A cette époque , les deux tiers du royaume avoient eu le bonheur de se soumettre au grand Henri : leurs députés par conséquent ne parurent pas à ces prétendus états : & cependant ils osoient délibérer des loix générales , ils osoient proposer l'élection d'un roi ; cela seul rendoit l'assemblée illégale : c'étoient des particuliers sans mission qui statuoient sur ce qui ne les regardoit pas ; car , nantis des pouvoirs de leurs provinces , ils n'avoient pu en recevoir une autorité qu'elles n'avoient pas ; & jamais une province n'eut le droit de statuer sur le sort d'une autre. C'est cependant ce que faisoient les états de la ligue , en établissant des loix générales pour tout le royaume , tandis que les deux tiers du royaume n'y avoient pas de députés.

En 1594 , le parlement en usant de ses droits , & pour le maintien des vrais principes , déclara par un arrêt du 30 mai :

« Qu'il révoque , casse , déclare nulles toutes les résolutions des députés des pro-

» vines assemblées à Paris , sous le faux
 » nom d'états ; comme faits par des parti-
 » culiers sans autorité. »

Mémoire
 de Sulli, liv.
 viij.

Sans doute il n'appartiendroit pas aux par-
 lements d'infirmes les suprêmes décrets des
 états généraux. « La nation assemblée , ainsi
 » que le disoit le duc de Sulli à Henri IV ,
 » ne reconnoît pas de supérieur qui ait le
 » droit de la réformer, *pas même le roi.* »

Mais s'il arrivoit jamais qu'une assemblée
 sans pouvoir se revêtît du nom d'état géné-
 raux , s'il arrivoit que l'autorité des ministres
 osât altérer les formes antiques des élections
 par bailliages & sénéchaussées , diminuât le
 nombre des représentants , & changeât la
 constitution du corps national , sans doute les
 parlements , chargés du dépôt des loix par
 la nation elle-même , auroit le droit , & se-
 roient obligés , sous peine de trahison envers
 la nation , de déclarer ces états illégaux , &
 par conséquent nuls. Ils devroient rétablir les
 vrais principes , & les confrontant avec les
 innovations du pouvoir , réclamer l'observance
 des usages antiques , jusques à ce que la nation
 régulièrement convoquée , en eût autrement
 ordonné.

Ce devoir , ils sont obligés de le remplir ,
 dût-il leur coûter , je ne dis pas leur existence
 politique , mais même la vie. C'est alors ou
 jamais qu'il faut la sacrifier à la république (1).

(1) On ne peut douter que ce ne soit la vraie doc-
 trine de la magistrature.

Aussi , en lisant ce mémorable arrêté du parlement

Ainsi les états de 1593 étoient radicalement nuls, & rentroient dans la classe de ces assemblées illicites que les loix doivent détruire.

Mais à cette même époque fut souvent agitée la question, si les états généraux dans le péril extrême de la patrie, peuvent s'assembler sans la convocation du roi.

On n'a jamais nié qu'ils n'en eussent le droit, s'il falloit, la famille royale étant éteinte, élire un nouveau roi.

Mais il est plus essentiel de préserver la nation de sa ruine, que de lui donner un roi; & il n'est pas douteux, que si jamais l'entier bouleversement des loix brisoit tous les liens du contrat social, ce seroit alors la dernière & l'unique ressource de la nation que l'assemblée des états généraux, & cette ressource seroit légitime, par cela seul qu'elle seroit nécessaire.

Sidney, Loke, & sur-tout Grotius, étendent plus loin leur prévoyance; & le dernier s'appuyant même de notre histoire trouve que ce n'est que depuis le regne du tyran Louis XI, que la nation, flétrie par le despotisme, a pu douter de ses droits à cet égard.

Mais je dis plus, il seroit dangereux à

de Paris, du 3 mai, qui, dans ses dispositions, prévoit tout, remédie à tout, on y lit, en parlant des états : *régulièrement convoqués*; ce seul mot dit tout, & confirme mes principes.

l'autorité des rois de renverser ce principe ; car en des temps effroyables , de troubles & d'attentats , tous les cœurs sont aigris , tous les courages s'échauffent , les esprits s'enflamment , la mort ne paroît plus un malheur : en ces moments terribles , il est heureux que la loi offre encore au peuple dans sa fureur un dernier asile , & tourne son attention & ses regards vers ce dernier rempart de la liberté nationale.

S'il étoit renversé , l'insurrection paroîtroit la dernière ressource ; la tentation de repousser la violence par le force , deviendroît irrésistible ; cet affreux malheur est prévenu par la faculté de s'assembler , & de statuer sur le sort de l'état.

Il faut convenir que ces sortes d'assemblées , privées alors d'un centre commun , ne se formeroient qu'avec peine ; & il faut espérer de l'arbitre suprême de nos destinées , que ces questions délicates dont la solution n'importe que lorsque tout est perdu , ne deviendront jamais pour nous d'une absolue nécessité : le ciel & la sagesse de nos rois , nous préserverons de ce fléau , le plus terrible de tous , celui où la nation ne voit plus que son ennemi dans son prince ; & dans son affreux désespoir , est forcée de s'agiter , pour dissoudre l'état politique , ou le rétablir par la violence.

Pourquoi faut il qu'Henri IV n'ait jamais présidé une assemblée nationale ! Il manque ce fleuron à son immortelle couronne , & nos

cœurs s'affligent en lisant son histoire , de voir que la nation n'a pu renouveler pour lui les hommages dont elle honora Louis XII. S'il falloit juger Henri avec sévérité , en lui reconnoissant des talents supérieurs à ceux du pere du peuple , il lui seroit inférieur par ses vertus.

Mais les vertus de Henri nous sont plus contemporaines , & son caractère valeureux , chevaleresque , aimable , se rapproche plus de nos mœurs.

Il n'est pas douteux qu'il n'eût joui de tous les hommages , dans une assemblée nationale ; & s'il se priva de cette gloire , c'est que son respect pour la loi , lui commanda ce sacrifice.

« Prefixe nous apprend que , forcé d'éta-
 » blir de nouveaux subsides , & le peuple
 » étant aux abois , il eut recours au grand
 » remede qu'on a accoutumé de pratiquer
 » quand la France est en danger ; c'est la
 » convocation des états généraux.

Histoire
de Henri le
Grand , an-
née 1596.

» Mais parce que la nécessité ne lui don-
 » noit pas le temps de les convoquer en corps ,
 » il convoqua seulement les notables. »

Cependant on voit qu'il y eut des députés
des villes ; ainsi cette assemblée différoit en-
core de celles qui portent le même nom ,
où les notables choisis par le roi , sont sans
mission , comme sans pouvoir , & ne forment
que le conseil du prince.

Voyez de
Thou , liv.
cxvij , an-
née 1596.

Mais , dit Sulli , « on n'appella cette assem-
 » blée qu'une assemblée de notables , au lieu

Sulli , l. 8 ,
an. 1596.

» d'états généraux, parce que la forme usitée
 » pour la convocation des trois états , & la
 » distinction des ordres , n'avoit pas lieu. »

En lisant les réflexions du grand Sulli , sur nos états généraux , on s'afflige que ce bon citoyen , encore irrité des excès de la ligue , calomnie nos assemblées nationales , & leur impute un défaut de sagesse , tandis que tous les cahiers des états généraux qui nous sont connus , prouvent que leur prévoyance s'étendit à tout , & que l'autorité des rois a tout détruit en méprisant nos décrets nationaux.

Mais Sulli , en traçant le devoir des rois , avec la vérité & la rigueur d'un citoyen , s'est rappelé trop tôt qu'il étoit ministre , quand il dit :

« Au malheur d'avoir un roi injuste , vio-
 » lent , ambitieux , les peuples n'ont qu'un
 » seul remède à opposer , celui de l'appaiser
 » par leurs soumissions , & de fléchir Dieu
 » par leurs prières. »

Voilà un singulier remède ! Non jamais je ne croirai que cette maxime déshonorante soit du grand Sulli ; elle contraste trop bizarrement avec ce qu'il établit quelques pages avant. Ses rédacteurs l'ont interpolée dans ses mémoires.

Quoi ! Sulli auroit pu croire que vingt millions d'hommes doivent rendre respectueusement le col au couteau du despotisme , & se borner à prier Dieu d'en suspendre les coups.

Quoi ! Sulli auroit ignoré que les dons de
 Dieu

Dieu sont tous dans la main & le cœur des hommes de courage ; que le ciel dédaigne les prières des lâches ; que l'amour de la liberté , & la constance à la défendre , sont les plus précieux de tous les dons de Dieu ; & qu'à ceux à qui il les accorde , il n'en accorde aucun autre ; que ceux-là fussent en effet. Non , non , je le répète , cette indigne phrase n'est pas de Sulli ; le grand Henri en eût rougi , si elle lui fût échappée en sa présence.

Qu'il s'exprime bien différemment quand cette assemblée de notables , qui après tout ne pouvoit donner que des conseils , paroissant avoir à ses yeux un caractère national , il prouvoit au roi qu'il devoit se soumettre à leurs demandes mêmes injustes !

Mémoire de
Sulli, liv. 8,
an. 1596.

Il lui disoit : « les états assemblés ne con-
» noissent point de supérieur qui ait droit de
» les réformer , pas même le roi. Une des
» plus importantes maximes pour les gou-
» vernements monarchiques , est que le prince
» doit se donner garde sur toutes choses , de
» réduire ses sujets au point de lui désobéir
» d'effeis , ou simplement de paroles. »

Henri , malgré l'opinion unanime de son conseil , suivit cet avis. C'est que le principe en étoit dans son cœur. Cette noble déférence étoit digne d'un roi triomphant , qui disoit à cette même assemblée : « *mon amour*
» *pour mon peuple me rend tout possible , &*
» *je viens me mettre en tutelle entre vos*
» *maines.* »

L

A peine revêtu du pouvoir , le grand Henri rendit aux ministres des loix , à leurs vertus courageuses , un hommage bien sublime , quand on songe que ce roi qui fléchissoit ainsi devant la justice , portoit dans son temple une tête couverte de lauriers.

En 1590 , il ordonna que son domaine , comme roi de Navarre & prince de Béarn , ne feroit pas partie des domaines de la couronne de France : cet édit répugnoit aux principes , il fut rejeté par le parlement ; Henri donna des lettres de jussion , pour qu'il fût enrégistré. Alors le vertueux la Guesle , procureur-général , cet intrépide précurseur des d'Eprémefnil , des Castillion & des Catelan , présente cet édit ; & après avoir démontré qu'il choquoit les loix du royaume , il s'écria : « je ne vois donc rien qui doive m'empêcher » de hausser ma voix , & de dire , j'empêche » pour le roi l'entérinement des lettres patentes du 13 avril , & les lettres de jussion » subséquentes (1). »

Il ne fut ni exilé ni emprisonné. Il fut aimé & honoré par le roi qu'il servoit si bien , & il reçut la récompense qu'il méritoit. Henri le Grand , l'immortel Henri , en 1607 , maître d'un royaume qu'il avoit conquis par ses armes & par ses vertus , retira son édit , & confirma l'arrêt du parlement.

(1) Remontrances de Jacques de la Guesle , procureur général , édition de Paris , de Chevalier , 1611 , page 212.

Avec un prince imbu de pareils principes ; avec un ministre tel que Sulli , que seroit devenue la France ? Quel vaste champ ouvert à nos espérances , s'il eût vécu ; & quels siècles de douleur , de honte , de misère , sa mort a fait éclore !

Les talents militaires du grand Henri , les talents politiques & économiques du grand Sulli , ont pu quelquefois reparoitre , mais leur cœur qui guidoit toujours l'usage de leurs talents , mais leur amour sincère pour le pauvre peuple , mais leurs modestes & sublimes vertus , elles entourent encore leurs cercueils ; elles ne sont pas sorties de leur tombeau. Avec ces deux mortels finit la gloire & le bonheur de la France.

Marie de Médicis assembla les états généraux en 1614 ; leur convocation régulière par bailliages & sénéchaussées , l'étroite observance des formes antiques , les revêtirent de tous les pouvoirs de la nation.

Pendant la vie du grand roi , l'économe Sulli avoit amassé , dans les caves de la Bastille , un trésor pour l'état (1) ; bientôt le cruel despotisme devoit les destiner à d'autres usages.

(1) Voyez à ce sujet les excellentes recherches de M. de Forbonnois , sur les finances. A de vues saines , il réunissoit une belle ame. Ses écrits , sur-tout celui qui a pour objet les recherches sur les finances , doivent être lus par quiconque veut connoître la source de nos malheurs , & découvrir celle où ceux qui se sont refais des vrais principes , ont souvent puisés.

Déjà la sacrilege main des courtisans , autorisée par une reine revêtue d'un pouvoir au dessus de ses forces , avoit dissipé ces millions entassés par le bon roi. Il faudroit être instruit de ses projets pour blâmer cette prévoyance qui répugne à la saine doctrine , qui veut que le trésor du prince repose dans la bourse de ses sujets.

En 1614 , les ressources de l'état étoient épuisées : on n'osoit demander aux peuples de nouveaux impôts , & on ne pouvoit s'en passer. Un bon citoyen , en parlant de l'auteur des calamités de ce siècle , dit : (1)

« Un homme qui n'aimoit , ni le roi , ni
» l'état , ni la reine même , dont il maîtri-
» soit les volontés , disposa des finances , &
» dicta des loix aux François , sans égard
» à leurs mœurs , à leur génie , & à la cons-
» titution de la monarchie.

» Il parut convenable , dit le même auteur ,
» au conseil de la régente de justifier ses
» profusions aux yeux de la nation , d'in-
» téresser les peuples au soutien du gouver-
» nement , par une marque de confiance ,
» afin d'opposer aux mécontents une espece
» de vœu général , puisque l'on n'avoit plus
» d'argent à leur donner. »

Les états furent donc assemblés.

(1) Recherches de M. de Forbonnois sur les finances , seconde époque , année 1610 , ligne 15 de la page 241 , édition de Liege , 1758.

Mais quel fruit pouvoit-on en attendre ? le mensonge , la perfidie , la bassesse , étoient le partage des ministres & les ressources de la reine.

On trompa la nation sur l'emploi des deniers qu'avoit accumulé le feu roi , avec une telle impudence que l'imposture frappa également tous les yeux.

« On n'osoit , dit M. de Forbonnois , on » n'osoit découvrir l'immensité des richesses » laissées par le feu roi , & l'on avoit recours » au mensonge , artifice toujours vil , mais » punissable , lorsqu'on l'emploie envers un » maître ou une nation.

Il est dans tous les états un corps que l'on ne peut égarer sur ses vrais intérêts , c'est le peuple. Le peuple par qui tout existe , & pour qui tout doit exister , ne peut avoir qu'un but & qu'un vœu. L'ambition pénètre moins dans le tiers état , l'honneur y parle davantage ; la terreur du blâme de ses concitoyens y garantit la vertu des députés , des surprises , du pouvoir , & de l'illusion de ses promesses.

Bientôt le tiers état se ralliant aux vrais principes , devint la terreur d'une reine qui n'existoit que pour les outrager.

Alors reparut cet art funeste de Catherine de Médicis , celui de corrompre , de diviser , d'exciter des haines , de fomenter des rivalités , de jeter dans tous les ordres de l'état , des semences empoisonnées qui n'enfantent que la destruction & la mort.

Au milieu de tant d'embûches , le tiers

état qui représente le peuple , & qui par conséquent est l'ame des états , se garantit des surprises qui égarent les autres ordres.

Il réclama fortement les loix & les principes. Sa sagacité dans les demandes qui ont pour objet le bien du commerce , étonnent par leur sagesse , & ce sont celles auxquelles après bien des erreurs il faudra revenir.

Il établit l'indépendance de la couronne de toute puissance étrangère , & déclara que le trône de nos rois ne relevoit que de Dieu. On a étrangement abusé de cette décision pour établir le despotisme ; mais jamais le tiers état , en la promulgant , n'a prétendu affranchir les rois du joug des loix nationales. Il déclara simplement , que la couronne de France n'étoit soumise , quant au temporel , à aucune puissance étrangère ; c'étoit-là le seul objet qui occupoit les états généraux (1).

On réclama vivement aussi contre la vénalité des charges de magistrature , & le droit établi pour leur transmission dans les familles.

La vénalité établie par François premier , a excité de tout temps de fortes réclamations ; & je sens combien l'éloquence a dû trouver de ressources pour foudroyer un pareil établissement : c'est au despotisme seul qu'il appartenait de rendre problématique , si l'existence de la vénalité des charges , & sur-

(1) Voyez maximes du droit François , tom. iv , le verbal des états de 1614 , par Rapine , & le mercure de France , tom. III.

tout leur transmission dans les familles , sont vicieuses.

J'avoue que je ne peux plus douter à cet égard , & que je suis fortement persuadé qu'en France elle est non seulement utile , mais nécessaire ; & que les choix des ministres , sont mille fois plus redoutables , que les inconvénients de la vénalité : leur seule influence dans les élections deviendrait un fléau , & jamais la vénalité ne peut nous causer tant de maux , que le choix de nos magistrats dirigé par le ministère. Qu'on juge de ce qui arriveroit bientôt , par ce qui est arrivé de nos jours , & qu'on prononce ensuite , s'il est expédient que la vénalité soit abolie , & que le choix des magistrats dépende absolument du prince & de ses ministres.

Les états généraux de 1615 ne furent frappés que des abus de la vénalité ; le despotisme des regnes suivans nous a tristement convaincu de son utilité.

Ces états déchirés par les cruelles divisions qu'une reine coupable y avoit fait naître , la pénétraient cependant d'une telle terreur , qu'elle se hâta de les congédier. Mais avant la dissolution de l'assemblée , lorsque l'on présenta les cahiers , l'orateur du peuple dit à la reine : « les loix du royaume ne tiennent » pour parfait aucun établissement public & » qui a trait à l'avenir , sinon après avoir été » autorisé par la vérification des parlements. »

Il sembloit que le tiers état prévoyoit les

Verbal de
Raspine.

malheurs qui alloient nous accabler , & que sa prévoyance alarmée uſoit du ſeul moyen d'éloigner la ruine de l'état , en ſoumettant l'autorité à des formes qui devoient enfin ramener le regne de nos loix fondamentales , & rendre à la nation ſes pouvoirs & ſa liberté.

Ce furent nos derniers états généraux.

Depuis près de deux ſiècles la nation n'a plus été entendue : elle a parcouru pendant ce temps de mort , tout le cercle des calamités dont le pouvoir arbitraire menaçait les peuples. Trois regnes abſolus ont enfin conſommé notre ruine ; mais l'excès de nos maux en eſt auſſi devenu le terme ; & quand le deſpotiſme des prédéceſſeurs de Louis XVI ne lui a laiffé pour héritage que des dettes énormes & un peuple accablé , il a bien fallu chercher ſ'il n'exiſtoit pas un moyen de régénérer la nation , & de lui rendre ſon exiſtence. Mais avant de nous occuper de nos malheurs & des cauſes qui les ont produits , jetons un coup d'œil ſur les ſouvenirs que nous ont laiffé nos états généraux. Les miniſtres auteurs du deſpotiſme , enhardis par l'ignorance de la nation , ſur ce qui concerne ces ſuprêmes aſſemblées , ont oſé leur reprocher juſques aux maux dont ils ſont les cauſes , & leur imputer de n'avoir pas opéré un bien que leurs audacieuſes démarches ont ſeules détruit.

Il eſt aifé de juſtifier les états généraux de ces criminelles inculpations : leurs cahiers ſubſiſtent en partie : les ordonnances rendues

en vertu de leurs décrets suppléent aux cahiers qui nous manquent ; qu'on les lise donc , & on verra que ces augustes assemblées , toujours entourées de pièges & de séduction , obsédées de gens empressés à les égarer , autant qu'à les corrompre , n'ont pas établi une faule loi attentatoire à nos libertés , je dis plus : ils n'ont pas fait une motion unanime , qui ne soit maintenant l'objet de nos réclamations.

S'ils n'ont pas opéré tout le bien que l'on devoit en attendre , c'est que jamais les rois & leurs ministres , ne les ont convoqués qu'en ces moments d'orage où l'excès des malheurs rendoient leurs efforts impuissans. C'est quand tout est perdu , qu'on appelle les états généraux ; & souvent ils n'ont d'autre choix à faire pour nous , que celui du moindre des malheurs.

On les a vu cependant au moment où la tyrannie de Philippe le Bel nécessita la résurrection de nos assemblées , se ressaisir de tous les droits nationaux , forcer son successeur à les reconnoître , suivre pendant 300 ans les mêmes principes , les développer suivant les occurrences , réunir le respect pour le roi , à l'amour de la liberté , & dévouer à la haine , à l'opprobre , les ministres pervers qui , abusant de la confiance des rois , commettent le crime inexpiable de défunir , dans leur cœur , l'intérêt du monarque , de l'intérêt des peuples.

Jamais en aucune occurrence ils ne se défaisirent du pouvoir d'accorder ou refuser

l'impôt , de veiller à l'emploi des deniers publics , & ils ont toujours exigé que ce droit fût clairement reconnu & développé.

Aucun moyen ne put les éloigner de ce principe conservateur de nos libertés , qu'ils n'étoient que les mandataires de la nation , asservis à suivre les ordres de leurs commettants , & ne pouvant statuer sur aucun objet , sur lequel ils n'auroient pas reçu l'instruction de leurs bailliages.

Ils établirent la succession héréditaire , donnèrent la régence , s'occupèrent de la manière dont la justice devoit être rendue au peuple.

Distinguerent soigneusement les loix du royaume qui sont immuables , & ne peuvent être détruites que par les états généraux.

Des loix du roi qu'il peut révoquer , par le même moyen qui sert à les établir , en les faisant librement vérifier & contrôler dans les cours nationales.

Ils chargerent ces cours d'honorables mandats qui , en les rendant inhérentes à la constitution , les ont soumises à la nécessité de sacrifier leur existence , pour s'acquitter envers la nation de la confiance dont elle les honora.

Sans doute ils pouvoient faire davantage ; mais qui a rendu impuissante une de leurs plus sages loix , celle qui , en 1484 , de l'autorité des états assemblés à Tours , nécessairement leur retour dans deux ans ?

N'est-ce pas la funeste autorité des minis-

tres , esclaves , complices & fauteurs du despotisme , qui a rendu vaine cette salutaire institution qui nous eût à la fois préservé de leur tyrannie , & de tous les maux qui nous accablent ?

S'ils n'ont pas étendu leur prévoyance sur tous les objets , si d'importants détails ont échappé à leur sagacité , n'est ce pas encore à la perfidie politique du despotisme que nous devons nous en prendre ? c'est lui qui , semant d'éternelles discordes entre tous les ordres de l'état , éloigna la noblesse & le clergé , du peuple. Ces funestes erreurs , ces vains & odieux privilèges qui abuserent nos peres , & auxquels de perfides conseils les attachoient encore , ont toujours nourri dans ces assemblées , des principes de haine , dont le funeste développement , dirigé par la politique habile du pouvoir absolu , opéra souvent l'impuissance de ces assemblées , en empêchant une réunion plus redoutable aux ministres , que la ruine de l'état.

Enfin le despotisme a détruit lui-même la cause de nos longues infortunes ; sa vaste oppression n'a heureusement épargné aucune classe de citoyens. Il nous a tous rendus égaux par l'uniformité de nos maux , & sa longue imprévoyance , nous a douloureusement conduits par tous les sentiers du malheur , à l'universalité de principes , au même vœu , à la même opinion.

Ces privilèges qui isolent , & qui nous ont coûté si cher , nous sont devenus odieux. Les

siècles nous ont appris que les charges imposées par les états généraux , doivent être supportées par tous les ordres de l'état ; ils nous ont appris que les privilèges contraires à l'intérêt de tous , sont des embûches qui empêchent des coalitions salutaires , & qu'il faut n'avoir avec le peuple qu'un seul & même intérêt , pour faire toujours triompher la liberté , les loix , & sauver la république.

Si en ces occurrences les deux premiers ordres de l'état ont refusé au despotisme ministériel, l'abandon de leurs privilèges , c'est que c'est à la nation seule qu'ils en doivent le sacrifice ; c'est qu'il seroit mille fois plus doux de mourir , en les défendant , que de céder un moment à l'autorité abhorrée d'un ministère odieux ; c'est que la tentative illégale , qui prive un citoyen d'un privilège devenu son patrimoine , est un crime ; tandis que l'ordre de s'en dépouiller , émanée des états généraux , est une loi salutaire , qui ne trouvera par-tout que des cœurs soumis. C'est que enfin , la liberté nationale doit être le prix de ces privations , & nous en consoler , tandis que , accordées aux deux ministres qui naguere les avoient exigées , elles n'auroient été qu'un nouveau moyen d'assurer notre servitude.

Oui , oui , nous le répéterons sans cesse , nous mettrons tout ce que nous possédons , aux pieds de la nation ; mais il faut tout refuser aux fauteurs du despotisme.

Mais comment s'est enfin opéré cette révo-

lution, qui nous ramenant aux vrais principes ; fait déjà luire sur notre partie désolée par des siècles d'esclavage , des jours de bonheur & de liberté ?

Le regne affreux de Louis XI & de ses bourreaux , avoit tellement avili & flétri toutes les ames , que dès-lors se feroit établi le despotisme , sans le concours heureux des circonstances qui l'éloignèrent. A la mort de ce tyran , la régence de son successeur permit aux états de Tours de rétablir nos libertés.

Bientôt la plus terrible des passions embrasa l'ame des François : le flambeau du fanatisme s'alluma. Au milieu des guerres qu'il excita , les ames se fortifierent ; & du sein du plus terrible des fléaux , naquit cependant l'amour de la liberté , & le courage de la défendre.

Ces mouvements violents donnerent à tous les caractères une énergie incompatible avec le despotisme.

Le grand Henri triompha de tous ses ennemis ; il les soumit autant par ses manières enchanteresses que par ses victoires ; lui seul avoit l'ame assez élevée , le caractère assez fort pour régner sur un peuple libre ; & rendre utile à la patrie ces restes d'effervescence , de courage , d'indépendance qui animoient alors les François.

Juste ciel ! que n'eût pas fait ce grand homme d'un peuple aussi nerveux que l'étoient les François de ce siècle ; mais à sa mort , une main mal habile & perfide , fit subir à la nation , la honte de la plus humiliante des

régences. Marie de Médicis ne régna que pour avilir & corrompre. A ce regne d'un moment succéda celui d'un prince incapable, foible & timide. C'est le vice de la foiblesse que l'amour effréné du pouvoir illimité, c'est un de ses penchans que la cruauté ; elle se nourrit de terreurs toujours renouvelées ; & jamais un prince foible ; ne fut un prince bon & clément. Aux ames de cette trempe, il faut un appui ; un guide ; il faut un maître enfin à ces rois foibles & absolus. Richelieu régna sur Louis XIII..

Un ministre roi est un être abhorré & odieux ; la nation que son empire humilie ; ne peut s'asservir sous lui qu'en s'avilissant. Richelieu le savoit, aussi il résolut d'enchaîner la nation ; & de la flétrir pour jamais des fers du despotisme ; comme l'on voit ces sauvages, lâches & cruels ; effrayés des forces des prisonniers qu'ils ont vaincus, les mutiler pour se les asservir.

En ce siècle il existoit encore quelques grands caractères, mais aussi tôt parurent, à côté du trône, les poignards qui devoient en triompher.

Le sang inonda les échafauds, les prisons se remplirent ; les délations, les lettres de cachet établirent dès-lors leur puissance.

Ces caves de la bastille, que le bon roi n'avoit su employer qu'à renfermer le trésor de l'état, se changerent en cachots ; elles reçurent, il est vrai, des trésors plus précieux encore ; elles recelerent dans leurs murs

les plus vertueux citoyens , mais aussi elles y reçurent leurs derniers soupirs.

Tout ce qui peut effrayer un peuple & le pénétrer de terreur , fut employé par l'implacable Richelieu. Alors parurent ces commissions sanguinaires , dont la seule existence est un crime , un sacrilège envers les loix : c'étoit une troupe de tigres , réunis par la cruauté , & attendant des victimes.

L'innocence y trouva toujours la mort , & Richelieu des complices. Celui qui poignardoit la victime , étoit le seul innocent au milieu de cet odieux tribunal ; les vrais bourreaux étoient les commissaires.

Alors s'écroula l'édifice de nos libertés , sous un roi si étranger aux loix , qu'il se croyoit outragé quand les provinces réclamoient leurs privilèges , & qu'on vit alors se bouchant les oreilles , demander comme un furieux , s'il n'avoit jamais existé d'autre privilège que sa volonté (1).

Haïr le ministre , devint un crime d'état , la nation entière en étoit coupable ; mais les bourreaux en punirent le vertueux de Thou.

La mort de ce tyran des François , fut bientôt suivie de celle de son esclave.

La nation encore étonnée du fléau qu'elle venoit d'essuyer , ne put , malgré les agitations d'une longue régence , obtenir l'assem-

(1) Boulainvilliers , hist. du gouvernement , tom. III , pag. 198.

blée des états généraux qui seuls pouvoient lui rendre sa liberté.

Ils furent promis en 1649 : les bailliages & sénéchaussées furent convoqués ; mais la mauvaise foi, tous les vices de la bassesse avoient remplacé les vices cruels & sanglants de Richelieu ; il avoit enchaîné la nation ; son successeur l'avilit. Richelieu avoit dédaigné ces moyens honteux , partage de la lâcheté ; il avoit eu l'affreux courage d'être un tyran audacieux.

Mazarin ne fut qu'un frippon ; & son ministère fit plus de mal aux François , que la tyrannie de Richelieu.

Richelieu avoit courbé tous les courages ; Mazarin les détruisit ; & le long regne de Louis XIV acheva de gangrener toutes les ames : sous ce regne , les citoyens s'honorèrent de leurs chaînes. Ils s'enorgueillirent des outrages & des regards d'un maître. La basse flatterie , la cupide ambition , le désir d'opprimer , & la volonté d'endurer des mépris pour jouir du pouvoir d'opprimer à son tour ; l'inquiète ardeur répandue dans les provinces d'aller chercher des chaînes à la cour ; les folies d'un luxe ruineux qui , dévorant le patrimoine des citoyens , les soumettoient aux crimes qu'enseigne la nécessité ; l'insolence des ministres , qui s'accrut en raison de l'avilissement national , leur fureur d'établir le despotisme ; tels furent , sous ce roi si vanté , les vices qu'il fomenta toujours , après les avoir fait naître.

En

En ce temps , on vit des hommes trembler devant un roi , frémir d'une disgrâce , quelques-uns mourir de regret pour l'avoir encourue. Juste Dieu ! des hommes mourir pour avoir mérité la défaveur d'un roi ; l'histoire l'assure ; mais elle n'a pu me persuader : cet excès de bassesse est impossible.

Ce regne , disent ses partisans , eut un grand éclat.

Oui , hommes insensés , il brilla de la funeste lueur qui luit aux incendies , & qui ne s'alimente qu'en dévorant vos trésors. Que nous a-t-il laissé ce regne si éclatant ? une multitude d'impôts , des dettes énormes , des lettres de cachet , l'oubli de nos libertés ; que dis-je ! l'oubli , la terreur même du retour à nos libertés nationales , dont la hauteur accabloit naguere nos foibles courages.

Chaque victoire de ce roi fut une calamité pour le peuple. Il nous a ruiné par ses guerres , asservis par ces troupes. C'est sous lui surtout qu'elles cessèrent d'être citoyennes ; & que , semblables aux gardes prétoriennes , elles ne connurent qu'un maître , & n'eurent plus de patrie. Les loix furent réduites au silence. Les magistrats étonnés n'avoient pas encore aguerri leurs ames à de courageuses résistances.

Non content d'avoir fait le malheur de son siècle , il dévora les ressources de la postérité par ses emprunts. Voilà quel fut ce roi , & voilà quels sont ses bienfaits.

: Si jamais le retour des états généraux

parut nécessaire ; ce fut sous la minorité de Louis XV , quand des opérations inconsidérées , nous eurent conduit au moment de notre ruine. Mais à peine en conservoit-on le souvenir. Les François du siècle de Louis XIV regardoient ces assemblées du même œil que nos foibles soldats regardent la pesante armure de nos peres , dont leurs corps débiles ne peuvent soutenir le fardeau.

Louis XV , élevé sur le trône , au milieu de la cour la plus corrompue , se trouva le maître d'un peuple si façonné au joug , que la liberté lui auroit été à charge.

Il falloit que le despotisme se détruisit par ses propres excès , & ce long regne fut constamment employé à nous conduire à ce terme.

Mais sous ce regne absolu naissoit un nouveau genre d'esprit , de nouvelles idées , une indépendance de principe & d'opinion qui devoient nous préparer à la liberté , & nous la rendre désirable.

Quelques écrivains , éclairés par leur génie , prévoyant le terme où devoit se briser le colosse de la puissance absolue , relevoient les vrais principes , les ornoient des charmes de la plus sublime éloquence ; dédaignés par des ministres vieillis dans les chaînes , & par des vieillards qui devoient les traîner au tombeau , ils élevoient l'ame de quelques citoyens dans l'âge heureux de l'adolescence , où l'on n'aspire qu'après la liberté.

Tel est le pouvoir & l'utilité des bons livres , que , dédaignés par une génération imbue de

préjugés , ils font les délices de celle qui s'élève ; & quand le bienfait du temps a plongé dans le tombeau la génération précédente , il se trouve que les préjugés qui l'égarerent y sont descendus avec elle , & que le regne des bons principes est arrivé.

Le siècle littéraire de Louis XIV ne fut épris que des attraits du bel esprit. Les lettres ne furent que louer le despote ; mais sous Louis XV elles s'affranchirent du joug , & le véritable esprit de la liberté & de la philosophie honorèrent les productions des écrivains les plus célèbres. Ils méditoient en silence la chute du despotisme , & la régénération de la nation.

L'entreprise étoit difficile. Le despotisme brise tous les liens , éteint tous les sentimens généreux , réduit à craindre sans cesse pour ce qu'on aime , les outrages de la tyrannie ; on finit par ne s'attacher qu'à soi même. L'égoïsme & le pouvoir absolu , sont deux fléaux toujours contemporains.

D'ailleurs , si quelques écrivains courageux , fort de leurs vertus , & soumis à leur seul génie , éclairèrent leurs concitoyens , combien en est-il qui , asservis par les plus légères faveurs , étouffèrent les cris de leur conscience , & changèrent en poisons les talens que le ciel leur avoit accordé ?

La noblesse , plus asservie qu'aucun autre ordre de l'état , sembloit opposer au retour de la liberté une invincible barrière ; mais , que

dis-je , le peuple voyoit sortir de son sein ses plus cruels ennemis.

Le despotisme avoit tellement égaré tous les cœurs , qu'un homme né Plébéien , écrasé par la noblesse , étoit à peine parvenu à la plus médiocre aisance , qu'aussi-tôt il se tournoit vers le despotisme , adoroit les illusions des nobles , & frappoit avec dédain sur les droits & le pouvoir des peuples.

Semblables aux descendants de Cadmus , notre patrie vit ses enfans déchirer son sein , aussi-tôt qu'ils en eurent la force. Tels étoient les obstacles , telles étoient les ressources , quand enfin le feu roi mourut. Il laissa sa nation asservie , mais portant dans son sein une génération nouvelle , encore soumise à des préjugés , mais ayant aussi quelques bons principes qui , pour devenir salutaires , avoient besoin d'être fomentés par l'adversité.

En lisant les mémoires du siècle de Louis XIV , & les annales de Louis XV ; en voyant quelle fut l'insolente fierté du premier , & le constant mépris du second pour son peuple , & avec quelle bassesse la nation admira l'un de ces regnes , & supporta l'autre , doit on s'étonner qu'il se soit trouvé un écrivain célèbre , qui , pénétré de respect pour l'Être Suprême , & n'osant insulter à sa justice , ait cru que ce furent les passions des hommes , qui , pour leur malheur commun , formerent les sociétés ; & que l'Être Eternel avoit créé l'homme pour vivre & mourir dans les déserts ,

isolé, libre, sans affections, sans chagrin, sans prévoyance, privé, il est vrai, des douceurs de l'amitié, inaccessible aux flammes les plus pures de l'amour, mais aussi méritant à ce prix une éternelle indépendance, & affranchi dès sa naissance, & jusqu'à la mort de l'humiliant empire d'un maître ; qui n'eût pensé comme ce grand homme ? sa belle ame indignée de nos vices, ne pouvant en supporter les excès, dans sa juste indignation, sapoit les bases d'une institution dont les effroyables abus engendroient à la fois toutes les calamités.

Si tel, en effet, devoit être le sort des mortels ; s'il n'existoit pas un moyen de rajeunir par la liberté des sociétés vieilles sous le despotisme ; si l'avenir ne devoit nourrir que les mêmes vices, & affermir la même servitude, seroit-ce un crime à l'homme dont le cœur vivroit encore, de se plaindre à Dieu même de l'excès de ses tourments ? seroit-ce un crime au citoyen, accablé de ses fers, de maudire son intelligence même ; de désirer la stupidité des bêtes, puisqu'il est destiné à en subir le sort ; de préférer à une raison funeste qui aigrit ses douleurs, le noble instinct de ce fier animal (1), né libre, dompté par la main de l'homme, mais perdant aussi-tôt la volonté de propager son espece, se vouant tout entier à la mort plutôt que de laisser à son tyran une race d'esclaves, résistant au plus

(1) Buffon, histoire naturelle de l'éléphant.

impérieux des besoins , en triomphant par la confiance d'un courage indomptable , & forçant ainsi l'homme barbare qui l'enchaîne , à laisser l'espèce en liberté , crainte de la voir s'anéantir dans l'esclavage.

Oui , tels seroient les derniers vœux de l'homme de courage , si la Providence l'avoit dévoué à l'opprobre d'une éternelle servitude. Mais le ciel voulut qu' la servitude fût la punition des vices d'une nation , & que la liberté publique pût renaitre , quand de longs malheurs nous en auroient fait sentir le prix.

Le despotisme qui égare les peuples en les avilissant , produit le même effet sur les rois. Il les rend indifférents au bonheur de leurs successeurs , & leur regne n'a plus pour objet que leurs jouissances personnelles.

Si l'amour de leurs descendants échauffoit leurs ames , ne prévoiroient-ils pas quel sort leurs fautes multipliées préparent à leurs successeurs ?

Les regnes de Louis XIII , de Louis XIV , & de Louis XV devoient investir celui de Louis XVI de maux incurables. C'étoit sur lui que devoient presser les erreurs de deux cents années. Il devoit en porter tout le poids. Mais il faut l'avouer , ces malheurs devoient le conduire à la gloire de régénérer sa nation , de la rendre libre , s'il ne peut à l'instant la rendre riche & puissante.

Si l'amour de la simplicité , l'horreur du faste , l'attachement inaltérable aux plus austères vertus , le respect pour les mœurs , la

bonté d'ame & de caractère eussent suffi à notre bonheur , notre roi méritoit que , par ses seuls exemples , notre félicité pût naître. Mais le mal avoit fait de trop rapides progrès. Nous devons , lui & nous , subir d'autres adversités pour arriver au terme où le retour à la constitution nationale devoit nous rendre la vie.

C'est un grand malheur pour les rois , que de le devenir sans être formés par l'expérience ; & je m'égare fort , ou Louis XVI en a souvent gémi.

Qui eût osé , à son avènement au trône , prononcer devant lui le nom des états généraux ? On a voulu pallier des maux invétérés , & pendant ce temps on a vu le monarque , commandant à ses inclinations , approcher de lui des hommes qu'il n'aimoit pas , en éloigner qu'il agréoit dans l'espoir d'opérer notre salut , mais tous ces palliatifs ont comblé nos maux , & égaré ses opinions.

Quand la vérité elle même s'offriroit tout à coup à ses regards ; qu'on me dise à quel signe frappant il pourroit la reconnoître ? A quel signe la reconnoîtrions-nous nous mêmes , si mille projets opposés , mille systèmes différens , nous avoient tour à tour déçus ?

Mais je me trompe , au milieu de ce labyrinthe inextricable , notre roi a saisi l'unique moyen de connoître la vérité. C'est à la nation à la lui apprendre , c'est à elle à triompher pour jamais de tous les prestiges. Dès que le roi aura entendu les vœux du peuple , pour-

roit il les oublier ? non , il consacrerà à les exaucer les restes d'une vie que le cours de la nature nous promet devoir être de longue durée.

Les moyens d'arriver au terme où nous sommes ont été pénibles ; la dernière crise surtout a failli nous anéantir ; peut-être étoit-elle encore nécessaire ; il falloit nous traîner ignominieusement sur le bord de l'abîme , pour nous garantir d'y tomber.

Il est vrai que jamais la nation ne fut opprimée par un ministère plus odieux. Il sembloit réunir tout ce qu'il falloit pour aigrir notre désespoir : chez lui le ridicule dans les projets se joignoit à la perfidie ; la vengeance à la calomnie , l'insolence à la fausseté. Mais enfin en voyant où ses fureurs nous ont conduit , qui oseroit se plaindre ? Qui croiroit avoir trop payé , par des infortunes passagères , le bonheur de voir reparôître nos états généraux ?

Seroit-ce toi , d'Eprémefail , qui te plaindrois ? Tu fus , il est vrai , la victime la plus cruellement outragée par le despotisme ministériel ; mais en ces instans où sa haine sacrilège te poursuivoit dans le temple de la justice & t'immoloit sur ses autels , au milieu de ses ministres , dis-nous , quel dédommagement t'offroit alors la patrie , dont tu ne cessas d'être le défenseur , qu'en en devenant le martyr ? Les remords dévoroient tes ennemis. Enchaînés l'un à l'autre par leurs complots , ils présageoient pour leur supplice ta glorieuse destinée , qui , t'unissant à l'existence des loix ,

rendoit leur résurrection & ta captivité incompatibles.

Si maintenant tu jouis de tes sacrifices , si les avantages que ton intrépide éloquence procuroit à ta patrie , te consolèrent de la captivité , qui donc oseroit murmurer de ces adversités passagères , dont il ne restera bientôt que le souvenir ?

Je le dis avec vérité , je crois que les états généraux trouveront qu'il est de leur dignité de ne pas poursuivre après du roi , la vengeance des délits d'un ministère dont sa justice nous a délivré. Mais il est cependant un crime inexpiable , & si les preuves de ce forfait pouvoient être acquises , je crois que les états généraux trahiroient la nation , en n'en demandant pas au roi le châtement.

S'il étoit vrai que le dernier ministre , en nous abusant par d'insidieuses promesses , nourrissoit , à force de perfidies , dans l'ame de notre roi , la terreur des assemblées nationales ; & que calomniant ce peuple qui le respecte , & qui l'aime , il l'éloignoit de son cœur par de sacrilèges impostures ; si ce forfait soupçonné dans toutes les provinces étoit prouvé , quel supplice mériteroit le coupable !

Notre roi craindre les états généraux ! mais qu'il se rende justice , qu'il descende dans sa conscience , & qu'il se juge. Il verra que le plus terrible des malheurs pour la nation seroit sa perte ; que formé par nos adversités , qui sont les siennes , c'est à présent que nous de-

vons recueillir le fruit de ses vertus personnelles ; que désormais sont terminées les crises cruelles , nécessaires peut-être à son expérience. Qu'il songe que si le trône étoit encore électif , ce seroit lui que nos vœux y appelleroient ; que de tous les rois de l'Europe , il est le seul qui convienne à notre position. Je n'en dirai pas les raisons , je ne veux critiquer aucun souverain ; mais enfin , le goût des conquêtes , l'ardeur des changemens , l'amour des innovations , qui peuvent être fort utiles en d'autres contrées , nous seroient funestes. Il nous faut un roi soumis aux loix , épris de l'amour sévère de la justice , désireux de nous procurer des jours de tranquillité & de paix. Et c'est quand nous le possédons , que les états généraux songeroient à troubler son regne ! Le malheur des rois est de juger des hommes par les esclaves qui les entourent ; & de leur empire , par leur capitale. Sans doute il est naturel à un roi de France , qui voit le peuple de Paris soumis & tremblant devant des soldats , de croire qu'il ne regne que par la terreur.

Que n'est-il possible que , s'arrachant à sa cour , notre roi vienne dans les provinces apprendre à connoître , à respecter & à chérir son peuple !

Il est dans notre patrie des pays où la nature fit tout pour la liberté , où d'indestructibles remparts assurent une éternelle indépendance , & où les ames sont encore douées de cette indomptable énergie qui fait chercher

& braver la mort. En ces pays on n'a jamais craint les soldats du prince; mais en ces dernières occurrences, on y a tremblé de la frayeur de lui déplaire. C'est en ces lieux inaccessibles à la force, que la renommée a donné aux peuples une idée sûre de son caractère. Jamais la perversité de ses derniers ministres, leurs excès, leurs outrages n'ont pu altérer un moment le respect, le sentiment profond de sa probité personnelle: enfin il leur a été impossible de le faire haïr; & quand leurs attentats multipliés contre la liberté publique & particulière arrachèrent à ces peuples des pleurs de rage, leur unique pensée, leur unique vœu fut qu'il falloit instruire le roi, *que le roi étoit trompé*. Ce seul motif guidait toutes leurs démarches, & l'événement a prouvé la justesse de leurs opinions.

Et ce seroit la réunion de ce peuple juste, & aimant, qui seroit à craindre ! Non ! non, le roi ne l'a jamais pensé.

Mais si les assemblées nationales sont l'unique ressource de la nation, la manière de les convoquer est essentielle à connoître.

Les ministres auroient-ils pu altérer nos formes antiques ? N'auroient-ils pas frappé de nullité, par cette innovation, les décrets d'une assemblée qui cesseroit d'être nationale, si le pouvoir seul influoit dans la manière de la former.

Les formes antiques sont-elles tellement inhérentes à la constitution de l'assemblée na-

tionale, qu'il soit impossible de s'en écarter ? Et si elles sont de rigueur, ont-elles laissé des traces assez visibles pour qu'il soit possible de les suivre ? S'il falloit y suppléer, seroit-il possible de le faire en conservant ce qui nous reste de nos anciens usages ?

Tels sont les derniers objets qui méritent notre attention ?

Aussi-tôt que l'étendue d'un empire & son immense population mettent un obstacle invincible à la réunion du peuple, il devient nécessaire qu'il élise des représentants, pour statuer en son nom, & d'après son vœu, sur tout ce qui intéresse la république.

C'est un malheur sans doute que l'existence des grands empires. Ils deviennent les fléaux de leurs voisins, les subjuguent ou les corrompent. Ils en font un aussi pour les peuples, & le premier de leurs maux, c'est d'être forcés de confier à autrui leurs plus précieux intérêts. Mais c'est un mal nécessaire. Il ne s'agit que d'en prévenir, par de sages institutions, les inconvénients les plus dangereux, & de former avec soin une assemblée vraiment nationale. Mais qu'est-ce qui constitue une assemblée nationale ?

C'est le libre choix de tous ceux qui la composent; de telle sorte que nul n'y ait voix délibérative en vertu d'un titre, quel qu'il puisse être; & ne puisse y voter qu'en vertu de la libre élection, & de la procuration de ses commettants.

Il faut ensuite, pour qu'une assemblée soit

nationale , que le nombre des représentants de la nation soit proportionné à la grandeur & à la population de l'empire.

Vainement voudroit on persuader au peuple qu'une assemblée peu nombreuse peut représenter un peuple immense. Il ne le croira pas , parce qu'en effet cela ne peut pas être. Pour que le peuple croie qu'une assemblée le représente , il faut que chaque citoyen puisse croire avoir influé au moins sur le choix de son représentant , & que ce choix , qu'il a fait librement , le détermine un jour à se soumettre aux loix de l'assemblée , quelques sévères qu'elles puissent être.

Mais pour que les citoyens puissent croire avoir influé sur le choix de leurs représentants , il faut que l'empire soit tellement divisé , que chaque district ayant le droit d'élire des députés , soit à la fois assez étendu pour que chaque député représente une quantité considérable de citoyens , & assez circonscrit pour que ses habitants ne soient pas forcés de s'unir avec des districts dont les habitants leur feroient inconnus , les intérêts opposés aux leurs , & où tout au moins celui qui seroit élu , seroit étranger aux trois quarts des votants. Car , de cette manière , le peuple ayant à faire un choix sans pouvoir connoître le candidat , se croira fort mal représenté & fort aisément trahi.

Mais ces règles générales dictées par la justice , le sont aussi par la prudence ; si cette assemblée , convoquée dans un temps de dé-

resse & de calamité, n'a d'autre choix à faire pour nous que celui du sacrifice le moins douloureux; si ses décrets doivent nécessairement augmenter le fardeau de l'impôt, & nous priver encore d'une partie de notre propriété, ces cruels sacrifices, exigés d'un peuple déjà accablé par ses besoins, ne lui paroîtront supportables, & il ne consentira à les faire, qu'autant que, convaincu de la sagesse de ses représentans, il croira leur devoir ce dernier hommage de fléchir devant leurs décrets; qu'autant qu'il se persuadera que c'est à ce seul prix qu'ils ont pu sauver la république: qu'enfin s'ils ont été forcés d'appauvrir encore une nation déjà pauvre, ils lui ont au moins acquis le droit d'un peuple libre, & assuré à jamais le peu de propriété qui lui reste.

Mais s'il existoit dans un empire des formes consacrées par l'usage de trois siècles; si ces formes respectées du peuple par cela seul qu'elles lui sont transmises par ses peres, méritoient aussi leur attachement par leur sagesse & leur prévoyance, seroit-il prudent de les altérer, d'infirmer par cet acte d'autorité la validité de l'assemblée, de l'exposer à des protestations qui, si elles étoient générales, la frapperoient d'une nullité indélébile?

Car enfin, ces formes fussent-elles vicieuses, qui auroit le droit de les changer? Ne faudroit-il pas les suivre pour convoquer une assemblée qui les altérât? Ces formes consti-

tutives sont-elles au choix du pouvoir royal ? & une forme de convocation qui s'en écarteroit entièrement , émanée de la seule volonté du prince , pourroit-elle suppléer nos formes nationales , qui peut-être deviendront chères à la nation au moment où l'on voudra les lui ravir ?

Voilà ce que diroit avec raison un peuple qui voudroit améliorer une constitution vicieuse , avec les précautions indispensables pour lui en suppléer une meilleure.

Mais ces formes antiques doivent-elles être prosrites ? Sont-elles vicieuses ? C'est ce qu'il faut examiner.

Dans tous les empires , dans ceux mêmes où le peuple est asservi , il existe un besoin de tous les moments , qui force le peuple à se circonscrire , & l'autorité à se prêter à ces divisions.

C'est le besoin de la justice distributive , & la nécessité d'une surveillance quelconque , qui maintiennent l'observance des loix dans le pays qu'elles gouvernent , ou les volontés du maître , quand le peuple obéit à un tyran.

Ce besoin se fit sentir en France , aussi-tôt que le regne de la féodalité pencha vers sa ruine , & que l'empire des loix vint remplacer l'absurde tyrannie sous laquelle avoient gémi les François pendant trois siècles.

Saint Louis établit quatre bailliages dans ses domaines. Bientôt cet utile établissement se propageant , tous les François le désirèrent , & à mesure que le peuple brisoit ses chaînes ,

il réclama des tribunaux locaux à sa portée. Les bailliages furent établis dans les pays coutumiers, & les sénéchaux dans les pays de droit écrit.

Cette division fut à la fois civile & militaire, suivant l'esprit des François de ce siècle. Dès lors naquit, au sein de la grande société, un sentiment qui unissoit encore plus particulièrement chaque citoyen à son bailliage ou à sa sénéchaussée. Des hommes qui sont jugés au même lieu, qui combattent sous la même bannière, se rallient au centre commun. C'est, pour ainsi dire, une nouvelle patrie. Les intérêts plus rapprochés sont mieux connus. On acquiert par soi-même, ou par la renommée, la connoissance de tous les individus qui habitent ce même district; & ce besoin continu de recourir à un même tribunal pour y obtenir justice, suffiroit pour rapprocher tous les citoyens.

Lorsque Philippe le-Bel & ses successeurs furent contraints par leurs besoins de nous rendre nos libertés, le royaume, déjà divisé par l'établissement des bailliages & sénéchaussées, offrit au peuple un moyen de se faire représenter; & ce moyen, qui étoit alors le plus naturel, devint par trait de temps le plus juste & le plus utile.

Car, dès que l'adjonction de plusieurs territoires à un même sénéchal, ou à un même bailliage, eut trop étendu son ressort; dès que les citoyens affranchis eurent acquis des propriétés, & que le choc des intérêts particuliers,

élevant

élevant un plus grand nombre de procès, nécessita des jugemens multipliés ; dès qu'enfin la formation de quelques communautés , qui n'existoient pas jadis, eut fait éclore des intérêts plus compliqués, on multiplia ces établissemens. Le ressort des anciennes sénéchaussées fut diminué par la création d'autres tribunaux de même genre. Ces nouveaux tribunaux acquirent , comme les anciens , le droit de se faire représenter aux états généraux de telle sorte, qu'à mesure que la nation s'augmentoit, à mesure que les intérêts divers se multiplioient, le nombre de ceux qui devoient représenter la nation s'accroissoit aussi. Il est vrai que le prince établit presque toujours les bailliages ou sénéchaussées, d'après les demandes des pays qui le désirent : mais les lettrés-patentes qui érigent un pareil tribunal , doivent être enrégistrées ; & d'ailleurs l'intérêt d'un roi qui veut être absolu, est de diminuer le nombre des représentans de la nation. Ainsi pourvu qu'il ne puisse détruire les sénéchaussées & bailliages qui existent, il est peu dangereux qu'à la sollicitation des provinces, il ait le droit de les augmenter.

Quand ces tribunaux furent devenus de simples cours de justice , la forme antique de convocation des états généraux par bailliages & sénéchaussées, subsista encore. Sans doute elle parut la meilleure, celle qui facilitoit le plus au peuple le moyen de connaître celui à qui il confioit la défense de ses intérêts.

A ces raisons s'en joignoit une , qui dût paroître péremptoire à nos peres. C'est que pour suppléer à cette division du royaume par bailliage & sénéchaussée, il eût fallu absolument la remplacer par un autre qui mît les trois ordres de l'état à même de faire immédiatement le choix de leurs représentants , & qui mît ceux-ci à portée de recevoir directement, de la totalité de leurs commettants, les pouvoirs & les ordres qui devoient former leurs instructions à l'assemblée nationale.

C'est une vérité démontrée par la conduite de nos états, par l'aveu des rois, & sur-tout par son extrême utilité pour nous, que nos représentants aux états généraux n'y sont que des mandataires, astreints rigoureusement à suivre les ordres de leurs commettants, inhabiles à statuer sur quelque objet que ce puisse être sans leurs ordres, & obligés d'y recourir, si des demandes qui n'auroient pas été prévues exigeoient une nouvelle décision. Or, le choix de représentants ainsi assujettis, ne se peut faire que par ceux même qu'ils représentent. Le peuple ne peut même à cet égard se faire suppléer, ni revêtir une assemblée quelconque du pouvoir de faire ce choix pour lui. Car, comme c'est la réunion de la volonté générale qui constitue essentiellement le pouvoir des représentants aux états généraux, comment le peuple pourroit-il s'assurer que la volonté d'une assemblée seroit toujours conforme à la volonté publique ?

Ces opinions guiderent nos peres. Les lettres de convocation de l'assemblée des états de 1303 ne subsistent plus. Il ne nous reste que la lettre du clergé à Boniface VIII, celle des nobles aux cardinaux, & elles ne nous instruisent pas de la manière dont l'assemblée fut convoquée. Mais on trouve dans l'histoire générale de la province de Languedoc, de dom Vaissette, que le roi Philippe-le Bel, par ses lettres (1) du jeudi de Chandeleur 1302, enjoint au sénéchal de Beaucaire, d'avertir tous les consuls des villes de son ressort, qu'il lui nomme, d'envoyer des députés avec *pouvoir de conclure ce qui seroit nécessaire* (2).

La même année, dit le même auteur, Philippe-le-Bel ordonnoit au sénéchal de Carcassonne, de ne pas se dessaisir des biens qu'il avoit pris aux communautés du comté de Foix, pour les punir de n'avoir pas comparu avec les autres communautés à l'assemblée de la sénéchaussée, pour y délibérer sur les affaires du royaume.

On peut conclure de ces faits, que la première assemblée de nos états généraux fut convoquée par bailliages & sénéchaussées.

On doit observer qu'à cette époque les peuples des campagnes étoient encore, en grande

(1) On trouve la lettre à la bibliothèque du roi, n°. 8409 des manuscrits; elle existe encore.

(2) Hist. de Languedoc, de dom Vaissette, l. xxviii, pag. 107.

pattie, asservis sous la tyrannie des seigneurs féodaux. Ce n'étoit guere que dans les villes que se trouvoient des hommes libres. Aussi Nicole Gilles nous dit-il, en nous parlant de l'assemblée des états convoquée sous le même roi en 1314,

« Le roi assembla plusieurs princes, seigneurs, barons & *populaire des villes de son royaume* » (1).

Mais une preuve que l'assemblée de cette *populaire* se faisoit par bailliage & sénéchaussée, c'est que le successeur de Philippe-le-Bel, Louis Hutin, n'osa, dit l'histoire (2), convoquer les états généraux; il se contenta de consulter le peuple par baillies & sénéchaussées.

Cette maniere de le consulter annonce que la maniere de le convoquer n'étoit pas différente.

En 1321, les états ayant refusé un subside, le roi envoya consulter la nation dans les baillies & sénéchaussées.

En 1355 le second article de l'ordonnance du roi, rendue ensuite des décrets des états, établit des généraux des aides pour l'administration du produit de cet impôt, pour en rendre compte aux surintendants nommés par les états, & elle enjoint que lors de la reddition

(1) Annales de Nicole Gilles, en 1314, feuillet cxxv.

(2) Boulainvilliers, tom. II de l'histoire du gouvernement, pag. 136. Mezerai, ann. 1316.

des comptes, la convocation des trois ordres se fera par bailliage & sénéchaussée ; ce qui prouve que cette division de la France étoit la seule légale & reconnue par le peuple & les états.

En 1356, Charles V, régent, n'ayant pu obtenir aucun secours des états, les congédia, & envoya des commissaires demander des secours dans toutes les sénéchaussées & bailliages du royaume.

Le témoignage de l'auteur anonyme, contemporain de Charles VI, d'après lequel le Laboureur a écrit l'histoire de ce prince, nous apprend qu'en 1411 l'on étoit si pressé d'assembler les états, que l'on envoya des courriers aux villes & chefs lieux des bailliages, pour élire des députés ; mais que, quelque diligence que l'on pût faire, les états ne s'assemblerent que le 3 janvier 1412.

Ainsi, dans le plus pressant besoin de l'état, des ministres qui osoient tout, sous un roi incapable de les réprimer, n'osèrent cependant altérer les formes constitutives de la convocation de nos assemblées.

On peut aisément conclure, de ce que nous dit Jean Chartier, auteur de la grande chronique, que les états de 1440 furent convoqués par bailliages & sénéchaussées.

Nous arrivons enfin au temps où les procès verbaux nous offrent la liste de tous les députés, & nous prouvent qu'ils furent toujours envoyés par les bailliages & sénéchaussées.

Les seuls états de 1561, convoqués à Pontoise à la fin des états d'Orléans de 1560, le furent par gouvernement, afin, dit l'administration de ce temps, d'épargner les frais qu'on seroit obligé de faire en les convoquant par bailliages.

Cette exception, ainsi motivée, confirmoit la règle ; mais ces formes d'états la reconnurent eux-mêmes, & la rétablirent par leurs décrets.

Ils statuerent que, dans le cas où le roi seroit incapable de régner, le premier prince du sang convoqueroit les états ; mais que s'il ne les convoquoit au bout de trois mois, *chaque bailliage ou sénéchaussée* procéderoit au choix des députés.

Ainsi ces états de 1561, les seuls que l'on puisse prouver s'être assemblés sous des formes insolites, en reconnurent eux-mêmes le vice, & réclamèrent les anciennes formes, pour convoquer, en des cas prévus, nos assemblées nationales.

Il est essentiel de lire, dans le verbal des états de France, la liste des députés aux états de Tours en 1484, & aux états de Blois en 1579.

On remarque aux états de Blois une augmentation de députés, qui nous prouve clairement que chaque nouvelle sénéchaussée jouissoit, aussi-tôt après son érection, du droit d'envoyer des députés aux états généraux ; & comme il est presque impossible d'être aussi bien instruit de ce qui regarde une pro-

vince étrangere, qu'on l'est de tout ce qui importe à la sienne, on me permettra, en cette occurrence, de citer le Languedoc pour exemple.

Lors des états de Tours en 1484, le Languedoc étoit divisé en trois sénéchaussées, qu'on y nomme encore les anciennes sénéchaussées; celles de Toulouse, Carcassonne, Beaucaire & Nîmes.

Ces trois sénéchaussées députerent en 1483 aux états de Tours, & la province du Languedoc n'y eut pas d'autres députés.

Mais en 1525 le Velay, malgré les injustes oppositions des états de Languedoc, obtint une sénéchaussée. Et en 1554 le roi donna des lettres de jussion au parlement de Toulouse, pour que nonobstant les oppositions des mêmes états, il enrégistrât les lettres-patentes, qui érigeoient une sénéchaussée dans le comté de Lauragais.

Nous voyons en conséquence, dans la liste des députés de cette province aux états de Blois en 1576, que les deux nouvelles sénéchaussées jouirent, comme les anciennes, du droit d'envoyer leurs députés aux états généraux.

Elles jouirent du même droit en 1588 & en 1614; ainsi chaque sénéchaussée royale créée depuis cette époque, est fondée à réclamer le droit d'envoyer ses députés aux états du royaume. Elle doit même le réclamer, & ce droit ne peut être méconnu de la justice du prince;

mais s'il l'étoit par son conseil, ce seroit avec raison qu'elles le réclameraient auprès des états généraux.

En lisant ces listes des députés aux assemblées nationales, on demandera sans doute si les états particuliers d'une province ont le droit de nommer les députés de la province aux états généraux; & pour prouver qu'ils ont ce droit, on s'autorisera de quelques nominations d'états provinciaux, qui sont relatées sur les listes.

Pour résoudre cette difficulté à l'égard de toutes les provinces, il faudroit en connoître parfaitement l'histoire & la constitution, & je n'ai pas assez de connoissance de leurs droits respectifs, pour espérer d'y parvenir.

Mais on peut observer que dans la plupart de ces provinces, il est des ordres entiers de l'état, qui ont le droit d'y assister; telles sont les provinces de Bretagne & Bourgogne pour l'ordre de la noblesse. Il paroît assez simple alors que cet ordre, convoqué en entier aux états de la province, nomme dans cette même assemblée ses députés aux états du royaume.

Mais ce qui prouve l'absolue nécessité de rapprocher les votans, de ceux dont ils font choix, & par conséquent de donner aux assemblées préliminaires une forme nationale, c'est ce qui s'est toujours passé à cet égard en Languedoc.

Cette province est régie par une forme

d'états ; mais ces états ne représentent en aucune manière les trois ordres dont est composée la province (1).

(1) Cette vérité , quoique évidente , a besoin d'un grand développement. La province a le droit d'attendre de la justice du roi une constitution vraiment représentative ; & la terreur que les provinces voisines ont eu d'une constitution semblable à la nôtre , dès qu'il s'est agi pour elles de se constituer des états provinciaux , suffiroit pour nous avertir des vices de notre administration. Elle a fait sans doute ce qui dépendoit d'elle pour le bien de la province ; mais enfin la province n'est pas représentée , & il nous faut des représentants. Il est à présumer que pendant la tenue des états généraux du royaume , plusieurs citoyens de tous les ordres présenteront à cette suprême assemblée leurs doléances ; mais les cahiers des députés des sénéchaussées en seront sûrement chargés.

Il faudra seulement prouver au roi , 1°. qu'il est intéressé à ce que sa province de Languedoc jouisse de la faculté d'être réellement représentée aux états de cette province ; 2°. que cette province est abymée sous le fardeau des dépenses nécessitées par la forme actuelle de son administration , & que c'est par cette seule raison qu'elle payant moins à proportion que les autres au trésor royal , il lui est cependant impossible de payer davantage ; 3°. il faudra développer dans le plus grand détail les défauts inhérents à une pareille administration : cette tâche , quoique longue , est aisée ; mais il faut que les trois ordres de la province sachent que l'objection que font les ministres , quand quelques citoyens leur exposent les défauts de cette administration , c'est que la province ne se plaint pas. Cette réponse est absurde & cruelle ; absurde , en ce que les citoyens ne pouvant légalement s'assembler sans l'ordre du roi , ils ne peuvent se plaindre ; cruelle , en ce qu'elle est faire par ceux qui nous seroient un crime auprès de notre roi , si nous nous étions assemblés

Les évêques y entrent en vertu de leurs dignités , & le second ordre de l'église n'y envoie pas de députés.

Les barons y entrent en vertu des terres qu'ils achètent , & auxquelles le roi attribue le droit d'entrée ; mais ils ne sont élus par personne , & par conséquent ne représentent personne.

Le tiers état ne peut y être représenté par les officiers municipaux de quelques villes ; quelques-uns d'ailleurs sont nommés par le seigneur de ces villes ; plusieurs avoient acheté les mairies , quand le roi les aliéna. Ils obtinrent le droit d'entrer aux états , ainsi le peuple n'y est en aucune manière représenté.

Aussi ces sortes d'états n'ont jamais nommé les députés de la province aux états généraux. Ils furent élus dans les sénéchaussées , parce que les états de Languedoc , ne représentant réellement aucun des ordres , ils ne pouvoient revêtir nos députés aux états généraux , d'un pouvoir national qu'ils n'avoient pas , & qu'ils n'ont jamais eu.

Cette confirmation du principe général pourra peut-être servir aux autres provinces qui ont des états provinciaux , pour faire triompher la règle & les loix.

pour rédiger nos plaintes. Mais en cette occurrence , chaque sénéchaussée examinera ses griefs à cet égard , & les consignera dans le cahier de ses députés , avec son vœu pour obtenir de notre roi une administration réellement composée par les élus & représentants des trois ordres.

Il est d'autant plus essentiel de faire prévaloir les anciennes formes , que l'on avoit cherché à suggérer , sur-tout à Paris , qu'il seroit plus commode & plus utile de former l'assemblée nationale des députés des assemblées provinciales.

Cela seroit plus commode ; mais pour qui ? plus utile , mais à qui ? Ce ne seroit pas au peuple , à qui il importe sur-tout que ses députés reçoivent immédiatement de lui ses ordres & leurs pouvoirs.

Les assemblées provinciales sont d'ailleurs si utiles , qu'il est à présumer qu'elles recevront des états généraux une existence nationale ; mais en l'état actuel , elles ne l'ont pas. Le roi seul ne peut pas la leur donner.

Mais aussi-tôt qu'elles auront reçu une existence nationale , leur réunion , non par députés , mais en totalité , formera les états généraux ; ce n'est peut-être pas ce que veut l'administration. Mais quand il seroit vrai que les assemblées provinciales , sanctionnées par les états , doivent un jour former les états généraux , elles ne peuvent y prétendre en ce moment ; il faudroit toujours , pour les en rendre susceptibles , assembler la nation , suivant l'ancien usage.

Mais , dit-on , ces formes antiques n'ont pas laissé des traces sur tous les détails. J'en conviens. Mais elles en ont assez laissé , pour qu'un ministre habile puisse , à l'aide de ce que nous possédons , suppléer à ce qui nous manque , en suivant toujours l'esprit de nos anciennes institutions.

Nous favons que tout ecclésiastique , possédant un bénéfice , a le droit d'entrer dans l'assemblée de son ordre , où se rédige le cahier du clergé , & où il choisit son député aux états du royaume.

Chaque noble , possédant fief , a le même droit dans l'ordre de la noblesse.

Le tiers état , après bien des recherches , m'a toujours paru offrir le plus de difficultés , pour constater la manière de le convoquer ; je crois cependant qu'on peut établir que chaque communauté rédigeoit un cahier , & envoyoit ses députés à la sénéchaussée ; que ces députés formoient un cahier général de toutes les demandes des communautés , & choisissoient les députés aux états généraux , dont ce cahier établissoit & limitoit les pouvoirs.

Mais quel nombre de députés le tiers état doit-il élire ? Les verbaux imprimés , ceux de la bibliothèque du roi , ceux que j'ai vus dans quelques sénéchaussées où on les a conservés , varient à cet égard.

Mais quand les moyens positifs sur un aussi grand objet manquent , c'est à la loi immuable de la nature qu'il faut recourir pour y suppléer.

Le tiers état est le peuple , & le peuple est la base de l'état ; il est l'état lui-même : les autres ordres ne sont que des divisions politiques , tandis que le peuple est tout par la loi immuable de la nature , qui veut que tout lui soit subordonné , & que son salut soit la première loi de l'état & le motif qui les autorise toutes.

C'est dans le peuple que réside la toute puissance nationale ; c'est par lui que tout l'état existe , & pour lui seul qu'il doit exister.

Il faut donc que le nombre de ces députés égale au moins celui des deux autres ordres réunis , afin que l'intérêt public prédomine toujours dans une assemblée , qui cesseroit d'être nationale , si jamais l'intérêt de quelque ordre que ce soit , infirmoit ou annulloit la volonté du peuple.

Il restera encore à statuer sur le sort des provinces annexées à la couronne depuis 1614 ; mais les mêmes loix qui , dans les autres provinces , établissent le mode de convocation peuvent leur être appliquées.

De tout cela il résultera une grande & nombreuse assemblée , sans doute. Mais en Angleterre , le parlement est composé de 700 personnes ; & l'Angleterre & l'Ecosse n'ont pas , à beaucoup près , l'étendue de la France.

En général , une grande assemblée est plus populaire , qu'une assemblée plus circonscrite ; & toutes les formes populaires qui n'altèrent pas la constitution de la monarchie , sont celles qu'il faut préférer.

Mais enfin quels sont donc les inconvénients d'une grande assemblée ? Pourquoi les ministres en avoient-ils conçu tant de terreur ? On devine bien les motifs secrets , mais quels sont ceux qu'ils exposent ?

Il faut qu'ils les aient crus d'une haute importance ; car enfin ils devoient penser que le peuple , qui voit mépriser & violer les anti-

ques loix ; n'espere pas que l'on ait un plus grand respect pour les nouvelles , si jamais elles devenoient gênantes.

Une objection que j'ai entendu développer avec assez de force , c'est qu'aux états de 1614 , le tiers état n'étoit pas représenté , parce que ceux qui le représentoient , étoient la plupart des officiers de justice. Mais cette raison ne seroit valable , qu'autant que le peuple auroit été contraint , dans chaque bailliage , de choisir pour ses députés des officiers de justice ; car s'il vouloit les honorer de son choix , je ne vois pas qu'il soit possible de l'empêcher d'accorder son suffrage à qui il lui plaît , & on n'a pas prétendu sans doute qu'il fût possible que l'autorité du gouvernement dirigeât en aucune manière le choix des peuples.

Mais je dis mieux : en 1614 il étoit possible que le choix des officiers de justice fût le meilleur que l'on pût faire. Il faut au peuple , en des occurrences où l'on cherche à l'opprimer & à l'égarer , non-seulement des représentants vertueux & courageux , dont l'ame élevée préfere la disgrâce du prince , & la mort même à la honte de s'écarter un moment de la mission dont ils sont revêtus ; mais il faut encore des hommes exercés à parler en public , des hommes que la timidité ne retienne jamais ; & qui ne soient pas effrayés des discussions subtiles ou malhonnêtes de ces hommes corrompus , qui ne cherchent qu'à égayer , ou à jeter du ridicule

sur celui dont ils ne peuvent renverser les principes.

Dans la forme de notre gouvernement ; l'art de la parole ne peut être le partage que d'un nombre de citoyens , & il étoit assez naturel qu'en 1614 , où il étoit peut-être plus rare , où les lumières étoient moins généralement répandues , le peuple honorât du pouvoir de défendre ses droits ; des hommes habitués à défendre ceux des citoyens , & chez qui cette honorable fonction avoit développé le talent de l'éloquence (1) :

Aujourd'hui il aura un champ plus vaste. Il pourra choisir dans toutes les classes de citoyens , mais s'il lui plaisoit encore d'honorer de son suffrage des officiers de justice , je voudrois qu'on me démontrât clairement , qu'il n'en est pas le maître , & qu'il est expédient d'établir une règle pour gêner son vœu à cet égard.

Mais , s'écrioient les ministres , une assemblée nombreuse est tumultueuse ; il y regne un désordre qui arrête le cours des délibérations ; l'ardeur d'y parler empêche chacun d'y développer son avis ; & il faut , pour rendre l'assemblée nationale utile , établir des règles pour sa police intérieure.

(1) Il est à observer qu'à ces mêmes états ce fut le tiers qui soutint les vrais principes sur l'indépendance de la couronne , & que ce furent les deux premiers ordres qui empêchèrent que la saine doctrine du peuple ne fût établie par des décrets unanimes. (Voyez le procès-verbal de Rapine.)

Mais ; premièrement , c'est à l'assemblée à établir les règles qui lui conviennent pour sa police intérieure : elle peut former , dans chaque ordre , les divisions qui lui plaisent , opiner par sénéchaussée , par gouvernement ; mais il est digne de sa sagesse d'observer que la forme , qui conserve à chaque voix toute sa valeur , est la plus populaire , & conséquemment , la meilleure.

Mais , seroit il vrai que la confusion est le partage des grandes assemblées ? & n'auroit-on pas pris pour confusion , la libre discussion des opinions ?

Les ministres des états monarchiques , ne redoutent rien tant que les assemblées nombreuses , où règne la liberté. Pour la diminuer , autant qu'ils le peuvent , ils s'appuient toujours de la nécessité d'y établir des règles qui maintiennent l'ordre & la police ; & le résultat ordinaire de leurs travaux en ce genre ; est de l'investir tellement de règles & de formules , que la plus essentielle de toutes les loix se trouve détruite , celle de pouvoir s'expliquer sans crainte , & proposer avec liberté ce que l'on croit utile à la république.

Il n'est aucune sorte de désordre qui ne soit préférable à la tranquillité funeste que procure le pouvoir absolu. C'est pour s'en garantir que ces assemblées sont nécessaires , & c'est aussi pour les rendre impuissantes qu'on cherche à les accabler de règles gênantes , qui puissent au besoin servir d'entraves au courage & à la liberté.

L'assemblée

L'assemblée d'une nation immense n'est pas un divan. Les formes silencieuses ne sauroient lui convenir. A la tranquillité que l'on en exige, on croiroit qu'elle doit tenir ses séances près de la chambre d'un roi mourant.

Mais j'ai toujours remarqué que ce goût du silence, cet amour des formes sévères, qui le maintiennent, & qui, sous le prétexte de l'ordre, répriment le zèle des citoyens, est le goût des états absolus, & augmente toujours d'énergie à mesure que l'autorité devient plus despotique, jusqu'à ce que, parvenu à son dernier période, comme en Turquie, on en vient à redouter jusques aux accents d'une voix humaine, & on y entoure le souverain, de l'imperturbable silence des tombeaux.

Eh ! qu'on laisse agir à leur gré ces souveraines assemblées ; ces formes sont des chaînes, & on ne sauroit les entourer. Qu'on ne s'effraie pas de ces orages passagers qu'y élèvera la différence des opinions. C'est au feu de ces discussions que s'éclairent les citoyens ; & il n'est peut-être pas d'instruction plus profitable, que celle qu'ils reçoivent de la libre & ardente discussion de deux hommes éloquents qui soutiennent des opinions contraires.

C'est du choc perpétuel des éléments que naît l'ordre immuable de la nature ; c'est aussi du conflit des sentiments opposés, que naît la liberté publique, & sur-tout cette sorte d'opinion qui la maintient.

D'ailleurs, nulle part on ne rend au génie un hommage plus pur que dans ces assemblées, qu'on voudroit nous faire regarder comme défendues. On verra si lorsqu'un homme éloquent, qui a déjà fait ses preuves, se levera pour développer les principes de la science politique, qui fut l'objet de ses études; on verra si je, si d'importunes clameurs viendront l'interrompre, à moins que ce ne soient celles des gens payés pour le troubler.

Qu'on soit donc tranquille sur la police qui doit régner dans cette grande assemblée : elle s'y établira d'elle-même ; & ce peuple, que ridiculement on croit devoir toujours entourer des maillots, saura déployer toutes ses facultés avec mesure, quand il pourra les déployer avec liberté.

Ainsi que la modération des desirs est la base du bonheur des individus, de même l'amour de la liberté, pour être utile à la patrie, doit être guidé par la réflexion, & ne pas s'égarer au-delà des limites que semble prescrire la nature même des choses. Du tourment que nous causent des malheurs continuels, & de la douloureuse comparaison que nous sommes forcés de faire, des vices de notre constitution avec l'administration politique la plus parfaite qui ait jamais paru sur la terre, s'est accru dans tous les cœurs le désir de se rapprocher des loix Angloises.

Ce désir, qui ne peut être exaucé, est un nouveau supplice. Si le ciel nous eût destiné

au même bonheur, sa bienfaisante main eût creusé des gouffres profonds sur nos frontières; elle y eût conduit les eaux de la mer. Cette défense naturelle est le *palladium* de la liberté Angloise.

Mais nous, entourés de voisins jaloux, inquiets, armés, accessibles de toute part à leurs invasions, nous ne pouvons désarmer la force publique; & de cette nécessité de lui donner tout le ressort dont elle est susceptible, naît un inconvénient terrible, qui fait que la liberté nationale y sera toujours menacée. Je crois cet inconvénient inévitable; il faut en diminuer les dangers : c'est tout ce qui est permis à la prudence.

Si renonçant enfin à ce funeste orgueil, qui nous coûte si cher, d'être mêlé dans toutes les guerres de l'Europe, nous nous bornions à défendre notre territoire, alors une armée défensive nous suffiroit. Mais ce seroit plutôt une économie, qu'un moyen d'assurer notre liberté. Car une armée suffisante pour nous défendre, sera toujours assez forte pour nous opprimer pendant quelques instants, si le ciel dans sa colere nous ramenoit les mêmes fléaux. Cependant ce moyen d'alléger le fardeau des troupes réglées, ne sera pas dédaigné des états généraux, d'autant qu'il faudroit alors, pour procurer à l'état toute la sûreté qu'il doit désirer, donner à nos milices une constitution vraiment nationale, qui, au besoin, fournit à la patrie, non une armée de vagabonds, mais une armée de ci-

toyens. Aussi-tôt que les François auront une patrie (car on n'en a pas sans liberté), on verra s'ils se refusent à défendre leurs foyers, leurs loix, leur pays. Alors on aura une véritable armée, telles que furent jadis les légions Romaines.

Il existe en France un homme (1) plein de cette sorte de courage, qui lutte sans relâche contre les difficultés. Cet homme épris de l'amour du bien public a parcouru le royaume, en a observé les campagnes désolées; & révolté contre le système actuel de nos milices, il a remplacé par un établissement, dont les développements présentent l'ensemble le plus lumineux, comme le plus utile. Ce bon citoyen qui fait servir son roi & sa patrie, n'a pas su vieillir patiemment dans l'antichambre d'un commis, ou d'un ministre.

Des obstacles multipliés ont arrêté son zèle; mais peut-être formeront-ils les éléments de son bonheur, si, comme je l'espère, il présente son travail à la nation elle-même. Honoré de ses éloges je doute qu'il se plaigne alors des retards qui lui auront procuré la seule récompense digne d'un citoyen.

Mais ce moyen de diminuer le nombre des troupes, n'est pas suffisant pour assurer la liberté publique.

Il en est un cependant, qui peut les sup-

(1) Le chevalier des Pomelles, lieutenant-colonel du cinquième régiment d'état major.

pléer tous. C'est de rendre nos armées citoyennes , de les pénétrer du respect dû aux loix ; de les convaincre qu'autant il est beau de mourir pour la patrie , autant il est cruel & lâche de déchirer son sein , de répandre le sang de ses freres , & de ruiner la patrie qui les nourrit.

Voilà l'unique moyen de rendre nos troupes utiles sans qu'elles menacent la liberté. Mais , je le répète , le pouvoir exécutif ne peut recevoir en France les étroites limites , qui l'entourent en Angleterre : ces limites conservatrices chez nos voisins , nous conduiroient à une ruine inévitable.

Ce seroit aussi s'abuser d'un espoir décevant , & se nourrir de dangereuses illusions , que d'attendre de nos états généraux , rassemblés en cette cruelle occurrence , qu'ils remédieront à tous nos maux.

Il seroit peu digne de leur sagesse d'y prétendre. Nous devons en attendre le redressement des griefs les plus essentiels , & la préparation au meilleur ordre de choses possible.

On peut prévoir que le premier objet dont l'administration voudra les occuper , sera de reconnoître la dette du roi , & de la constituer en dette nationale.

Si jamais une grande nation eut à statuer sur un objet essentiel , ce fut en cette occurrence.

Le droit d'imposer le peuple est un droit qu'on n'a pu exercer qu'en l'usurpant. Le pou-

voir suprême des états généraux à cet égard n'a jamais été révoqué en doute. Les rois l'ont reconnu en toute occasion , & les états généraux l'ont établi de nouveau à chaque assemblée.

Depuis les derniers états de 1614 , deux fléaux nous ont consumés. Sous Louis XIV, ses fastueuses & puériles vanités firent éclore ensemble tous les impôts que la fiscalité peut inventer. Bientôt après fut imaginé la ressource mortelle des emprunts.

Mais l'emprunt ne pouvant s'acquitter que par l'impôt , il s'en suit qu'emprunter , c'est imposer ; c'est renoncer simplement à arracher d'un peuple épuisé les secours qu'il ne peut plus fournir , & consumer en un moment les ressources de la postérité : ainsi tout impôt , pour n'être pas une concussion , doit être consenti par les états généraux. De même tout emprunt pour être valide , doit être ordonné & sanctionné par la nation.

Telles sont sans doute les premières idées qui se présenteront à tous les esprits , à l'instant qu'il s'agira de prononcer sur la dette royale.

Mais à ces principes vrais , qui doivent à l'avenir être la base de nos libertés , se joindront , n'en doutons pas , des idées grandes & nobles , dignes de la majesté du peuple , dont les représentants vont décider du sort d'une partie de la nation , & dont la conduite en cette occurrence pourroit flétrir l'honneur de la couronne , & celui des François.

Non ! la nation ne ressuscitera pas pour se couvrir d'un opprobre ineffaçable ; & sa voix étouffée pendant 175 années , ne se fera pas entendre pour ordonner la ruine des citoyens. Jamais ses décrets ne seront pour des François une calamité , & ce ne sont pas des pleurs de désespoir qu'ils doivent faire répandre (1).

A ces sentiments qui toucheront tous les cœurs , se joindront de grandes vues politiques.

Il paroîtra , je l'espère , dans cette solennelle assemblée , quelques-uns de ces hommes faits pour commander aux opinions , dont la victorieuse éloquence , allumée par le génie , enchaînera tous les sentiments bas & personnels qui pourroient égarer les cœurs.

Il nous apprendront que ce que l'on nomme le *déficit* du gouvernement , & le trésor de la nation ; que sans ce *déficit* , la servitude seroit notre partage , & que c'est en forçant le gouvernement à tenir à nous par ses besoins , que les états forceront le gouvernement à respecter la liberté publique.

Ils nous diront qu'en cet instant , il ne faut pas être asservi par la cupidité , si nous ne voulons l'être aussi par le despotisme ; que jamais les peuples libres ne furent les esclaves

(1) Je crois devoir jurer , sur mon honneur , que toute ma fortune , ainsi que celle de la plupart de mes compatriotes , est en propriétés territoriales. Ainsi , ce sera sur nous que frappera l'impôt nécessaire pour mettre le roi à portée de tenir ses engagements.

de leur bourse ; que la liberté doit se payer , & qu'il faut l'acheter par des sacrifices.

Que ce seroit l'œuvre d'un traître , d'un ennemi de la nation , que de combler par quelque moyen que ce fût , ce *déficit* qui nous alarme , & d'empêcher qu'il ne le fût uniquement par notre concours.

Qu'il nous faut un roi ; mais qu'il faut aussi que le chef de la nation soit honoré des étrangers comme il est de ses sujets. Eh ! que pourrions-nous attendre d'un prince que nos décrets nationaux auroient flétri , en le forçant à manquer à sa parole ?

Sa vie , consumée par les regrets & le souvenir des malheureux qui expirent , pour n'avoir pas douté de sa foi , seroit absorbée par ces cruels sentiments ; tandis que cette vie est notre bien , qu'elle doit être employée toute entière au bonheur de la patrie , & qu'il n'est aucune sorte de prospérité que nous ne devions attendre d'un prince vertueux & jeune , sous lequel s'opère une pareille révolution.

Tels seront , je l'attends de la clémence du ciel , les grandes idées que développeront , au milieu de l'assemblée nationale , des hommes éloquents , épris des attrait de la liberté.

Les moyens de satisfaire aux engagements du prince sans épuiser la nation , se présenteront en foule. Tout est possible à une nation libre , qui agit sur elle-même. Elle aura tout fait , si elle anéantit pour jamais le crédit

du gouvernement , si elle le réduit à l'heureuse impuissance de trouver un écu à emprunter , offrit-il pour gage tous les moyens qui sont en son pouvoir. Sur les ruines de ce crédit désastreux doivent s'élever les inébranlables fondemens du crédit national ; tellement établi , qu'à la voix des états , le dernier écu du citoyen soit porté dans le trésor public.

En constituant la dette du roi , ils reconstitueront aussi tous les impôts , & leur donneront une existence légale. Mais sur-tout une existence tellement limitée , que la disette des moyens de subvenir aux dépenses de l'état , soit le gage assurée du retour prochain de l'assemblée nationale.

Mais quelque pressante que soit la nécessité d'établir la dette publique , pourroient-ils s'en occuper , sans trahir nos intérêts , s'ils n'ont avant tout obtenu le redressement des abus qui nous oppriment le plus , de ceux qui rendent nos propriétés précaires , & notre existence insupportable ?

C'est sur-tout pour que l'impatience du peuple ne hâte pas l'ordre des délibérations , que je me suis étendu à prouver le pouvoir législatif des états généraux. On imagine aisément que je n'avois pas l'espoir d'en convaincre les ministres ; mais il est essentiel d'en convaincre les peuples , afin que les états généraux , qui ne voudront pas perdre un temps précieux en vaines disputes , ne soient pas inquiétés par l'opinion publique , quand leurs sages délais ,

à statuer sur la dette nationale , n'auront pour but que de faire valoir nos droits , & d'obtenir qu'on fasse cesser mes justes plaintes.

Il faut en convenir , il seroit trop cruel d'être encore appauvris , & de rester toujours esclaves. Mais nous pouvons sacrifier une partie même du nécessaire , pour obtenir une constitution & la liberté.

Nous devons donc espérer de nos représentants , qu'ils élèveront autour des propriétés une enceinte que nulle autorité ne pourra renverser , & qu'enfin si tel doit être le sort du peuple , qu'il ne lui reste plus que des cabanes & du chaume , il puisse y vivre à l'abri des outrages du pouvoir absolu , qui diffère étrangement du pouvoir du roi , & qui n'est autre que l'abus que font , à son insçu , ses ministres & leurs complices dans les provinces , de l'autorité qu'il leur a confiée.

Pour conserver nos propriétés , ils continueront de confier aux parlements le pouvoir national dont nos aïeux les ont revêtus ; & distinguant soigneusement les loix du royaume , que les états généraux seuls peuvent changer , des édits du prince , ils réclameront pour ceux-ci l'enregistrement libre , seul & unique moyen que puissent avoir les provinces , de faire parvenir la vérité au trône : il est à croire que jamais ils ne donneront à aucun corps le pouvoir de les suppléer , la nation entière ne pouvant établir une telle puissance , mais ils chargeront les cours de veiller à ce que jamais le pouvoir ministériel n'usurpe celui de la nation.

Vainement auroit-on voulu engager les états à établir une commission permanente, qui les suppléât dans l'intervalle des assemblées.

Les états généraux de 1576 nous ont prouvé qu'un tel pouvoir n'est pas donné aux états généraux ; & à leur défaut, la raison nous apprendroit qu'un pareil établissement seroit bientôt un repaire de tyrans, ou une assemblée de traîtres.

Après avoir assuré la dette publique, fondé le crédit national sur les ruines du crédit ministériel, accordé, s'il le faut, des subsides, & sur-tout établi en même temps des regles invariables, qui, étendant l'impôt sur toutes les propriétés, en éloignent l'arbitraire ; après avoir confié aux parlements le dépôt de nos loix, l'avoir chargé de réclamer en toute occasion les droits de la nation, & d'empêcher, au prix de leur état, & , s'il le faut, au péril de leur vie, que jamais le pouvoir ministériel n'usurpe les pouvoirs nationaux, il semble qu'il seroit temps de montrer à la nation le terme des travaux de ses représentants.

Pourquoi faut-il qu'un supplice de tous les instants, un opprobre de tous les jours, force le peuple à exiger d'eux une loi sans laquelle toutes les autres sont vaines ? Pourquoi faut-il que dans nos malheurs, nous ayons encore la honte d'être forcés de réclamer notre liberté individuelle ?

Mais le dernier ministère nous a trop appris à quels effroyables excès la perversité pouvoit atteindre, à quel point l'audace pouvoit

abuser de l'autorité royale , malgré elle , à son insçu , pour peupler tous les cachots du royaume.

Il est temps de mettre un terme à cette vexation honteuse. Cet opprobre ne doit plus flétrir la nation.

Si jamais l'autorité, le crédit des états généraux furent nécessaires, c'est en cette occurrence. Car il n'est sorte de prétexte odieux, dont les fauteurs du despotisme ne se servent, pour engager un roi bon & vertueux, à usurper l'autorité de disposer de la liberté des citoyens par des ordres secrets, autorité que nul moyen humain ne peut légitimer (1).

Il sera aisé de prouver au roi que l'exercice de ce pouvoir affreux est un tourment pour lui. Il est trop élevé pour que jamais il ait une insulte personnelle à venger ; & s'il avoit jamais un crime de cette nature à punir, le bras des loix est toujours armé, & certes ce ne seroit pas en cette occurrence qu'il seroit inactif.

Mais les lettres de cachet sont les jouissances de ses ministres.

S'ils en conservent l'usage, à quoi servent

(1) Ainsi que les partisans du despotisme, pour en prouver l'excellence, s'étaient des regnes de Titus & de Trajan. Les fauteurs des ordres arbitraires citent aussi l'usage qu'on en a fait sous le ministère de M. de Malesherbes. Mais à Titus succéda Domitien. Les prisons que le vertueux Malesherbes avoit rendu désertes, semblables à des bêtes féroces, attendoient des victimes : elles ne les attendirent pas long temps.

nos loix ? Qu'importe à l'homme , qui marche au combat , d'être revêtu d'armes brillantes , si elles ne sont pas à l'épreuve du poignard.

On répète dans les cours que la sûreté de l'empire exige ces précautions effroyables ; mais si tel devoit être le rempart de la sûreté publique , ce seroit un crime que de cimenter la durée des sociétés.

Cela n'est pas ; cela ne peut pas être ; & si en des temps d'orage , il étoit nécessaire de revêtir le gouvernement du pouvoir d'attenter à son gré à la liberté des citoyens , au moins devoit-il être prouvé que la nécessité exige cette précaution momentanée ; par conséquent elle auroit un terme très-court ; & celui qui auroit été arrêté sur un soupçon , seroit remis aussi tôt en liberté , ou dans les mains de la justice , si l'examen changeoit le soupçon en certitude.

S'il est un peuple amoureux de son pays , dévoué à son roi , c'est le peuple François ; & aux épouvantables précautions que les ministres prétendent devoir prendre , on croiroit la France peuplée de conspirateurs.

Après avoir épuisé les raisons politiques , les ministres s'arment de je ne sais quel motif bizarre , produit par un préjugé cruel & ridicule , qui veut que dans une famille le crime d'un individu soit une flétrissure pour tous.

S'il est un moyen de perpétuer cette opinion insensée , c'est de soustraire au glaive des loix tous les coupables d'un certain rang , pour ne les frapper que du poignard du despotisme.

Mais quand le préjugé seroit aussi fondé en raison , qu'il est absurde ; quoi ! ce sera pour conserver l'honneur d'une famille , où s'est trouvé un scélérat , que vous vous réservez l'usage d'un pouvoir habituellement employé à humilier les courages , à venger des haines de ministres , ou des coleres de maîtresses !

Les rois , je le répète , sont trop élevés pour que les lettres de cachet leur soient personnellement utiles , même en leur supposant une ame vicieuse. D'ailleurs , l'opinion publique a changé ces sortes de châtimens en titres de gloire , en honorant de son estime ceux qui les ont subis , en servant leur pays. Qu'en esperent donc les ministres ? Si elles frappent un homme de cœur , il les dédaigne. L'enthousiasme public change ses fers en guirlandes ; si un homme est foible , il baigne de ses pleurs les murs de son cachot. C'est donc là une jouissance de ministre , ce n'en sera jamais une pour un roi. L'exécrable cœur de Louis XI est mort avec lui.

La raison , l'humanité , l'intérêt des rois , les loix de l'état , réclament donc la destruction de ce pouvoir odieux , qui environne chaque citoyen d'espions & d'effroi , & qui , remis aux commandans en chef dans les provinces , en ce moment sur tout où ils usent de tous les moyens possibles pour usurper tous les pouvoirs , & rendre ainsi leurs gouvernemens de vrais pachalics , les auroit rendues inhabitables , sans la constante protection que le citoyen opprimé trouve dans les

parlements. Ce sont sur-tout ces appuis journaliers , accordés par les cours aux citoyens , contre l'autorité des commandants de province , qui les ont rendues si chères aux peuples. La preuve qu'ils abusent de l'autorité du roi , c'est la terreur que leur inspire les réclamations de ces corps , toujours en droit de faire parvenir la vérité au trône.

Mais il est encore un moyen d'éclairer les rois , & de faire de l'opinion publique le bourreau de ces despotes subalternes ; c'est de pouvoir librement publier leurs fautes. La liberté d'écrire doit marcher de front avec la destruction des ordres arbitraires. Il n'y a que le despotisme qui redoute la liberté de la presse. Elle fut défendue par Charles IX ; il soumit les écrits à la censure. Par son origine on peut juger du but de son institution (1). Il est plusieurs vérités importantes que Louis XVI ne peut apprendre que de son peuple , & il lui importe aussi , que la voix d'un homme courageux & opprimé , lui soit portée par la voix publique. La liberté de la presse fera aussi tôt disparaître ces tyrannies de provinces , aussi cruelles qu'elles sont honteuses ; cruelles par leurs effets ; honteuses , quand c'est un subalterne qui ose s'en rendre coupable envers un citoyen. Sans doute nos états généraux

(1) Les décemvirs , tyrans de Rome , prononcèrent des peines contre la liberté d'écrire : « c'est que , dit » Montesquieu , des gens qui vouloient renverser la » liberté , craignoient des écrits qui pouvoient rappeler » l'amour de la liberté. L. vj , chap. xv. »

statueront sur ces grands objets. Leurs réclamations & leur zèle convaincront le roi , & de la justice des plaintes du peuple , & de son attachement pour lui.

Mais puisse le ciel exaucer le dernier de mes vœux , si au milieu de cette suprême assemblée , il s'élevoit des hommes ardents à l'égarer , habiles à fasciner les yeux , qui , pour perpétuer nos maux créeroient des dangers chimériques , dont le pouvoir absolu peut seul nous garantir ! puisse le ciel inspirer à chacun de nos représentants ; puisse une invisible main , tracer sur les murs de l'enceinte qui les réunira , cette maxime , jadis prononcée au milieu d'un peuple libre , par l'aïeul (1) maternel d'un de nos rois , & qui est le vœu unanime de la nation :

MALUMUS PERICULOSAM LIBERTATEM QUAM QUIETUM SERVITIUM.

(1) Jean-Charles Opalinski , castelan de Posnanie , beau frere de Stanislas , roi de Pologne , duc de Lorraine , pere de la feue reine.

F I N.

NOTE,

N O T E , 12 octobre.

ON achevoit d'imprimer cet écrit , quand l'arrêt du conseil , du 3 octobre , nous est parvenu. La résolution d'augmenter le conseil du roi d'une assemblée de notables , pour constater les formes antiques & suivre rigoureusement leur esprit , s'il étoit quelques objets où il fallût suppléer à des détails qu'elles n'expliqueroient pas suffisamment , est digne de la sagesse d'un roi , ami des loix , & qui ne veut que connoître ce qu'elles prescrivent , pour s'y soumettre.

Les faits contenus dans le préambule de l'arrêt , sont sujets à la discussion , & la diversité des opinions semble une suite nécessaire de l'ignorance où la plupart des François doivent être des formes constitutives de notre antique monarchie.

Heureux qu'en cette occurrence la controverse sur les faits ne puisse nous conduire qu'aux mêmes résultats ! Il est en effet prouvé que l'étroite observance des formes antiques , dont en aucun cas il n'est permis de s'écarter , nécessite un conseil préliminaire pour expliquer ce qu'elles nous offrent d'obscur , & suppléer , en suivant leur esprit , à quelques détails qui nous manquent.

Certes , la discussion des faits est trop importante pour être omise. Sans doute le gou-

P.

vernement a une multitude de moyens pour constater ceux qu'il expose , puisque les titres nationaux sont confiés au roi. Sans doute aussi que les notables , qui ont à justifier chacune de leurs démarches au suprême tribunal de la nation , demanderont que tous les documents qui auront formé leur opinion , soient connus du public. En attendant , on espere prouver , avec les seuls secours que peut se procurer un particulier , & par le témoignage des anciens historiens , que la convocation par bailliages & sénéchaussées a toujours été reconnue pour la seule nationale & régulière ; & si la perte des verbaux ne permet pas de donner des preuves aussi directes que celles que l'on peut offrir depuis 1484 , l'on croit aussi impossible de prouver que la nation ait jamais consenti à ce que l'on abandonnât l'ancien usage national ; & cependant c'étoit-là le seul moyen de lui en substituer légalement un autre. Au contraire , depuis 1484 , les verbaux conservés dans la bibliothèque du roi , nous prouvent que la nomination des députés aux états généraux s'est toujours faite dans les bailliages & sénéchaussées du royaume , excepté en 1561. Ainsi , en réclamant les formes de 1614 , on réclame les formes constitutives & nationales. Il est possible que dans la totalité du royaume , il y ait eu des bailliages où le peuple n'ait pas concouru à l'élection des députés. Il faudroit avoir tous les moyens du gouvernement , pour prononcer à cet égard. Mais on peut citer , & on citera

un tiers des sénéchaussées ou bailliages du royaume , où le peuple a exercé ses droits dans toute leur plénitude ; & il n'est pas douteux que c'est par un abus épouvantable qu'il n'en a pas usé dans tous. Il est vrai que depuis 1614 les sénéchaussées & bailliages se sont multipliés ; mais ils avoient aussi été augmentés depuis 1484 jusqu'en 1576 , & la liste de ces états généraux nous prouve qu'ils jouirent de tous leurs droits sans obstacles. En effet , ce qui rend la convocation par bailliages & sénéchaussée aussi nationale qu'elle est utile , c'est précisément parce que les mêmes motifs qui obligent à multiplier les tribunaux de justice inférieure , annonçant que les habitants d'une ancienne sénéchaussée sont devenus trop nombreux , que plusieurs communautés , qui jadis n'existoient pas dans leur ressort , ont pris de la consistance , sont précisément les mêmes qui nécessitent l'augmentation des députés aux états généraux du royaume. Il sera facile peut-être de prouver que les nombreux bailliages de la Lorraine n'ont pas tous le droit d'envoyer des députés aux états généraux ; mais l'eussent-ils , il seroit encore aisé de les en laisser jouir , en augmentant le nombre des députés des bailliages de l'intérieur du royaume dont le ressort est le plus étendu.

Enfin cette controverse est utile , elle est nécessaire , elle est donc permise.

La nation en admirant la sagesse de son souverain , verra sans aucune crainte les nota

bles appellés à son conseil. Pourroit-elle en prendre le moindre ombrage ? Sans aucun pouvoir national, ils ne portent au pied du trône que le titre de citoyen. Ils savent tous qu'à ce titre ils ne peuvent que réclamer l'exécution rigoureuse des anciennes loix, le respect pour les formes constitutives & nationales, & présenter à un roi juste les calamités de tout genre qui accableroient la nation, si cette auguste assemblée, qui doit la régénérer, ne paroissoit pas à toutes les provinces une assemblée légale, régulière & nationale.



Noms des députés de la province
de Languedoc aux états généraux
de 1484, de 1576 & 1614.

Aux états de Tours 1484.

Il n'y avoit alors en Languedoc que les
trois anciennes sénéchaussées.

Députés de la sénéchaussée de Toulouse.

Monseigneur de Lavar ; messire Oudet
Balchier, chevalier ; Oudinet le Mercier.

Sénéchaussée de Beaucaire.

L'évêque de Nîmes ; M. de Polignac ;
messire Guillaume de Cauviffon, chevalier,

Sénéchaussée de Carcassonne.

L'abbé de St. Froide ; l'évêque de Car-
cassonne ; messire Jean de Levis, chevalier ;
messire Pierre St. André, chevalier.

En 1576 aux états de Blois.

Comté de Toulouse & sénéchaussée de Toulouse.

Me. Pierre Daffis, prévôt de l'église saint
Etienne.

Parifot Cornuffon.

Me. Bernard de Superfanctis, & Me. Tiers état
Sanfon de la Croix.

Noblesse;

Tiers état;

Sénéchaussée de Beaucaire.

- Clergé. Raimond Cavalezi, évêque de Nîmes.
 Antoine Nicolas, précenteur de l'église
 de Nîmes.
- Noblesse. Le clergé & tiers état ne voulurent pas
 députer, dit dom Vaissette, liv. xl,
 Tiers. pag. 352.

Sénéchaussée du Puy.

- Clergé. Antoine de Sennetere.
- Noblesse. M. de Polignac.
- Tiers état. Gui Bourdet, dit Irail, & Gui de Lignes.

Sénéchaussée de Carcassonne.

- Clergé. Claude Doraïson, évêque de Castres.
- Noblesse. Le baron de Rouairoux.
- Tiers état. Maître Raimond le Roux ; maître Jean
 Gibron.

Montpellier.

- Eglise. Dom Vaissette nous dit, page 352, l. xl,
 Noblesse. que Montpellier ne députa pas ; mais
 Tiers. sur le verbal imprimé, & sur celui du
 roi, le gouvernement de Montpellier est
 nommé comme ayant droit de députer.

Sénéchaussée de Lauragais.

- Eglise. L'évêque de St. Papoul.
- Noblesse. Le Sgr. de Narbonne, baron de Campadu.
- Tiers état. Antoine de Lourde.

Députés du Languedoc aux états de 1614.

Comté de Toulouse, & gouvernement du pays de Languedoc.

Jean, cardinal de Bonzi, évêque de Béziers, & Louis de la Valette, archevêque de Toulouse.

Ville & sénéchaussée de Toulouse & Albigeois.

Jean Berthier, évêque de Rieux, & Alphonse d'Elbene, évêque d'Albi, E. ; Jean de la Valette, sieur de Cornusson, sénéchal de Toulouse, N. ; Jean de Loupes, juge criminel en ladite sénéchaussée ; Pierre Marmiesse, avocat & capitoul de ladite ville ; & François de Boriez, aussi avocat & capitoul, T.

Sénéchaussée de Carcassonne.

Béziers. Christofle de l'Estaing, évêque de Carcassonne, E. ; François de la Jugierie, comte de Rieux, N. ; Philippe le Roux, président & juge-mage en ladite sénéchaussée ; & David Lespinaffe, premier consul de Castres, T.

Sénéchaussée de Beaucaire & Nîmes.

Charles de Rousseau, évêque de Mende ; comte du Gévaudan, & Antoine Deperrault, évêque de Léonopoli, coadjuteur de l'évêché

d'Uzez, E. ; Antoine Hercules de Budos ;
marquis de Portes, & René de la Tour de
Gouvernet, baron de Chambault, N. ; Fran-
çois de Rochemore, lieutenant général en
ladite sénéchaussée, & Louis Degondin,
consul d'Uzez, T.

Sénéchaussée du Puy, & bailliage de Velay:

Gaspard Armand, vicomte de Polignac ;
N. ; Hugues de Filere, lieutenant principal en
ladite sénéchaussée, & Jean Vitalis, premier
consul, T.

*Ville, gouvernement & sénéchaussée de
Montpellier.*

Pierre de Fenouillet, évêque de Montpel-
lier, & François de Monlore, sieur de Meur-
les, sénéchal de Montpellier, & Jean de
Gardie, sieur de St. André, N. ; Daniel de
Galliere, trésorier général de France à Mont-
pellier, & premier consul & viguier, T.

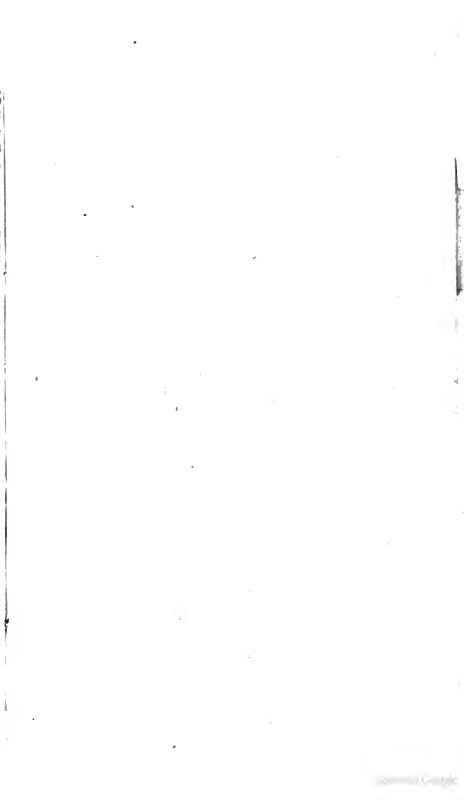
Sénéchaussée de Lauragais.

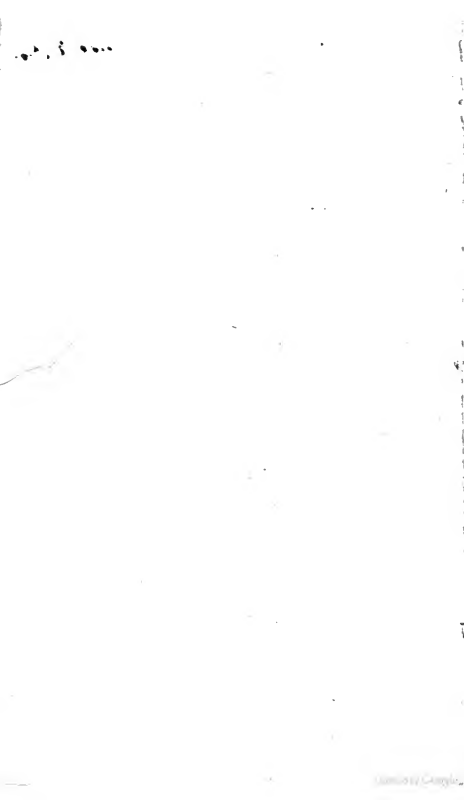
François de Roger, baron de Fairal, se-
néchal de Lauragais, & Marc-Antoine, sieur
de Saint-Romme, N. ; Rémond de Cup, juge-
mage de Castelnaudary, T.

Sénéchaussée, pays & comté de Foix.

Joseph des Parbès, évêque de Pamier ;
E. ; Jacques de Lordat, sieur de Castagnac,
N. ; Bernard Meric, procureur du roi en ladite
sénéchaussée.

VAI 1535860





144 E 33

23



